EDITIONS DU PEUPLE
PEKIN
JANVIER 1976

La voie socialiste de l'agriculture en Chine

ECONOMIE RURALE EN CHINE

De la réforme agraire aux communes populaires

Texte traduit du chinois et édité par

E 100

EDITIONS DU PEUPLE
PEKIN
JANVIER 1976

La voie socialiste de l'agriculture en Chine

ECONOMIE RURALE EN CHINE

De la réforme agraire aux communes populaires

Texte traduit du chinois et édité par

E 100

OUVRAGES PARUS DANS LA MÊME COLLECTION

— *L'impérialisme aujourd'hui*

— *Manuel d'économie politique* (tome 1)

— *Sur le matérialisme dialectique*

— *Economie des grands pays capitalistes* (précis historique) à paraître.

© E 100 1977

EDITIONS DU PEUPLE
PEKIN / JANVIER 1976

ECONOMIE RURALE EN CHINE

De la réforme agraire aux communes populaires

Texte traduit du chinois et édité par
EDITIONS DU CENTENAIRE
24, rue Philippe-de-Girard, 75010 Paris
Tél. 202.87.05.

1977

CITATIONS
DE MAO TSÉ-TOUNG

Le socialisme est la seule issue possible pour l'agriculture chinoise.

Le mouvement révolutionnaire socialiste en cours entrepris par nos 500 millions de paysans chinois est d'une immense portée mondiale.

NOTE DES TRADUCTEURS

Nous avons utilisé pour la transcription des noms propres le système « pinyin », adopté en Chine depuis 1958 et appelé à se généraliser progressivement dans les pays occidentaux. Conscients des difficultés que cela représente aux lecteurs non accoutumés au système « pinyin », nous donnons ci-dessous la valeur phonétique des lettres utilisées dans ce système de transcription ainsi qu'une table de concordance des principaux noms propres rencontrés dans ce livre.

Valeur phonétique des lettres dans le système « pinyin »

Initiales :			Finales :		
c	=	ts (tsigane)	ai	=	aille
ch	=	tch (tchèque)	an	=	ann
g	=	toujours dur (gaie)	e	=	eu
j	=	dj (Djibouti)	ei	=	eille
q	=	tchi (quan = tchiuan)	en	=	enn
r	=	intermédiaire entre r et j	i	=	e muet (heure)
sh	=	ch (chez)	in	=	inn
x	=	intermédiaire entre s et ch	iu	=	yo

z	=	dz (Dzoungarie)	ou	=	o
zh	=	dge (zhan = dgeann)	un	=	oueï
			un	=	unn

(La valeur phonétique des autres lettres et groupes de lettres est proche de celle du français.)

Table de concordance

Noms propres			Noms géographiques		
Mao Zedong	=	Mao Tsé-toung	Dazhai	=	Tatchai
Liu Shaoqi	=	Liou Chao-chi	Daqing	=	Taking
Lin Biao	=	Lin Piao	Shanghai	=	Changhaï
Chen Yonggui	=	Tchen Yong-kouei	Linxian	=	Linshien

Noms de provinces

Hebei	=	Hopei	Zhejiang	=	Tchekiang
Shanxi	=	Chansi	Fujian	=	Foukien
Liaoning	=	Liaoning	Jiangxi	=	Kiangsi
Jilin	=	Kirin	Taiwan	=	Taiwan
Heilongjiang	=	Heilongkiang	Henan	=	Honan
Shenxi	=	Chensi			
			Hubei	=	Houpei
Shandong	=	Chantong	Hunan	=	Hounan
Jiangsu	=	Kiangsou	Guangdong	=	Kouangtong (Canton)
Qinghai	=	Tsinghaï	Sichuan	=	Setchouan
Anhui	=	Anhouei	Guizhou	=	Koueitcheou
Gansu	=	Kansu	Yunnan	=	Yunnan

Nous avons gardé les transcriptions consacrées par l'usage pour les noms très connus comme Pékin, Nankin, Mao Tsé-toung, etc.

Mesures chinoises :

1 li = 0,5 km
1 mou = 1/15 d'ha
1 yuan = 2,50 F environ

Quelques définitions :

— moyens de production : instruments de production (outils, machines) + objet du travail (terres, matières premières) ;
— force de travail : capacité de travail physique et intellectuelle d'un individu ;
— forces productives : moyens de production + force de travail ;
— rapports de production : rapports de classe dans une société donnée, déterminés par :
  — le système de propriété,
  — la place et les rapports mutuels des individus dans la société,
  — la répartition des produits ;
— bipolarisation : tendance à la division de classes ; suite au développement spontané du capitalisme à la campagne, les paysans moyens aisés s'efforcent de devenir des paysans riches tandis que les paysans pauvres, qui ne disposent pas de moyens de production suffisants, restent dans le besoin.

(Nous ne donnons ici qu'une définition succinte des termes les plus courants. Nous conseillons aux lecteurs de se reporter au « Manuel d'économie politique » tome 1, E 100 1976.)

Dans « L'analyse des classes de la société chinoise » de Mao Tsé-toung, on distingue parmi les paysans :

les salariés agricoles : journaliers sans terres ;

les paysans pauvres : cultivent la terre d'autrui dont ils ne reçoivent que la moitié, ou moins, de la récolte.

Les paysans moyens (1) :

— paysans moyens pauvres : possèdent un peu de terre mais sont obligés, pour s'en sortir, de louer d'autres parcelles ou de vendre une partie de leur force de travail ;

— paysans moyens aisés : possèdent assez de terre pour ne dépendre de personne ;

les paysans riches : possèdent des terres qu'ils louent avec de gros intérêts. Vivent plus de leurs rentes que de leur propre travail ;

les propriétaires fonciers : bourgeoisie rurale exploitant les paysans qui travaillent sur leurs terres, possédant de petites entreprises, les moulins à riz, etc.

(1) Les paysans moyens se divisent en anciens paysans moyens (appartenant à cette catégorie avant la réforme agraire) et en nouveaux paysans moyens (ayant accédé à cette catégorie grâce à la réforme agraire).

Avant-Propos

En Chine, l'agriculture marche à pas de géant sur la voie socialiste.

Grâce à la révolution socialiste dans le système de propriété privée des moyens de production, l'économie individuelle des paysans, dispersée et arriérée, est devenue aujourd'hui une économie collective socialiste, concentrée et d'avant-garde. L'agriculture dont les travaux reposaient essentiellement sur la force manuelle et animale, est en train d'effectuer un immense pas vers la modernisation. C'est une gigantesque entreprise, inconnue jusqu'alors dans l'histoire de la Chine.

L'établissement et le développement du système économique socialiste à la campagne ont connu une histoire de lutte aiguë et complexe entre deux classes, deux voies et deux lignes.

Les grandes tempêtes de la lutte de classes et de la lutte de ligne ont mis à l'épreuve et consolidé le nouveau système de l'économie collective en le fortifiant et en le développant sans cesse. Depuis surtout la révolution culturelle et le mouvement de critique de Lin Biao et Confucius, la situation dans les campagnes est excellente. Le mouvement de masse « que l'agriculture prenne exemple sur Dazhai » s'est beaucoup développé. La production agricole est plus abondante chaque année.

Le système de la commune populaire démontre de plus en plus son immense supériorité.

La victoire du système de l'économie collective socialiste dans les campagnes chinoises est une victoire du marxisme, du léninisme et de la pensée Mao Tsé-toung. C'est la victoire de la ligne révolutionnaire prolétarienne du président Mao.

Amener la petite exploitation à s'engager dans la voie de la grande agriculture socialiste est un principe fondamental du marxisme-léninisme. Le président Mao a toujours accordé une grande importance à cette question pendant la période de la révolution démocratique et celle de la révolution socialiste. De plus, il a lié la vérité universelle du marxisme-léninisme à la pratique concrète de la révolution chinoise, enrichi et développé la théorie marxiste relative à la collectivisation et la modernisation de l'agriculture.

Dès 1943, dans son rapport intitulé « Organisez-vous », le président Mao a indiqué : « *Parmi les masses paysannes, c'est l'économie individuelle qui prédomine depuis des millénaires, chaque famille, chaque foyer formant une unité de production. Cette forme de production individuelle et dispersée, constitue la base énonomique du régime féodal et maintient les paysans dans un état de pauvreté permanent ; le seul moyen d'en finir avec cette situation, c'est la collectivisation progressive et la seule voie qui mène à la collectivisation passe, selon Lénine, par la coopération* (1). »

En mars 1949, à la veille de la victoire de la révolution, le président Mao, dans son rapport présenté à la 2e session plénière du Comité central issu du VIIe Congrès du P.C.C., a précisé : « *L'agriculture et l'artisanat dispersés et individuels, qui représentent les 90 % de la valeur globale de la production et de l'économie nationale,*

(1) « Organisez-vous », Textes choisis de Mao Tsé-toung, p. 323.

peuvent et doivent dans leur développement être conduits avec prudence, progressivement, mais activement vers la modernisation et la collectivisation ; le point de vue selon lequel on peut les laisser aller à leur guise est faux. » « Si notre économie ne comportait que le secteur d'Etat, sans secteur coopératif, il nous serait impossible de conduire pas à pas l'économie individuelle du peuple travailleur vers la collectivisation, impossible de passer de la société de démocratie nouvelle à la société socialiste future, et impossible de consolider la position dirigeante du prolétariat dans le pouvoir d'Etat. Quiconque néglige ou minimise ce fait commettra aussi des erreurs extrêmement graves (2). »

Après la fondation de la République Populaire de Chine, le président Mao a tiré en temps opportun le bilan de la riche expérience de la révolution socialiste et de l'édification du socialisme dans les campagnes chinoises. en tenant compte des expériences négatives et positives des autres pays, il a écrit « Sur le problème de la coopération agricole » et les « Notes introductives pour "L'essor du socialisme dans les campagnes chinoises" ». Il a écrit également d'importantes directives sur le développement et la consolidation du système des communes populaires. D'une façon systématique, complète et approfondie, il a élaboré la théorie, la ligne et la politique de la collectivisation et de la modernisation agricoles.

Ces directives du président Mao constituent le programme de notre Parti pour la révolution socialiste à la campagne dans la période socialiste.

« *Une ligne politique et militaire juste ne naît ni ne se développe d'elle-même paisiblement ; elle naît et se développe dans le combat contre l'opportunisme de gauche*

---

(2) « Rapport à la deuxième session plénière du comité central issu du VII[e] Congrès du Parti communiste chinois », Oeuvres choisies de Mao Tsé-toung, tome 4, pp. 387-388.

d'une part, et contre l'opportunisme de droite d'autre part (3). »

En ce qui concerne la révolution et l'édification socialistes à la campagne, la ligne révolutionnaire prolétarienne du président Mao est née et s'est développée dans une lutte âpre et prolongée et contre la ligne révisionniste au sein du Parti. Que la campagne chinoise s'engage dans la voie socialiste ou bien dans la voie capitaliste, telle est la question centrale de cette lutte.

La réforme agraire achevée, le président Mao nous a alors enseigné qu'il fallait « battre le fer quand il est chaud », s'appuyer sur les paysans pauvres et moyens pauvres, s'unir avec les paysans moyens, développer le mouvement de coopération et d'entraide dans la production agricole selon le principe du livre consentement et des avantages réciproques, afin de combiner les progrès de la coopération agricole et de l'industrialisation socialiste. C'est là l'orientation marxiste-léniniste. Cependant Liu Shaoqi préconisa à ce moment-là son programme réactionnaire bourgeois : « Consolider l'ordre de la démocratie nouvelle », et ses absurdités révisionnistes : « garantie de la propriété privée », « Les 4 grandes libertés », (liberté de louer et de vendre les terres, liberté de prêter à usure, liberté d'embaucher des employés, liberté de commerce), « la mécanisation d'abord, la coopération ensuite », etc. Il encouragea le développement de la grande exploitation, s'opposant ainsi à la ligne révolutionnaire du président Mao.

Dès que la transformation socialiste du système de propriété des moyens de production agricole fut achevée pour l'essentiel, le président Mao, selon la théorie de la poursuite de la révolution sous la dictature du prolétariat,

(3) « Problèmes stratégiques de la guerre révolutionnaire en Chine », Oeuvres choisies de Mao Tsé-toung, t. 1, p. 216.

fixa la ligne fondamentale du Parti pour toute l'étape historique du socialisme, demanda d'accomplir à fond la révolution socialiste sur le front de l'agriculture, de consolider la dictature du prolétariat, de prévenir la restauration du capitalisme et d'édifier la grande agriculture socialiste. Par contre, Liu Shaoqi et Lin Biao prônaient de fallacieuses théories révisionnistes comme les « Trois libertés et une garantie » (développement des marchés libres, extension des parcelles individuelles, multiplication des entreprises disposant de leurs profits et supportent leurs propres pertes, fixation des quotas de production sur la base de la famille), et « les points-travail au poste de commande » ; ils sabotaient frénétiquement la révolution socialiste sur le front de l'agriculture, désagrégeaient l'économie collective socialiste, dans le vain effort de restaurer le capitalisme, et de s'opposer à la ligne révolutionnaire prolétarienne de président Mao.

La lutte entre 2 lignes est une lutte sans merci. Sous la direction de la ligne révolutionnaire prolétarienne du président Mao, les paysans ont résisté et lutté fermement contre la ligne révisionniste, ils s'en sont toujours tenus à la voie socialiste. Au cours de la Révolution Culturelle en particulier, les 2 quartiers généraux de la bourgeoisie de Liu Shaoqi et de Lin Biao ont été détruits, et leur complot de restauration du capitalisme réduit en poussière. Une fois de plus la ligne marxiste a remporté une victoire sur la ligne révisionniste, consolidant ainsi davantage le camp socialiste à la campagne.

« La justesse de la ligne idéologique et politique est déterminante en tout. » L'expérience historique nous montre qu'en s'en tenant fermement à la ligne révolutionnaire prolétarienne du président Mao, l'économie collective socialiste de l'agriculture peut se consolider et se développer, et la production agricole s'accroître de jour en jour. Au contraire, le sabotage de la ligne révolutionnaire

prolétarienne du président Mao affaiblit l'économie collective socialiste, et la production agricole en subit les conséquences. Pour mener à bien la révolution socialiste sur les fronts politique, idéologique et économique à la campagne, pour que l'agriculture poursuive à jamais la voie socialiste, l'essentiel est de s'en tenir à la ligne fondamentale du Parti fixée par le président Mao pour toute la période historique du socialisme.

Le prédident Mao a indiqué : « *La société socialiste s'étend sur une assez longue période historique, au cours de laquelle continuent d'exister les classes, les contradictions de classes et la lutte de classes, de même que la lutte entre la voie socialiste et la voie capitaliste, ainsi que le danger d'une restauration du capitalisme. Il faut bien comprendre que ces luttes seront longues et complexes, et renforcer notre vigilance. Il faut mener à bien l'éducation socialiste, apprécier et régler correctement la question des contradictions de classe et des luttes de classes, distinguer et régler correctement les contradictions entre nous et nos ennemis et les contradictions au sein du peuple. Sinon notre pays socialiste risque de se transformer, changer de nature et connaître la restauration. Nous devons l'expliquer dès maintenant, jour après jour, mois après mois, année après année afin d'avoir de cette question une connaissance approfondie et suivre une orientation marxiste-léniniste.* »

La ligne fondamentale du Parti est un phare qui nous éclaire dans toutes nos activités, une boussole qui nous mène de victoire en victoire dans la poursuite de la révolution sous la dictature du prolétariat.

Ce petit ouvrage qui traite de problèmes économiques ne pourra pas rendre compte intégralement de l'histoire de la lutte entre 2 lignes au sein du Parti sur les questions de la campagne. Il n'a pour objectif que d'analyser et d'étudier le processus de l'établissement et du développe-

ment du système économique socialiste dans les campagnes chinoises, en s'appyant sur l'étude des directives du président Mao sur la collectivisation et la modernisation de l'agriculture, et sur les données concrètes de la situation agricole en chine.

(4) « Quotidien du Peuple » du 1-12-1971.

CHAPITRE I

LA LUTTE ENTRE SOCIALISME ET CAPITALISME A LA CAMPAGNE

1. — L'ECONOMIE INDIVIDUELLE DES PAYSANS EST SANS ISSUE

— 1 —

En Chine, avant la réforme agraire, le système de la propriété foncière féodale tenait une place dominante. Les propriétaires fonciers possédaient la plupart des terres. Bien que la centralisation des terres occupées variait d'après les régions, on peut dire dans l'ensemble que les propriétaires fonciers et les paysans riches qui ne constituaient qu'un dixième de la population rurale, possédaient 70 % à 80 % des terres, alors que plus de 90 % de la population rurale, les paysans pauvres, moyens pauvres et moyens, ne possédaient que 20 % à 30 % des terres.

La principale forme d'exploitation des paysans par les propriétaires fonciers était de leur louer la terre après l'avoir divisé en petites parcelles, pour leur en imposer ensuite un loyer exorbitant. Dans l'ancienne Chine, les loyers imposés représentaient en général 50 % du produit de la récolte, les plus élevés atteignant 60 % ou 70 % et jusqu'à 80 % pour certains. De plus, les paysans devaient subir toutes les autres formes d'exploitation du féodalisme. Le gouvernement réactionnaire imposait également d'autres impôts excessifs, de telle sorte que les paysans, malgré un travail incessant toute l'année, n'arrivaient pas à manger à leur faim. Les calamités naturelles entraînaient inévitablement une séparation entre la mère et les enfants, l'éclatement de la famille ou la mort. On disait autrefois : « Sous la gorge du paysan, il y a 2 couteaux : le loyer élevé et l'intérêt exorbitant ; aux yeux du paysan, il n'y a que 3 solutions : s'enfuir, se pendre ou se faire prisonnier. » Ces phrases reflètent profondément les con-

ditions lamentables dans lesquelles ont vécu les paysans de l'ancienne Chine. Les rapports de production féodaux ont sapé les forces productives, retardant ainsi pour une longue période le développement de la production agricole. Avant la guerre de la résistance antijaponaise, la production annuelle de céréales du pays n'atteignait que 553 millions de tonnes. Après le pillage de l'impérialisme japonais et des réactionnaires du Kuomintang, la production est tombée à 425 millions de tonnes. Si l'on compare le plus haut volume de production des années avant la libération avec celui de 1949, on s'aperçoit que les céréales ont diminué de 22,1 %, le coton de 47,6 %. L'agriculture était si arriérée qu'on ne parlait même pas d'industrialisation.

Pendant plusieurs milliers d'années, les paysans chinois ont mené une lutte de longue haleine, reprise par toutes les générations, contre la classe féodale dominante pour mettre fin au système féodal de la propriété terrienne. Mais il manquait la direction d'une classe montante, et le problème de la terre restait sans solution. Au début de l'ère moderne, la bourgeoisie nationale eut besoin de nouveaux marchés. Bien qu'elle approuvât la nécessité d'une réforme agraire, ses partis politiques ne purent jamais adopter un programme agraire ni prendre l'initiative d'entreprendre une réforme du système agraire, car leurs forces étaient faibles et une grande partie de la bourgeoisie était liée au système agraire existant.

Quant à la bourgeoisie bureaucratique (c'est-à-dire la grande bourgeoisie), elle s'est toujours obstinément opposée à toute réforme agraire.

En Chine, seul le prolétariat et son parti politique, le Prai communiste ont appliqué à fond le programme de la réforme agraire en luttant consciemment dans l'intérêt des paysans.

De 1927 à 1936, le Parti communiste chinois a dirigé les paysans et appliqué pendant 10 ans la révolution

agraire dans les bases d'appui révolutionnaires. A cette époque, le président Mao a fixé la ligne revolutionnaire devant mettre fin au système féodal de la propriété terrienne en s'appuyant sur l'unité des paysans pauvres, des salariés agricoles et des paysans moyens pauvres. Cette ligne servit d'orientation tout au long de la révolution agraire dans les campagnes chinoises.

Pendant la guerre antijaponaise, en vue d'établir un front uni avec le Kuomintang et tous ceux qui désiraient lutter contre l'impérialisme japonais, le Parti communiste chinois décida de changer sa politique agraire ; sa politique de « distribution des terres » fut modifiée en politique de « réduction des fermages et de l'intérêt ».

Après la défaite du Japon, les paysans réclamèrent les terres et le Parti communiste chinois prit alors dessositions pour changer sa politique agraire. La politique de réduction des fermages et de l'intérêt devint une politique de distribution des terres des propriétaires fonciers aux paysans.

En septembre 1947, le Comité central du Parti tint une conférence nationale sur le problème de la terre où fut établi un projet de loi sur la réforme agraire qui fut ensuite généralisé partout. Au moment où la Chine tout entière se libérait, la réforme agraire touchait 10,2 millions de personnes dans les régions rurales. Après la libération totale du pays, le gouvernement populaire central publia la « Loi sur la réforme agraire de la République Populaire de Chine ». Commencé en hiver de cette année, le mouvement pour la réforme agraire s'étendit dans tout le pays à une échelle sans précédent. Grâce à l'impétuosité de ce mouvement révolutionnaire de masse, la réforme agraire était accomplie pour l'essentiel dans tout le pays à la fin de 1952.

La réforme du système agraire en Chine constitue l'essentiel de la révolution de démocratie nouvelle. C'était une immense révolution des rapports de production dans

les campagnes chinoises. Son objectif principal était de mettre fin au système féodal de la propriété terrienne et de le remplacer par le système de la propriété terrienne des paysans, de libérer les forces productives dans les campagnes, de développer la production agricole pour ouvrir la voie à l'industrialisation de la Chine.

La réforme agraire a entraîné une transformation sans précédent, un bouleversement jamais connu depuis plusieurs millénaires dans les campagnes chinoises.

La réforme agraire en Chine n'a pas été une mesure administrative octroyant les terres, mais a plutôt visé à mobiliser les masses sous la direction du Parti, à développer une violente lutte de classe, pour que les paysans arrachent eux-mêmes les terres des mains des propriétaires fonciers. Comme un typhon, ce mouvement de masse révolutionnaire s'est abattu sur la domination féodale des propriétaires fonciers et, en renversant les propriétaires fonciers et les paysans riches, il a permis aux paysans pauvres et moyens pauvres de prendre le pouvoir, de créer une situation excellente dans les campagnes, de consolider le pouvoir de dictature démocratique populaire sous la direction du prolétariat et sur la base de l'union des ouvriers et des paysans.

Au cours de la réforme agraire, le système féodal de la propriété foncière a été supprimé ; les paysans qui ne possédaient que quelques terres ou n'en possédaient pas du tout, et qui représentaient 60 % à 70 % de la population rurale, ont récupéré environ 700 millions de mous de terres labourables, s'acquittant ainsi du loyer excessif (environ 14 millions de tonnes de céréales) imposé chaque année par les propriétaires fonciers (1). En même temps, les paysans se sont partagés une grande quantité de bêtes de trait, d'instruments agricoles et de bâtiments confis-

(1) « Dix grandes années » (« Wei da de shi nian » ; renmin chubanshe ban, p. 29).

qués aux propriétaires fonciers. Ils ont ainsi brisé les chaînes du système féodal, libéré peu à peu les forces productives dans l'agriculture, et ouvert la voie de l'industrialisation socialiste.

La réforme agraire est l'essence même de la révolution démocratique. Cependant la coopération ne peut être réalisée que si le système agraire féodal est complètement anéanti. C'est pourquoi elle doit créer des conditions très favorables pour transformer l'agriculture socialiste. Lénine a dit : « *Plus la destruction et la suppression de la grande propriété foncière se feront avec résolution et esprit de suite, plus on procédera avec résolution et esprit de suite, d'une façon générale, à la réforme agraire démocratique bourgeoise en Russie, et plus la lutte de classe du prolétariat agricole se développera rapidement et énergiquement contre la paysannerie riche (la bourgeoisie rurale)* (2). » Les campagnes chinoises ont connu la même situation après la réforme agraire.

— 2 —

Après la réforme agraire, l'économie collective des paysans s'est développée avec une grande ampleur dans les campagnes chinoises. L'économie individuelle des paysans n'était déjà plus la même que celle qui existait sous la domination féodale. Libérés de l'exploitation et du régime féodal, ces paysans sont devenus des travailleurs individuels possédant des petites parcelles privées. Une enquête menée dans 15 432 foyers paysans de 23 provinces à la fin de la réforme agraire a permis de dresser un tableau approximatif des moyens de production que possédait chaque foyer de chaque couche sociale (3) :

(2) « Résolution sur la question agraire », Lénine, Oeuvres, t. 24, p. 293.
(3) « Recherches économiques » (« Jingji yanjiu » 1965 n° 7, p. 13).

	Terres cultivées (nbre de mous par foyer)	nbre de bêtes de trait par foyer	nbre de charrues par foyer	nbre d'élévateurs d'eau par foyer
salariés agricoles et paysans pauvres	12,46	0,47	0,41	0,07
paysans moyens pauvres	19,01	0,91	0,74	0,13
paysans riches	25,09	1,51	0,87	0,22
propriétaires fonciers	12,16	0,23	0,23	0,04
autres catégories	7,05	0,32	0,38	0,06

D'après le tableau ci-dessus, bien que les terres et les autres moyens de productions essentiels des paysans individuels (salariés agricoles, paysans pauvres et moyens pauvres) soient très modestes et en moindre quantité que ceux des paysans riches, ils sont cependant en plus grand nombre que ceux des propriétaires fonciers. C'est l'un des résultats remarquables de la réforme agraire.

Après la réforme agraire, l'économie collective des paysans a connu pendant un certain temps un développement considérable. La production agricole a entraîné alors un phénomène tout nouveau : « Même sur les vieux arbres poussaient des bourgeons. »

Le tableau ci-contre rend compte de l'accroissement de la production des paysans individuels du village de Xijing (district de Gaocheng, province du Hebei) et du canton de Xinglong (district de Songjiang, province de Jiangsu) (4) :

(4) « Recherches économiques » (« Jingji yanjiu » 1965 n° 7, p. 14).

	couches sociales	nombre de foyers enquêtés	production en augmentation		production maintenue		production en diminution	
			nombre de foyers	% de foyers par couche sociale	nombre de foyers	% de foyers par couche sociale	nombre de foyers	% de foyers par couche sociale
Village de Xijing, District de Gaocheng Province du Hebei	salariés agricoles	7	3	42,86	2	28,57	2	28,57
	paysans pauvres	148	70	47,30	56	37,84	22	14,86
	paysans moyens pauvres	160	82	51,25	65	40,62	13	8,13
Canton de Xinglong District de Songjiang (*) Province de Jiangsu	paysans pauvres	309	184	59,50	109	35,30	16	5,20
	paysans moyens pauvres	119	63	57,10	54	37,80	6	5,10

(*) Le district de Songjiang fait partie aujourd'hui de la municipalité de Shanghai.

Dans le district de Gaocheng, région anciennement libérée, la réforme agraire a commencé assez tôt, tandis que dans le district de Songjiang, région nouvellement libérée, elle n'a commencé qu'à partir de 1950. Le tableau ci-dessus montre bien que la réforme agraire a contribué à une augmantation de la production pour la plupart des foyers paysans. Dans le village de Xijing, où la réforme agraire a commencé plus tôt, les paysans moyens sont les plus nombreux à avoir enregistré une augmentation de leur production, mais les paysans pauvres et moyens pauvres sont largement bénéficiaires eux aussi. Ce qui explique la tendance à la bipolarisation dans les campagnes au cours des années qui ont suivi la réforme agraire. Par contre, cette distinction est beaucoup moins nette dans le canton de Xinlong, où la réforme agraire a commencé plus tard.

La production se développant, la vie des paysans a commencé à s'améliorer, la « bâle de blé pour seul repas six mois de l'année » s'est transformée bientôt en excédent de céréales. En 1950, parmi les 1 179 foyers de 6 villages du district de Wuxiang (province du Shanxi), 38 d'entre eux, soit 3,22 %, ont pu stocker plus de 1 000 litres de céréales ; 116 foyers, soit 9,84 %, plus de 500 litres ; 400 foyers, soit 33 93 %, plus de 100 litres (5). En 1951, parmi les 1 833 foyers de 5 villages des districts de Qingfeng et de Lin (province du Henan), 690 d'entre eux, soit 37,6 %, ont pu stocker des céréales (6).

Le pouvoir d'achat des paysans a lui aussi augmenté. Dans le village de Sidaocheng (district de Qingguan, province du Liaoning), le pouvoir d'achat des paysans a augmenté dans les proportions suivantes (7) :

(5) « Quotidien du Peuple » du 9-10-1950.
(6) « Quotidien du Peuple » du 25-4-1951.
(7) « Deux années d'enquêtes économiques dans les campagnes chinoises » (« Liang nian lai de zhongguo nongcun jingji diaocha huibian » ; zhonghua shuju ban, p. 51).

Couche sociale	1948	1949	1950
Salariés agricoles	100	188,1	259,1
Paysans pauvres	100	196,5	217,2
Paysans moyens Pauvres	100	166,0	184,9
Moyenne de toutes les classes sociales	100	175,2	207,4

Le tableau ci-dessus montre l'augmentation considérable du pouvoir d'achat des salariés agricoles et des paysans pauvres, dont le niveau de vie était le plus bas. Quant au pouvoir d'achat des paysans moyens, il s'est accru de plus de 80 %. L'augmentation moyenne de toutes les classes sociales a doublé.

Pourquoi un tel développement de l'économie individuelle des paysans ? Il y a principalement deux raisons à cela :

1°) au cours de la réforme agraire, les terres ainsi que les autres moyens de production ont été distribués aux paysans ;

2°) devenus possessuers de la terre, les paysans ont manifesté plus d'intérêt pour la production, et leur esprit d'initiative a pu se manifester dans cette économie individuelle. Un vieux salarié agricole originaire du district de Jiguan dans la province du Heilongjiang, qui avait travaillé pendant 32 ans pour les propriétaires fonciers, disait après la réforme agraire : « *Auparavant, c'était pour les propriétaires fonciers qu'on travaillait ; on souffrait du froid et on ne mangeait jamais à notre faim, malgré un travail sans relâche pendant toute l'année. Nous n'avions pas le courage de cultiver la terre, et pendant le hersage, on se débarrassait des bonnes pioches pour utiliser les mauvaises, car cela nous permettait de nous reposer un peu quand les manches se cassaient. Comment les cultures auraient-elles pu pousser dans de bonnes conditions ? Aujourd'hui, par contre, on ramas-*

se le moindre grain tombé. Qui aurait voulu autrefois se dépenser ainsi sans réserve ? (8) »

Les paroles de ce paysan, non seulement témoignent d'une transformation de l'état d'esprit des paysans, mais reflètent également un changement radical des rapports économiques à la campagne. Dans une analyse de l'économie individuelle, Marx disait déjà : « *Il (ce mode de production qu'est l'économie individuelle) ne prospère, il ne déploie toute son énergie, il ne revêt sa forme intégrale et classique que là où le travailleur est le propriétaire libre des conditions de travail qu'il met lui-même en œuvre, le paysan, du sol qu'il cultive, l'artisan, de l'outillage qu'il manie, comme le virtuose, de son instrument* (9). »

L'économie individuelle des paysans a connu cette même situation après la réforme agraire.

Cependant, lorsqu'on examine le développement de l'économie individuelle après la réforme agraire, on ne doit pas s'arrêter à ce seul point.

L'économie individuelle n'est pas indépendante et son développement dépend de son environnement économique et politique.

En premier lieu, il ne faut pas oublier que le pouvoir politique en Chine, c'est la dictature démocratique populaire placée sous la direction du prolétariat et basée sur l'alliance des ouvriers et des paysans ; c'est aussi le pouvoir de dictature du prolétariat.

Après la réforme agraire, la Chine a adopté une série de mesures politiques pour le développement de la production agricole. En voici le résumé :

— Sur l'impôt agricole : après la réforme agraire, la Chine a fixé le principe « selon la production annuelle, fixer et collecter les impôts selon le taux de production, les diminuer ou les annuler selon la loi, augmenter la production

(8) « Quotidien du Peuple » du 18-7-1950.
(9) « Le Capital » de K. Marx, Ed. Sociales, livre I, t. 3, p. 203.

mais ne jamais augmenter les impôts ». Les foyers paysans qui, du fait de leurs compétences, d'un travail laborieux et de l'amélioration des techniques, dépassaient le volume de production annuel, ne se voyaient pas imposés d'un impôt supplémentaire. Les foyers dont le travail n'était pas excellent et qui n'atteignaient pas le volume de production annuelle prévu, ne se voyaient pas accorder de réduction d'impôt. Pour les foyers dont le volume de production augmentait grâce à la construction d'ouvrages hydrauliques et à la mise en valeur de terres incultes, l'Etat n'augmentait pas leurs impôts ou les en dispensait. Ceux dont la production avait baissé à cause des calamités naturelles bénéficiaient d'une réduction ou d'une exonération d'impôt.

D'après les documents des statistiques nationales, la proportion de l'impôt agricole dans le volume de production réel était de 11,97 % en 1952 ; 11,37 % en 1953 ; 11,47 % en 1954 et 10,64 % en 1955 (10).

C'étaient là des conditions favorables pour le développement de l'agriculture.

— Sur les prix : l'Etat a établi un rapport équitable entre les prix des produits agricoles et ceux des produits industriels de façon à ce que la différence soit minimum et que la même quantité de produits agricoles puisse être échangée contre des produits industriels plus nombreux qu'auparavant.

D'après une enquête effectuée dans 5 villages de la province du Henan, de 1952 à 1954, la valeur de 10 kg. de grains contre un certain nombre de moyens de production et de produits de consommation courante s'est accrue de la façon suivante (11) :

---

(10) « L'impôt agricole en République Populaire de Chine » (Li Chengrui : « Zhonghua renmin gongheguo nongye shui shi gao » ; caizheng chubanshe ban, p. 189).

(11) « Enquête-type sur l'économie rurale de 8 provinces » (« Ba sheng nongcun jingji dianxing diaocha » ; caizheng jingji chubanshe ban, p. 29).

		1952	1954
Huile	(kg)	20,94	20,90
Sel	(kg)	64,74	81,02
Sucre	(kg)	21,16	24,04
Charbon	(kg)	634,84	564,64
Etoffe	(mètres)	30,28	33,18
Huile de combustion	(kg)	16,96	22,82
Elévateurs d'eau	(nbre)	0,22	0,24
Charrues	(nbre)	1,34	2,06
Rateaux	(nbre)	1,24	1,80
Engrais chimiques	(kg)	54,98	95,96
Galettes de sésame	(kg)	144,08	142,78

La quantité de produits de consommation échangée contre 10 kg de grains, excepté pour le charbon et l'huile, a beaucoup augmenté en particulier celle du sel et de l'huile de combustion. Quant à la quantité de moyens de production échangée, elle est avantageuse pour tous les articles, surtout pour les engrais chimiques, à l'exception toutefois des galettes de sésame. Cette diminution du prix des produits industriels et agricoles a beaucoup contribué à l'amélioration des conditions de vie des paysans et au développement de la production agricole.

— Sur les emprunts agricoles : après la réforme agraire, l'Etat a consenti d'énormes prêts dans l'agriculture. En 1950, les prêts pour toute l'année s'élevaient à 212,41 millions de yuans, en 1951 à 399,54 millions de yuans ; en 1952 à 966,18 millions de yuans ; en 1953 à 1,051 41 milliards de yuans et en 1954 à 788,28 millions de yuans (12). Ces prêts ont augmenté chaque année, sauf en 1954 où ils ont été inférieurs à ceux de 1953. Une partie de ces prêts était fournie par l'Etat aux paysans en argent liquide. L'autre partie était fournie en matériel divers : nouvelles machines agricoles à traction animale, engrais chimiques, insecticides, élévateurs d'eau et autres moyens de production.

Par ailleurs, il faut se rappeler qu'en Chine, l'économie

(12) « Recherches économiques » (« Jingji yanjiu » 1965 n° 7, p. 19).

socialiste d'Etat tient une place dominante dans l'économie nationale. L'économie socialiste, par la vente, la consommation et le crédit mutuels, a établi des relations économiques avec les paysans individuels. Elle a ainsi, d'une certaine manière, limité l'exploitation capitaliste des paysans, ce qui a permi aux paysans de pouvoir investir la plupart de leurs capitaux et de leur force de travail dans la production.

De telles conditions n'auraient jamais pu exister ni dans l'ancienne Chine, ni même dans n'importe quel pays capitaliste. Certaines personnes ont regretté l'économie de la petite propriété, mais ils n'ont pas compris les conditions politiques et économiques d'un pays de dictature du prolétariat, ni même analysé le fait que les paysans individuels, en s'organisant, s'engageaient progressivement sur la voie de la coopération et de l'entraide. Ils vantaient les avantages de l'économie individuelle et considéraient que le redressement et le développement de la production agricole après la réforme agraire était le seul fait de ces avantages. Cette analyse est fausse et de toute évidence, elle ne correspond pas à la situation réelle.

— 3 —

Après la réforme agraire, l'économie individuelle des paysans a gardé la famille ou le foyer comme unité de production. La production était le résultat des travailleurs et des moyens de production réunis dans cette unité. Les produits appartenaient aux travailleurs eux-mêmes et à leur famille.

L'unité de production de l'économie individuelle des paysans était très restreinte et ses moyens de production limités.

Si l'on considère les moyens de production dont disposait chaque couche sociale à la fin de la réforme agraire, on remarque que chaque foyer de paysans pauvres ou de sala-

riés agricoles ne possédait en moyenne que 12,5 mous de terre cultivée et pas même une bête de trait chacun ; les paysans moyens pauvres possédaient 19 mous de terre cultivée et pas même une bête de trait. Des unités de production aussi restreintes ne pouvaient pas assurer les besoins de production de la vie quotidienne et la force de travail dépensée ne pouvait être que fragmentée, la répartition et l'utilisation des moyens de production restaient dispersées et décentralisées.

La superficie des terres cultivables était très réduite au départ et de plus, divisée en petites parcelles. Pour se suffire à eux-mêmes, prévenir de mauvaises récoltes, et pratiquer l'assolement (alternance des cultures), les paysans devaient pratiquer plusieurs sortes de cultures sur ces petites parcelles.

En 1952, le rapport d'une enquête menée dans deux villages du Heilongjiang, Yong-an et Xian-an disait que « *pour satisfaire leurs besoins (alimentation, bois de chauffage, fourrage, etc.), les paysans cultivaient tout ce dont ils avaient besoin. Le blé et l'orge étaient les cultures les plus répandues. Ils appliquaient le principe "plutôt manquer qu'acheter chez autrui", ce qui explique le gaspillage considérable de la terre* » (13).

D'autres tendances à la dispersion des moyens de production se manifestaient de la même façon.

En 1950, le Comité de parti de la province du Shanxi écrivait dans son « Rapport d'inspection du village de Wuxiang » : « *Avant la guerre, les bêtes de trait étaient toutes ou presque dans les mêmes mains, alors qu'aujourd'hui, elles sont plus dispersées. Les propriétaires fonciers, les paysans riches et les paysans moyens riches du village de Dong Gou monopolisaient avant la guerre les 49 têtes de bétail existantes et aujourd'hui seulement 30* (14). »

---

(13) « Recherches économiques » (« Jingji yanjiu » 1965 n° 7, p. 20).
(14) « Quotidien du Peuple » du 9-10-1950.

La production à petite échelle entraînait un gaspillage énorme de la force de travail et des moyens de production et une basse productivité du travail, elle limitait l'augmentation de la production des foyers individuels.

Si l'on retranche la compensation pour l'usure des moyens de production et l'impôt agricole pour l'Etat, la plus grande partie du produit annuel était dépensé par les travailleurs et les membres de leur famille. L'accumulation était minime ou n'existait même pas. Pour résoudre ce mode de production, on ne peut parvenir à un accroissement régulier de la reproduction, ni même maintenir une reproduction simple, sans accumulation.

Karl Marx disait déjà en critiquant l'économie de la petite propriété : « *La propriété parcellaire exclut de par sa nature même le développement des forces productives sociales du travail, l'établissement de formes sociales de travail, la concentration sociale des capitaux, l'élevage à grande échelle, l'application progressive de la science à la culture.* » « *Les bonnes années sont un malheur pour ce mode de production* (15). »

C'est la même situation que connaissait l'économie individuelle des paysans après la réforme agraire.

Aussi, dans cette situation de prépondérance absolue de l'économie individuelle des paysans, le développement de la production agricole ne pouvait être qu'un phénomène temporaire.

Malgré des conditions politiques et économiques favorables, la production agricole stagnait, à cause du caractère limité de l'économie individuelle des paysans. C'est pourquoi il est impossible d'entreprendre un accroissement durable de la production en s'appuyant sur l'économie de la petite propriété.

Un peu avant 1952, au moment où la réforme agraire arrivait juste à son terme dans la plupart des régions, la pro-

(15) « Le Capital » de K. Marx, Ed. Sociales, livre III, t. 3, p. 186.

duction agricole s'accroissait en fait assez rapidement. En 1954, la production alimentaire avait augmenté, par rapport à 1952, de 42,8 % et le coton de 193,4 %. En 1953 cependant, la production avait ralenti par rapport à 1952. La production des produits alimentaires n'a augmenté en effet que de 1,8 % et le coton de 9,9 %. Mais pour les années 1953 et 1954, la production des produits alimentaires augmentait de 1,6 % et le coton de 9,3 % (16). En fait, la production agricole de ces deux années est demeurée stagnante. Il faut reconnaître que ces deux années ont connu des calamités naturelles, qu'en 1953, 80 à 90 millions de mous de terres étaient endommagés et en 1954, 160 millions de mous. En 1953, la production de coton subit les conséquences de la modification des prix du coton, de l'augmentation de l'imposition des champs de coton et de la suppression du pré-achat. Néanmoins, ce ne sont pas là les raisons fondamentales. La raison fondamentale, c'est une fois de plus le caractère limité de l'économie individuelle des paysans, sa force trop faible qui ne lui permet pas de résister aux calamités naturelles ni de créer les conditions nécessaires au développement d'activités diversifiées.

Pendant quelques années encore après la réforme agraire, par l'influence qu'elle gardait et les conditions favorables qui existaient, l'économie individuelle des paysans put, dans une certaine mesure, promouvoir le développement de la production agricole. Mais en maintenant continuellement ce mode de production, la production agricole ne pouvait que stagner.

L'économie individuelle n'a pas seulement été un frein pour le développement des forces productives à la campagne, mais elle a aussi influencé le développement de la production industrielle par la stagnation de la production agri-

(16) « Communiqué des résultats du développement de l'économie nationale et de l'application du plan pour l'année fiscale 1954 » (« Guanyu 1954 niandu guomin jingji fazhan he guojia jihua zhixing jieguo gongbao » ; tongji chubanshe ban, p. 25).

cole, l'interdépendance de l'industrie et de l'agriculture, et le fait que l'agriculture est la base de l'économie nationale.

Avant 1954, la valeur globale de la production agricole (y compris les activités auxiliaires) occupait plus de 50 % de la valeur globale de la production (agricole et industrielle) ; les branches d'industrie qui utilisaient essentiellement des produits agricoles comme matière première occupaient environ 50 % de celle de l'industrie légère. Dans une telle situation, le ralentissement de la production agricole influençait inévitablement le rythme d'accroissement de la production industrielle.

D'après des documents du Bureau national des statistiques, en prenant le chiffre 100 comme indice de l'année précédente, le rythme d'accroissement de la production industrielle et agricole enre 1953 et 1955 a évolué comme suit (17) :

	1953	1954	1955
Valeur globale de la production industrielle	130,2	116,3	105,6
Valeur globale de la production agricole	103,1	103,3	107,7

La production agricole influait d'une façon générale sur la production industrielle avec un décalage d'un cycle de production (une année).

En 1952, la production agricole était abondante, et en 1953, la production industrielle s'est donc accrue assez rapidement (+ 32,2 %).

En 1953 et en 1954, la production agricole a baissé, entraînant ainsi une baisse de la production industrielle : en

(17) « Dix grandes années » (« Wei da de shi nian » ; remin chubanshe ban, p. 16).

1954, elle augmentait de 16,3 % alors qu'en 1955, elle n'augmentait que de 5,6 %.

Le ralentissement de la production en 1955 a bien sûr d'autres causes, mais la plus importante, c'est que le ralentissement de la production agricole pendant deux années consécutives a provoqué une pénurie de travail dans les branches d'industrie liées aux produits agricoles. Cette année-là, la production industrielle des biens de consommation augmentait de 1 %. Si on le compare avec l'année 1954, le volume de production des filés de coton a diminué de 630 000 balles, celles des cotonnades de 19 millions de coupons, celle des sacs de jute de 6,46 millions de sacs. C'est en raison de la baisse de production de ces quatre produits que le rythme d'accroissement national de l'industrie a baissé de 4 % (18).

Tout ceci met en lumière l'étroitesse et la faiblesse des rapports de production de l'économie individuelle des paysans dispersée et isolée, et montre qu'elle correspond de moins en moins au développement des forces productives.

Dans sa « Résolution sur le développement des coopératives de production agricole », le Comité central du Parti communiste chinois signalait en 1953 : « *L'édification d'une économie nationale en Chine exige non seulement que l'économie industrielle soit élevée, mais aussi que l'économie rurale s'élève dans les mêmes proportions. Cependant, l'économie individuelle des paysans, isolée, dispersée, arriérée et conservatrice, freine le développement des forces productives dans l'agriculture et les contradictions entre elle et l'industrialisation socialiste vont en s'aiguisant. Cette production agricole à petite échelle n'est plus à même de répondre aux besoins que l'amélioration du niveau de vie des masses populaires a entraîné, ni de satisfaire les exigences*

(18) « Le développement de la coopération agricole en Chine » (Mo Rida : « Wo guo nongye hezuohua de fazhan » ; tongji chubanshe ban, p. 34).

d'une expansion de l'économie nationale dans son ensemble. »

L'économie individuelle des paysans était sans issue, il fallait soit une grande agriculture socialiste, soit une grande agriculture capitaliste.

2. — DEUX INITIATIVES, DEUX VOIES

— 1 —

Après la réforme agraire, les paysans chinois ont eu deux types d'initiatives : des initiatives individuelles (économie individuelle) et des initiatives collectives (coopération et entraide) ; en visant au développement de la production individuelle, les initiatives individuelles, reflets des aspirations d'une minorité de paysans riches ou relativement riches s'engageaient inévitablement sur la voie du capitalisme.

Les initiatives collectives reflétaient, elles, les aspirations des larges masses de paysans pauvres et moyens pauvres. Elles visaient au développement de l'économie collective et s'engageaient de fait sur la voie socialiste. Ces deux types d'initiatives reflétaient la lutte entre deux classes, entre deux voies.

Sur quelle initiative la politique du Parti devait-elle s'appuyer à ce moment-là ?

Le président Mao a défini pour notre parti une ligne marxiste-léniniste clairvoyante. Cette ligne attache une grande importance à toutes les initiatives socialistes exprimées par les masses populaires.

Le président Mao a indiqué : « *La situation se présente ainsi en Chine : la population est énorme, et la superficie de terres cultivées insuffisante (la moyenne est de trois mous par habitant pour l'ensemble du pays ; mais dans de nombreuses régions des provinces méridionales, elle tombe à un mou, quand elle n'est pas inférieure) ; les calamités naturelles sont fréquentes (chaque année, de vastes étendues cultivées ont plus ou moins à souffrir des méfaits causés par les inondations, la sécheresse, les vents, la gelée, la grêle ou les insectes nuisibles), et les méthodes d'exploitation sont arriérées. C'est pourquoi,*

bien que la vie de la grande masse des paysans se soit améliorée depuis la réforme agraire, parfois même dans une mesure considérable, nombre d'entre eux rencontrent encore des difficultés ou n'ont pas atteint l'aisance, et ceux qui ont une existence aisée sont relativement peu nombreux. Il s'ensuit que la grande majorité des paysans ont un vif désir de s'engager dans la voie du socialisme, désir que l'industrialisation socialiste de notre pays et ses réalisations ne cessent de renforcer. Pour eux, il n'est d'autre issue que le socialisme. Les 60 et 70 pour cent de la population rurale se trouvent dans ce cas. Donc, pour la plupart des paysans, le seul moyen d'échapper à la pauvreté, d'améliorer leurs conditions de vie et de combattre les calamités naturelles, c'est de se grouper et d'avancer dans la grande voie du socialisme (19). »

Cette brillante analyse scientifique des campagnes après la réforme agraire sera le point de départ fondamental pour déterminer la ligne politique du Parti dans les campagnes chinoises.

Liu Shaoqi, en enfilant les horipeaux des vieux révisionnistes, a tenté par tous les moyens de nier et de briser l'initiative socialiste des masses paysannes. Il ne soutenait que les initiatives individuelles des paysans. Pour lui, tous les paysans ne pensaient qu'à s'enrichir et devaient donc se diriger sur la voie capitaliste. Cette conception opportuniste de droite influençait, à des degrés divers, les camarades du Parti auxquels manquait une préparation idéologique solide pour entreprendre la révolution socialiste. Ces camarades avaient un point de vue retardataire sur les questions paysannes. Ils ne distinguaient pas la lutte entre la voie socialiste et la voie capitaliste dans les campagnes, ne voyaient pas que les larges masses des paysans aspiraient à s'engager dans la voie du socialisme. En

(19) « Sur le problème de la coopération agricole », Textes choisis de Mao Tsé-toung, p. 437.

1955, le président Mao a critiqué ainsi les conceptions opportunistes de droite sur le problème de la coopération agricole : « *Les masses ont un immense pouvoir d'enthousiasme pour le socialisme. Ceux qui, même en période révolutionnaire, ne savent que suivre la vieille routine sont absolument incapables de discerner cet enthousiasme. Ce sont des aveugles ; tout leur paraît sombre. Ils vont même jusqu'à faire passer le vrai pour le faux, le blanc pour le noir. Combien de ces gens-là n'avons nous pas vus ?* (20) »

Reconnaître ou non cet enthousiasme des paysans pour le socialisme, c'était pour le Parti une question de principe qui lui permettait ou non de conduire les paysans sur la voie du socialisme, de consolider l'alliance des ouvriers et des paysans dans de nouvelles conditions historiques. Pendant la période de la révolution socialiste, chaque lutte de ligne apparue au sein du Parti sur la question des campagnes a toujours été en étroit rapport avec ce problème.

S'appuyant sur l'enthousiasme des masses pour le socialisme, le président Mao, après la réforme agraire, définit sans plus attendre, la politique de transformation socialiste de l'économie individuelle des paysans, selon le principe de « battre le fer quand il est encore chaud ».

La ligne révisionniste de Liu Shaoqi, si elle avait été appliquée, aurait signifié un recul de la révolution, une fixation des quotas de production sur la base de la famille et donc, une encouragement à l'économie de la petite propriété et une mise au rencart du socialisme.

Il y aurait eu une inévitable bipolarisation qui aurait permis au capitalisme d'occuper une position dominante dans l'agriculture. Le président Mao nous a enseigné : « *Si le socialisme n'occupe pas une position dominante*

(20) « Notes introductoires pour l'essor du socialisme dans les campagnes chinoises », Textes choisis de Mao Tsé-toung, pp. 457-458.

dans les campagnes, c'est le capitalisme qui l'occupera (21). » C'est une vérité largement vérifiée.

La lutte entre socialisme et capitalisme sur le front agricole est une lutte de classe extrêmement aiguë et profonde. Pour en assurer la victoire, le Parti communiste a conduit les masses paysannes, après la réforme agraire, à réaliser un énorme travail dans différents domaines.

1°) Développer la coopération et l'entraide dans la production agricole en transformant progressivement la propriété individuelle des paysans en propriété collective.

Dans la première phase, le Parti communiste chinois a engagé les paysans à organiser, suivant le principe du libre consentement et de l'avantage réciproque, des équipes d'entraide de production agricole qui ne portaient en elles que des germes de socialisme.

Puis, dans la deuxième phase, il les a conviés à organiser, sur la base de ces équipes d'entraide et également selon le principe du libre consentement et de l'avantage réciproque, des coopératives de production agricole semi-socialistes avec pour trait distinctif l'apport en terres et la gestion unique.

Dans la troisième phase, il les a invités à organiser, sur la base de ces coopératives semi-socialistes, et toujours selon le même principe, des coopératives de production agricoles pleinement socialistes. Le président Mao indique : « *Ces étapes permettront aux paysans de partir de leur propre expérience pour élever graduellement leur niveau de conscience socialiste et transformer peu à peu leur mode de vie, de manière qu'ils aient moins l'impression d'un changement soudain. Elles permettront généralement d'éviter que la production ne baisse pendant une certaine période, disons un an ou deux ; bien plus, elles doivent en assurer l'accroissement d'année en année, ce qui est parfaitement réalisable.* » « *De plus, l'application*

(21) « Quotidien du Peuple » du 23-11-1967.

de toutes ces mesures est un excellent moyen pour former les cadres. Elle permettra de préparer peu à peu, pour les coopératives, un personnel administratif et technique nombreux (22). »

2°) Généraliser l'établissement de coopératives rurales d'approvisionnement et de vente. La création de rapports d'échange de marchandises accessibles aux paysans a créé un lien entre l'économie individuelle des paysans et l'économie socialiste d'Etat. De plus, en réduisant l'exploitation intermédiaire du commerce capitaliste, le socialisme prenait peu à peu une position dominante dans le commerce rural. La petite exploitation engendrant la petite production marchande, les paysans dépendaient auparavant des marchés et du commerce libres pour vendre leurs produits agricoles ou artisanaux et échanger des articles d'usage courant ou des moyens de production.

De même, ils ne pouvaient négocier qu'avec des commerçants privés, tandis que la création de coopératives de vente et d'approvisionnement leur a permis d'inclure ce type d'échange dans une économie socialiste d'Etat. De 1950 à 1953, les membres de ces coopératives rurales d'approvisionnement et de vente sont passés de 26 millions à 150 millions, avec 120 000 points de vente fixes et 140 000 points de vente mobiles et dépôts.

Ces organisations de base ont permis de fournir aux paysans des moyens de production et des articles d'usage courant, et de leur acheter en compensation des produits agricoles subsidiaires et des produits locaux.

C'était une grande force économique qui, combinée avec le commerce d'Etat, a assuré à l'économie socialiste d'Etat une position dirigeante dans les campagnes et a renforcé l'alliance des ouvriers avec les paysans ; en fonction du plan national et de la politique des prix, elle a

(22) « Sur le problème de la coopération agricole », Textes choisis de Mao Tsé-toung, pp. 444-445.

conduit la production des paysans individuels sur les rails du plan national, par des opérations commerciales personnelles et un système de contrat ; elle a atténué l'exploitation intermédiaire des paysans que constitue le commerce capitaliste, elle a coupé les liens entre l'économie individuelle des paysans et l'économie capitaliste urbaine, et a promu la transformation socialiste du commerce privé à la campagne.

3°) Généraliser l'établissement de coopératives rurales de crédit. Avec l'aide des banques nationales, elles ont rassemblé les capitaux dispersés dans les mains des paysans, soutenu la coopération et l'entraide dans la production agricole, résolu les difficultés dans la production et la vie des paysans, restreint et éliminé progressivement l'exploitation des usuriers à la campagne. Auparavant, la petite production marchande ne pouvait pas échapper à l'emprunt. Si quelqu'un avait un excédent d'argent ou de grains, il cherchait à le placer, mais lorsqu'arrivait une calamité naturelle, il devait emprunter de tous côtés. De telles conditions favorisaient le système du prêt à usure dans les campagnes. Les lois ou les décrets ne pouvaient pas arrêter à eux seuls le prêt à usure. Engels disait déjà : « *Si le petit paysan est dans ces conditions qui le forcent à considérer l'usurier comme un moindre mal, celui-ci trouvera toujours des moyens pour l'exploiter, sans tomber sous le coup de la loi contre l'usure. Cette mesure ne pouvait servir qu'à amadouer le petit paysan, mais il n'en profitera jamais, au contraire, elle lui rend le crédit plus difficile, lorsqu'il en a le plus besoin* (23). »

Pour être efficace, il fallait que ces coopératives de crédit se substituent aux prêts à usure. Le capital individuel d'une famille paysanne était forcément limité, tandis que tous les capitaux réunis représentaient une force autrement plus grande.

(23) « La question paysanne en France et en Allemagne » de F. Engels, Oeuvres choisies de Marx et Engels, Ed. Sociales, t. 3, p. 498.

D'après des statistiques de fin 1954, on comptait dans tout le pays plus de 121 000 coopératives de crédit, avec plus de 72 millions de membres, et qui disposaient de plus de 120 millions de yuans de fonds, et de plus de 180 millions de yuans de dépôts. Cette année-là, 310 millions de yuans de crédits ont été accordés en tout. A cette époque, dans les régions où les coopératives de crédit s'étaient le mieux développées, les crédits accordés par les coopératives de crédit ne cédaient en rien aux prêts agricoles accordés par les banques d'Etat, et même les dépassaient. Ces crédits aidaient les paysans à résoudre des difficultés dans la production ou la vie courante, encourageaient le développement du mouvement d'entraide et de coopération agricoles, et isolaient considérablement les usuriers. D'après une enquête menée dans 159 cantons et villages de 7 provinces, dont le Shanxi et le Jilin, en 1953, avant l'établissement de coopératives de crédit, 2 570 foyers contractaient des prêts à usure ; en 1954, après l'établissement des coopératives de crédit, on n'en comptait plus que 80.

4°) Mettre en place un système d'achat et d'approvisionnement unifiés des céréales et autres denrées agricoles. En 1953, tandis que commençait l'édification d'une économie nationale planifiée à grande échelle, la vie des ouvriers et des paysans se transformait peu à peu, le nombre d'emplois augmentait et, sur les marchés des céréales et des autres denrées agricoles, l'offre ne répondait pas à la demande.

Une lutte sévère s'engageait entre l'économie des coopératives et l'économie d'Etat d'une part, et les tendances spontanées à la spéculation sur les céréales, à l'enrichissement, à l'économie de la petite propriété (surtout chez les paysans moyens aisés) favorisées par les marchés libres d'autre part. Ces derniers sabotaient le plan d'Etat d'achat des céréales et des autres denrées agricoles, stockaient à outrance, provoquaient des troubles, aggravaient

le déséquilibre entre l'offre et la demande sur les marchés. Pour mettre un frein aux activités de spéculation de tendance capitaliste, et pour assurer un approvisionnement planifié des villes, des régions de cultures industrielles et de celles qui manquaient de céréales, un système d'achat et d'approvisionnement unifiés des céréales et des denrées agricoles importantes a été établi à partir de l'hiver 1953. L'achat, c'était la vente à l'Etat, selon des prix fixés par lui, d'une partie de l'excédent de production de céréales, de coton, de matières oléagineuses, etc. ; une fois décomptée la part consacrée à l'impôt agricole et à la consommation personnelle. Parallèlement, on ne permettait pas aux commerçants d'acheter directement aux paysans le fruit de leur récolte. L'approvisionnement, c'était la prise en charge par l'Etat du ravitaillement régulier de la population urbaine et rurale en produits de consommation (céréales, huile alimentaire, etc.) à des prix et selon des quantités fixés par lui. C'était également l'approvisionnement des foyers paysans dans les régions de cultures industrielles ou dans celles qui manquaient de céréales. La revente de ces produits était illicite.

La plupart des paysans, surtout les paysans pauvres et moyens pauvres, ont soutenu cette politique pour deux raisons : le prix d'achat unifié des céréales et des principaux produits agricoles correspondait en gros au prix d'achat fixé antérieurement. La production, l'achat et la consommation des céréales étaient fixés une fois pour toutes et si la production augmentait, l'Etat n'augmentait pas la quantité de céréales à acheter.

Le système d'achat et d'approvisionnement unifié des céréales et autres produits agricoles de base est le résultat d'une lutte importante entre le socialisme et le capitalisme sur le front économique dans les campagnes.

Si l'on avait suivi la méthode capitaliste, le marché libre des céréales et des autres produits agricoles aurait été restauré, ce qui aurait abouti inévitablement au déve-

loppement de la spéculation, et à une fluctuation des prix. L'approvisionnement en céréales et en produits agricoles de base des villes et des bourgades, des régions de cultures industrielles et des régions sinistrées n'aurait pas pu être assuré. Cette méthode aurait bloqué l'édification du socialisme et constitué un obstacle à la transformation socialiste de l'industrie et du commerce capitalistes et de l'agriculture. Lénine disait : « *La libre vente du blé dans un pays est la source principale du capitalisme, la cause de la chute de toutes les républiques jusqu'à ce jour* (24). » Au contraire, le système d'achat et d'approvisionnement unifié des céréales et des produits agricoles de base permet d'assurer l'approvisionnement des villes, des régions de cultures industrielles et des régions sinistrées, de stabiliser les prix, de favoriser l'édification du socialisme, et surtout, par la coupure que ce système entraîne entre l'économie individuelle paysanne et l'économie capitaliste urbaine, de stimuler considérablement la transformation socialiste de l'agriculture et de l'artisanat, ainsi que de l'industrie et du commerce capitalistes, et de renforcer l'alliance entre les ouvriers et les paysans.

Tous ces aspects tournent autour de l'entraide et de la coopération dans la production agricole ; ils sont liés entre eux et se complètent mutuellement. Les coopératives de vente et d'approvisionnement les coopératives de crédit, le système d'achat et d'approvisionnement unifiés ne peuvent pas transformer la propriété individuelle des moyens de production des paysans. Quand bien même les travaux seraient plus nombreux, que différentes sortes de production agricole s'uniraient dans la coopération, ce ne serait pas encore suffisant pour entreprendre la transformation socialiste de l'agriculture et les campagnes risqueraient toujours de tomber sous la domination du capitalisme.

(24) « Discours sur l'Etat du ravitaillement », Lénine, Oeuvres, t. 29, p. 532.

Après la réforme agraire, les masses paysannes chinoises, dirigées par la ligne révolutionnaire prolétarienne du président Mao, se sont rapidement engagées sur la voie radieuse de la coopération et de l'entraide agricoles. C'était là le courant principal du développement des campagnes. Mais du fait de l'instabilité de l'économie de la petite propriété, les campagnes chinoises ont subi les contrecoups, parfois très graves, d'un phénomène de bipolarisation.

L'économie individuelle des paysans, c'est l'économie de la petite production marchande. En 1955, dans 13 245 foyers ruraux de 18 provinces, 25,7 % de la récolte de céréales était commercialisée (22,1 % chez les paysans pauvres et moyens pauvres, 25,2 % chez les paysans moyens) (25). Si l'on ajoute à cela les produits subsidiaires (1/3 environ de la valeur globale des produits subsidiaires était commercialisée), le pourcentage de produits commercialisés dans chaque foyer était un peu plus élevé. Aujourd'hui, le travail individuel des paysans est devenu une partie du travail social global. Les marchés socialistes leur permettent de prendre en main leur propre destin.

Mais en même temps, les contradictions entre la petite production et les grands marchés ne permettent pas aux paysans d'éviter le commerce et le crédit. Aussi la bipolarisation peut-elle facilement réapparaître dans les campagnes. Lénine disait à ce sujet : « *La petite production engendre le capitalisme et la bourgeoisie constamment, chaque jour, à chaque heure, d'une manière spontanée et dans de vastes proportions* (26). » Après la réforme agraire, un prétendu phénomène provisoire de « transforma-

(25) « Recherches économiques » (« Jingji yanjiu » 1965 n° 8, p. 2).

(26) « La maladie infantile du communisme... » Lénine, Ed. de Pékin, pp. 4-5.

tion des paysans moyens » est apparu dans les campagnes. En réalité, c'était bel et bien un phénomène de bipolarisation auquel on avait affaire.

Cette tendance à la bipolarisation dans les campagnes reflétait avant tout l'activité continuelle de la spéculation et du prêt à usure. Dans certaines provinces du centre et du Sud, par exemple, 12 % à 18 % des foyers paysans faisaient du commerce (27). Les activités commerciales de certains paysans riches ressemblaient beaucoup au commerce capitaliste par le jeu des spéculations, la constitution de stocks illicites, le recours à la violence, etc. En 1953, dans le canton de Zhuyi (district de Fengjie, province de Sichuan), en plein milieu de la moisson d'automne, plus de 330 foyers de paysans laissaient tomber la production pour s'adonner à des activités commerciales. C'était l'époque de la vente des graines de sésame ; 40 tonnes furent vendues en 20 jours. Certains entreprirent même la transformation des graines en huile de sésame et, lorsque la coopérative vint à manquer d'huile, les prix montèrent en flèche (28).

Après la réforme agraire, les relations d'emprunts se développèrent très rapidement dans les campagnes. En 1953, dans 16 cantons de 4 provinces (Hubei, Hunan, Jiangxi, Guangdong) environ 10 % des foyers prêtaient à usure, soit deux fois plus qu'en 1952. La majorité des foyers (les foyers de paysans moyens et surtout moyens aisés) accordaient des prêts en argent. 17 % des foyers accordaient des prêts en argent et en grains — 1/3 d'entre eux étant des foyers de paysans moyens. Les foyers de paysans pauvres étaient les plus nombreux à contracter des prêts. Dans 10 cantons des provinces du Hubei, Hunan, Jiangxi, 1/3 des foyers de paysans pauvres emprun-

(27) « Recueil d'enquêtes économiques à la campagne » (« Nongcun jingji diaocha xuanji » ; Hubei renmin chubanshe ban, p. 23).
(28) « Quotidien du Peuple » du 6-12-1953.

taient en argent, 64,85 % d'entre eux empruntaient en grains. Dans le Guangxi, la moitié des foyers de paysans pauvres empruntaient en argent, plus de 40 % empruntaient en argent et en grains (29).

Ces relations d'emprunt avaient dans la plupart des cas un caractère d'entraide mutuelle, mais dans d'autres (calamités naturelles ou morte-saison), ils étaient imposés de fait. En 1952, dans 7 villages du district de Xin (province du Shanxi), 20 foyers parmi les 2 486 recensés prêtaient à usure. Pour un emprunt de 268 yuans ou de 199 quintaux de grains, l'intérêt mensuel était en général de 5 %, les plus élevés atteignant 10 %. Les prêteurs étaient tous des paysans moyens (certains d'entre eux n'avaient pas encore réglé d'anciennes dettes d'avant la réforme agraire). Les prêts avaient été consentis à 62 foyers — 79 % de ces prêts ont été contractés par des paysans pauvres, 24,2 % par des paysans moyens. (Remarque (°) : il peut y avoir une erreur et ne s'agir que de 14,2 %.) Les paysans moyens empruntaient surtout à l'occasion d'un mariage ou d'un enterrement, ou encore pendant les calamités naturelles. La plupart des paysans pauvres empruntaient pour améliorer leur niveau de vie ou même seulement pour manger à leur faim (30). En 1952, le Comité de parti de la ville de Handan (Hebei) écrivait dans son rapport sur la bipolarisation à la campagne : « *Ces deux dernières années, les prêts à usure se sont peu à peu développés, revêtant les formes les plus diverses, y compris la vente en gros du bétail, des céréales, ou du coton. Dans 5 villages, dont Cheng'an, Daodong etc., 91 des 922 foyers recensés, soit 10 % vendaient du bétail et du coton. La vente du bétail et du coton se fai-*

(29) « Recueil d'enquêtes économiques à la campagne » (« Nongcun jingji diaocha xuanji » ; Hubei renmin chubanshe ban, p. 22).

(°) Remarque de l'auteur.

(30) « Recherches économiques » (« Jingji yanjiu » 1965 n° 8, p. 5).

saient en général de la façon suivante : on achetait le bétail à crédit avant la moisson d'automne ou d'été, et on payait après la moisson, avec le blé ou le coton récolté, avec un intérêt dépassant généralement 50 % du prix du bétail acheté (31). » Le développement de la spéculation commerciale et des prêts à usure accélérèrent la bipolarisation à la campagne. Le Comité de parti du district de Xin écrit dans son rapport d'enquête en 1952 : « *Même les matériaux les plus minimes recueillis dans les villages nous montrent que les nouveaux paysans riches se sont tous formés par l'union du commerce spéculatif et du prêt à usure. Dans notre système social actuel, la concentration d'une grande quantité de terre est impossible. Les nouveaux paysans riches ne travaillaient pas beaucoup la terre (ce sont les pauvres les plus nombreux à cultiver la terre), ils font surtout du commerce "libre" fabriquent des charrettes à pneus, ouvrent de petits ateliers, etc.* » Une minorité de paysans moyens aisés s'enrichissait grâce aux prêts à usure qu'ils accordaient, et devenaient ainsi des paysans riches ou des « petits riches ». La majorité des paysans exploités par les intérêts usuriers devaient, en cas de difficultés ou de faillite, vendre terre et maison et devenir des travailleurs salariés. C'est ainsi que, de la moisson d'automne de 1952 aux labours du printemps de 1953, dans le village de Rongdang (canton de Longmen, district de Changle, province du Fujian), 13 foyers sur 37 ont vendu leurs terres à cause des prêts à haut intérêt qu'ils n'avaient pu rembourser. 43 % de ces terres ont été vendues à 12 foyers de paysans moyens (32).

En outre, une augmentation régulière des contrats de vente ou de location des terres tendait à se manifester. Après 1954, dans 143 villages du district de Xin, 8 253 foyers, soit 19,5 % du nombre total de foyers, ont vendu en

(31) « Recherches économiques » (« Jingji yanjiu » 1965 n° 8, p. 5).
(32) « Quotidien du Peuple » du 12-10-1954.

tout 39 912 mous de terre et 5 162 maisons. Une bonne partie d'entre eux ont redescendu d'un cran l'échelle sociale. Dans 19 villages du district de Jingle, 880 foyers parmi les 5 758 recensés — soit 11,5 % — ont dû vendre leurs terres. 73,5 % d'entre eux — soit 638 foyers — étaient des paysans moyens, nouveaux et anciens. 167 foyers ont revendu des foyers de paysans pauvres après la vente de leurs terres. De même, les 471 foyers de nouveaux paysans moyens auxquels on avait distribué les terres pendant la réforme agraire retrouvèrent leur ancienne condition de paysans pauvres après les avoir vendues.

Parmi ces foyers redescendant dans l'échelle sociale, 6 à 10 % sont devenus des paysans pauvres dénués de tout. Pour sortir de leur misère, ces paysans pauvres disposaient généralement de trois moyens : 1) travailler comme garçon de ferme ; 2) louer leurs terres et y travailler comme métayer, ou en défricher de nouvelles ; 3) aller travailler à la ville comme ouvrier (33).

Dans certains endroits, le nombre de foyers vendant leurs terres et la quantité de terres vendues augmentaient d'année en année. En 1953, dans les 3 provinces du Hubei, Hunan et Jiangxi, 1,29 % du nombre total de foyers ont vendu leurs terres, soit 5,5 fois plus qu'en 1952 ; 0,22 % de la superficie totale des terres ont été vendues, soit 5 fois plus qu'en 1952 ; 1,61 % des foyers ont acheté des terres, soit 7 fois plus qu'en 1952 ; 0,27 % des terres ont été achetées, soit 7,7 fois plus qu'en 1952. Il y a plusieurs raisons à ces ventes de terre : 56 % des terres ont été vendues à cause de difficultés rencontrées dans la production ou les conditions de vie ; 40 % des terres ont été vendues pour assurer un réajustement de la qualité des terres ; les 4 % restants ont été vendus pour diverses autres raisons. Plus de 50 % des terres vendues apparte-

(33) « Recherches économiques » (« Jingji yanjiu » 1965 n° 8, p. 6).

naient à des paysans pauvres, en raison essentiellement des difficultés rencontrées dans la production et les conditions de vie ; 40 % des terres ont été vendues par des paysans moyens, mais seule une minorité d'entre eux l'ont fait à cause de mauvaises conditions de vie. 60,5 % des acquéreurs de terres étaient des paysans moyens, 37,5 % étaient des paysans pauvres. 65,52 % des terres ont été achetées par des paysans moyens, 32,07 % par des paysans pauvres. Un enquêteur a pu écrire : « *Dans ce commerce de la terre, la moitié environ est vendue par des paysans pauvres pour résoudre leurs difficultés et achetée par des paysans moyens pour accéder au rang de paysan moyen aisé. En d'autres termes, 2,17 % des paysans moyens se sont enrichis en achetant des terres et 1,17 % des paysans pauvres ont perdu une partie de leurs terres pour résoudre leurs difficultés* (34). »

Dans les régions où le commerce des terres s'est développé dans de grandes proportions, le prix de la terre a augmenté. Dans le district de Qingfou (Henan), 1 mou de terre valait en 1949 environ 6 quintaux de blé. En 1950, il en valait déjà le double et dans le district de Linxian, 1 mou de terre irriguée valait 12 tonnes de céréales (35) !

La location des terres a connu elle aussi un nouveau développement. Reprenons l'exemple des 3 provinces du Hubei, Hunan et Jiangxi : en 1953, 12,52 % des paysans mettaient des terres en location et 18,69 % des paysans louaient des terres. Ce rapport loueur-locataire, c'est-à-dire, paysans riches, classes exploiteuses et paysans moyens d'un côté, paysans pauvres de l'autre, était un rapport de deux tiers-un tiers. Les 2/3 des terres étaient mises en location à cause d'une pénurie de moyens de production, d'un manque de main-d'œuvre ou d'une trans-

(34) « Recueil d'enquêtes économiques à la campagne » (« Nongcun jingji diaocha xuanji » ; Hubei renmin chubanshe ban, p. 25).

(35) « Quotidien du Peuple » du 25-4-1951.

formation quelconque de la force de travail. Le tiers restant était mis en location par des paysans moyens qui en possédaient trop. Le taux de location variait en général de 35 à 40 %, mais pouvait monter parfois jusqu'à plus de 60 % (36).

Par la suite, de nouveaux paysans riches sont apparus un peu partout. Le tableau ci-dessous souligne la concentration de paysans riches dans quelques villages des 3 provinces du Nord-Est (37) :

(36) « Recueil d'enquêtes économiques à la campagne » (« Nongcun jingji diaocha xuanji » ; Hubei renmin chubanshe ban, p. 26).

(37) « L'impôt agricole en République Populaire de Chine » (Li Chengrui : « Zhonghua renmin gongheguo nongye shui shi gao » ; caizheng chubanshe ban, p. 128).

Régions enquêtes	Nombre total de foyers ruraux	Nombre de foyers de nouveaux paysans riches	Pourcentage de foyers de nouveaux paysans riches
Province du Liaoning District de Huinan village de Dachang yuan	74	1	1,3 %
District de Yingkou village de Shejia	64	3	4,6 %
District de Zhuanghe village de Yuhuangmiao	611	2	0,48 %
District de Liuhe village de Zhongnan	169	3	1,7 %
District de Xinbing village de Nancun	243	1	0,41 %
Province du Jilin 3 villages du district de Shulan	794	4	0,5 %
District de Panshi village de Tuanjie	221	1	0,45 %
Province du Heilongjiang Quelques villages du district de Huma	78	1	1,2 %
TOTAL	2 054	16	0,78 %

Les chiffres de ces 3 provinces nous montrent donc que 16 foyers sur 2 054 (soit 0,78 %) sont des foyers de nouveaux paysans riches. La plus forte concentration de nou-

veaux paysans riches, 4,6 %, se trouve dans le village de Shejia (district de Yingkou, province du Liaoning) ; la plus faible, 0,41 %, se trouve dans le village de Nancun (district de Liuhe, province du Liaoning).

La bipolarisation après la réforme agraire a provoqué, jusqu'en 1954, un accroissement progressif des nouveaux paysans riches. Le tableau ci-dessous montre les changements intervenus au cours de ces 4 années dans la répartition des différentes couches rurales de 9 cantons (39) des 3 provinces sus-mentionnées (38) :

Couches sociales	réforme agraire	1952	1953	1954
Paysans pauvres	56,73 %	36,46 %	28,08 %	28,22 %
Paysans moyens	30,25 %	50,45 %	58,96 %	58,07 %
Paysans riches	3,18 %	3,46 %	3,63 %	3,7 %

De 1953 à 1954, la proportion des paysans pauvres est passée de 28,08 % à 28,22 %, celle des paysans moyens a baissé de 58,96 % à 58,07 %, et celle des paysans riches a progressé de 3,63 % à 3,7 %.

Non seulement les paysans riches exploitaient des salariés, mais la plupart d'entre eux faisaient aussi du commerce ou prêtaient à usure. En 1953, dans 9 villages des régions de Yuansongjiang, Rilin et Liaodong (40), *« il y a en tout 36 foyers de nouveaux paysans riches, dont 19 qui ont exploité les paysans pendant plus de 3 années consécutives et qui peuvent être considérés comme des modèles du genre.*

(38) Il s'agit des cantons de Caotang et Juantang du district de Changsha ; Qingxi et Changle du district de Hutan ; Jianjiadu et Zhulin du district de Anxiang ; Mumaxi, Mengfu et Xiaojiaqiao du district de Yuanling.

(39) « Recherches économiques » (« Jingji yanjiu » 1965 n° 8, p. 8).

(40) Régions du nord-est de la Chine *(NdT).*

La plupart embauchent de nombreux travailleurs sur leurs terres et prêtait à usure. Les autres font du commerce ou louent des charrettes à pneus. Certaines personnes commencent à négliger l'agriculture et pensent qu'on "arrive plus vite" et qu'on gagne plus d'argent avec la spéculation et l'exploitation. Aussi beaucoup de paysans sont-ils attirés par cette formule. Des camarades du Rilin ont dit que dans chaque village où les nouveaux paysans riches sont implantés, c'est un nouveau drapeau qui est érigé » (41).

C'était une situation extrêmement grave !

Le processus objectif du développement économique a réduit à néant les absurdités de Liu Shaoqi sur la « garantie de la propriété privée » et ses fameuses « quatre grandes libertés ».

Pouvait-on parler en effet de « garantie de la propriété privée » alors que l'économie individuelle des paysans était en train de sombrer dans la tourmente ? Bien sûr que non. De fait, cette « propriété privée » de l'économie de la petite propriété n'a jamais été « garantie » dans le passé. Le capitalisme a toujours vécu du dépouillement des petits paysans sur la base de la différenciation des classes. L'histoire du développement de l'agriculture capitaliste est, pour une part, celle de la petite production individuelle paysanne engloutie dans les larmes et le sang par la grande agriculture capitaliste. Il y a plus d'un siècle, K. Marx rétorquait en ces termes aux attaques de la bourgeoisie contre les communistes : « *La propriété personnelle, fruit du travail et du mérite ! Peut-on parler de cette forme de propriété antérieure à la propriété bourgeoise qu'est la propriété du petit-bourgeois, du petit paysan ? Nous n'avons que faire de l'abolir, le progrès de l'industrie l'a abolie et continue à l'abolir chaque jour* (42). »

---

(41) « Quotidien du Peuple » du 15-2-1954.

(42) « Manifeste du parti communiste », Marx et Engels, Ed. de Pékin, p. 50.

Ce long et douloureux processus d'exploitation des petits paysans n'est pas encore achevé dans la plupart des pays capitalistes. Aux Etats-Unis par exemple, le nombre des fermes a diminué de moitié en 10 ans. De 6,31 millions en 1950, il est passé à 3,701 millions en 1959. En 1972, il n'en restait que 2,7 millions, soit 1 million de moins qu'en 1959. La majorité des fermes qui ont fait faillite étaient de petites exploitations. Le nombre des grandes propriétés a par contre beaucoup prospéré. Il y en avait 3,12 millions en 1939, valant plus de 10 000 dollars ; en 1969, il y en avait déjà 1 million de plus. Aussi, cette fameuse « garantie de la propriété privée » ne garantit-elle en aucune façon la propriété privée des petits paysans, mais assure en revanche la propriété privée des paysans riches et des grands propriétaires.

Il en est de même pour les prétendues « quatre grandes libertés ».

Que signifiait la liberté de prêter et de commercer ? C'était la liberté d'une poignée de paysans riches et moyens aisés d'exploiter les pauvres, la liberté des paysans pauvres et moyens pauvres de subir l'exploitation des paysans riches.

Que signifiait la liberté de vendre et de louer les terres ? C'était la liberté de centraliser les terres dans les mains d'une poignée de paysans riches et moyens aisés, la liberté des paysans pauvres et moyens pauvres de perdre leurs terres.

Que signifiait la liberté d'embaucher des paysans ? C'était la liberté pour une poignée de paysans riches et moyens aisés d'exploiter des ouvriers agricoles, la liberté pour les paysans pauvres et moyens pauvres de n'avoir plus rien à vendre que leur force de travail.

En 1955, dans son rapport « Sur le problème de la coopération agricole », le président Mao indiquait : « *Ce qui subsiste dans les campagnes, c'est la propriété privée, vaste comme un océan, des paysans individuels. Depuis quelques années, comme on peut le constater, la tendance spontanée*

au capitalisme s'affirme chaque jour davantage dans les campagnes ; partout, on voit apparaître de nouveaux paysans riches, alors que beaucoup de paysans moyens aisés s'efforcent de devenir des paysans riches. D'autre part, de nombreux paysans pauvres, ne disposant pas de moyens de production suffisants, sont encore dans le besoin ; certains ont des dettes, d'autres ont vendu ou loué leur terre. Si on laisse se poursuivre cette évolution, le phénomène de différenciation, de glissement vers les 2 pôles, ira inévitablement en s'aggravant. Les paysans qui ont perdu leur terre et ceux qui vivent encore dans la pauvreté nous reprocheront de ne pas les secourir et de ne pas les aider à surmonter leurs difficultés. Les paysans moyens aisés, qui ont tendance à s'engager dans la voie du capitalisme, seront eux aussi mécontents de nous ; nous ne pourrons jamais, en effet, satisfaire leurs exigences puisque nous n'avons nulle intention de suivre cette voie. Dans une telle situation, l'alliance des ouvriers et des paysans pourrait-elle encore être solidement maintenue ? Evidemment pas (43). »

La ligne qui défend « la garantie de la propriété privée » et prône « les 4 grandes libertés » est une ligne révisionniste. Suivre cette ligne, cela revient à briser l'alliance des ouvriers et des paysans, renoncer à la dictature du prolétariat, nous écarter de la voie socialiste dans les campagnes pour s'engager sur la voie capitaliste.

— 3 —

Au cours de la période de transformation socialiste du pays, une question aiguë opposait la ligne marxiste-léniniste à la ligne révisionniste : faut-il faire passer la coopération

(43) « Sur le problème de la coopération agricole », Textes choisis de Mao Tsé-toung, pp. 447-448.

avant la mécanisation, ou faut-il attendre la mécanisation avant de promouvoir la coopération ?

Le président Mao a analysé les contradictions entre forces productives et moyens de production à la campagne après la réforme agraire, montré de façon pénétrante le lien dialectique entre le développement de la grande industrie socialiste et la collectivisation agricole, et résolu de façon appropriée la question des rapports entre la coopération et la mécanisation agricoles.

En 1949 déjà, le président Mao indiquait : « *La socialisation de l'agriculture doit s'accorder dans son processus avec le développement d'une industrie puissante dont le secteur principal est constitué par les entreprises d'Etat.* »

Plus tard, dans son intervention « Sur le problème de la coopération agricole », le président Mao a fait une critique systématique du point de vue opportuniste de droite qui consiste à séparer l'industrialisation socialiste des transformations socialistes dans l'agriculture, et il a développé progressivement les principes fondamentaux suivants :

Le président Mao a analysé d'abord la contradiction entre le niveau de production de grain marchand et de matières premières industrielles et l'accroissement constant des besoins du pays dans ces domaines. Il a indiqué que, si l'on ne résoud pas à temps le problème de la coopération agricole, « *nous ne serons pas en mesure de résoudre la contradiction entre l'accroissement constant des besoins en grain marchand et en matières premières industrielles et la production actuelle pour les principales cultures, qui est généralement très faible. Dans ce cas, notre industrialisation socialiste se heurterait à d'énormes difficultés et nous ne saurions la mener à bien* » (44).

Puis, le président Mao a analysé le secteur capital de l'industrialisation socialiste — le rapport entre la produc-

(44) « Sur le problème de la coopération agricole », Textes choisis de Mao Tsé-toung, pp. 440-441.

tion de l'industrie lourde et la production agricole, soulignant le fait que les produits fournis par l'industrie lourde ne pouvaient être utilisés, surtout à une vaste échelle, que sur la base de la grande exploitation agricole issue de la coopération. « *Dans le domaine de l'agriculture, la coopération doit précéder l'utilisation du gros outillage, étant donné les conditions de notre pays (dans les pays capitalistes, l'agriculture suit une orientation capitaliste)* (45). »

Enfin, le président Mao a mis en lumière le fait que l'industrialisation du pays ainsi que la réforme technique de l'agriculture exigeaient des fonds énormes, et que ceux-ci provenaient pour une grande part de l'accumulation dans le domaine agricole. Il s'agit non seulement de l'impôt agricole direct, mais également du développement de l'industrie légère qui produit de grandes quantités de biens de consommation dont les paysans ont besoin. « *Or, le développement, à une vaste échelle, de l'industrie légère implique le développement non seulement de l'industrie lourde, mais aussi de l'agriculture. Car il ne saurait être réalisé sur la base de la petite économie paysanne ; il ne peut reposer que sur la grande exploitation agricole, c'est-à-dire, dans le cas de notre pays, sur une agriculture socialiste, organisée en coopératives. Seul ce type d'agriculture donnera aux paysans un pouvoir d'achat incomparablement supérieur à celui dont ils disposent actuellement* (46). »

Le président Mao a exposé également deux autres raisons importantes :

1°) pour développer la grande industrie socialiste, il faut en même temps développer la grande agriculture socialiste, pour que l'étape de la coopération agricole corresponde à celle de l'industrialisation socialiste ;

2°) seule la réalisation de la coopération dans notre pays permet la réalisation de la mécanisation agricole.

---

(45) *Idem*, p. 441.
(46) *Idem*, p. 442.

Cette brillante analyse du président Mao indiquait la voie de la coopération et de la modernisation agricole en Chine.

Lin Shaoqi était un fidèle adepte de la « théorie des seules forces productives », il soutenait à fond l'absurdité « la mécanisation d'abord, la coopération ensuite » et s'opposait dans les faits au développement de la révolution socialiste dans les campagnes.

En conclusion, nous pouvons dire que le caractère de l'économie individuelle des paysans rejette la modernisation de l'agriculture.

Quant aux pays capitalistes, ils ne modernisent leur agriculture que pour mieux introduire une orientation capitaliste dans l'agriculture, prémices à l'élimination de la petite production par la grande production. Les quelques petits paysans qui utilisent du gros outillage doivent aussi supporter le poids des crédits et des dettes, un temps de travail beaucoup plus long, une vie excessivement plus dure ; ils sont menacés de faillite à n'importe quel moment, et deviennent alors des prolétaires.

La situation concrète de la Chine nous montre que l'économie individuelle des paysans n'a généralement pas la force de réaliser la mécanisation de l'agriculture.

La mécanisation de l'agriculture a besoin de capitaux. D'après une enquête standard menée en 1954 dans 15 432 foyers paysans de 23 provinces, le pouvoir d'achat et les composantes de ce pouvoir d'achat des salariés agricoles, paysans pauvres et paysans moyens pauvres, se composait comme suit (47) :

Classes	Moyenne par foyer	Achat de biens de consommation		Achats de moyens de production	
		moyenne par foyer	%	moyenne par foyer	%
Salariés agricoles et paysans pauvres	135,5	105,2	77,6	30,3	22,4
Paysans moyens paysans pauvres	208,4	128,6	61,7	79,8	38,3

unité de compte : 1 yuan (2,55 F)

Cet argent comptant qui servait à l'achat de moyens de production s'élevait donc à 30,3 yuans pour les salariés agricoles et les paysans pauvres, à 79,8 yuans pour les paysans moyens pauvres. Cet argent comptant était réparti entre les divers moyens de production de la manière suivante (48) :

Classes	Semences	Fourrage	Engrais	Equipements agricoles	Animaux domestiques
Salariés agricoles et paysans pauvres	2,2	2,7	3,4	3,5	12,8
Paysans moyens paysans pauvres	2,5	7,6	5,1	7,6	24,0

Unité de compte : 1 yuan

L'argent comptant qui servait à acheter des équipements agricoles s'élevait à 3,5 yuans pour les salariés agricoles et les paysans pauvres, et à 7,6 yuans pour les paysans moyens

(47) et (48) « Recherches économiques » (« Jingji yanjiu » 1965 n° 7, p. 22).

pauvres. En supposant que les paysans aient accumulé la totalité de ce maigre capital pour acheter une machine (ce qui n'était pas réalisable dans la pratique), combien d'années leur aurait-il fallu pour pouvoir acheter un tracteur ? Combien d'années et combien de mois auraient-ils dû attendre pour réaliser la mécanisation ?

Même s'ils avaient eu des capitaux et des machines, les foyers individuels n'avaient que des parcelles grandes comme la paume de leurs mains et pour se suffire à eux-mêmes, ils devaient planter 7, 8, 10 sortes de cultures, et cela ne suffisait pas toujours. Et quand cela suffisait, c'était du gaspillage.

Peu après la révolution socialiste d'Octobre en Russie, Lénine indiquait : « *Sous le régime de l'économie individuelle, il faut des ressources matérielles immenses pour fournir en quantité suffisante les semences, le bétail et les instruments à chaque paysan. Mais ce n'est pas tout. Même si notre industrie avait fait des progrès extraordinaires dans la production des machines agricoles, même si nous imaginions tous nos désirs réalisés, même dans ce cas nous comprendrions sans peine que fournir à chaque petit paysan des moyens de production suffisants est une chose impossible et irrationnelle au plus haut degré, car cela équivaudrait à un morcellement extrême* (49). »

En résumé, il est impossible de réaliser la mécanisation de l'agriculture sur la base de l'économie individuelle paysanne. En prônant la mécanisation avant la coopération, Liu Shaoqi voulait tout simplement réaliser la mécanisation agricole en s'appuyant sur un développement de l'agriculture capitaliste. Les résultats auraient alors été identiques à ceux des pays capitalistes. Les grandes propriétés capitalistes auraient pris le dessus, entraînant la ruine des paysans

(49) « Discours à la première conférence de Russie... », Lénine, Oeuvres, t. 30, p. 142.

pauvres et moyens pauvres qui seraient devenus des ouvriers ne possédant rien. Voilà pourquoi préconiser la mécanisation avant la coopération, c'était prôner la transformation capitaliste de l'agriculture.

Aussi la lutte pour réaliser la coopération avant la mécanisation, ou la mécanisation avant la coopération, n'était-elle pas une lutte pour savoir qui passerait en premier, mais bien une lutte aiguë entre deux classes, deux voies, deux lignes sur le front agricole.

Réaliser prioritairement la coopération agricole, sur la base de l'économie collective, puis immédiatement après, la mécanisation de l'agriculture, cela permettait un développement simultané de la grande industrie socialiste et de la grande agriculture socialiste. C'était la voie socialiste, la voie marxiste-léniniste. Au contraire, ne pas réaliser la coopération, s'asseoir et attendre la mécanisation agricole, développer l'économie capitaliste et celle des paysans riches, cela faisait réapparaître une bipolarisation, opposait l'industrie à l'agriculture. C'était la voie du capitalisme, la voie du révisonnisme.

Pourquoi préconiser la collectivisation avant la mécanisation ? Parce que la mécanisation ne peut se réaliser que sur la base de l'économie collective, selon un mode socialiste, sans nier pour autant que la mécanisation agricole est la base technique et matérielle de l'agriculture socialiste. Au contraire, en réalisant la mécanisation agricole, on consolide les forces de l'économie collective des communes populaires, ce qui permet aux paysans de se détacher complètement de leur penchant pour la petite production, élève rapidement leur conscience socialiste, et consolide peu à peu les positions du socialisme à la campagne. Lénine disait : « *Transformer le petit cultivateur, transformer toute sa mentalité et ses habitudes est l'œuvre de générations entières. Seules la base matérielle, la technique, l'utilisation en masse des tracteurs et de machines dans l'agriculture,*

l'électrification sur une grande échelle peuvent résoudre ce problème, assainir en quelque sorte sa mentalité (50). »

La mécanisation de l'agriculture devait aussi renforcer progressivement l'alliance entre les ouvriers et les paysans. A l'époque de la guerre nationale, c'est sur la base de l'alliance entre les ouvriers et les paysans que notre Parti a mené la réforme agraire dans les campagnes et résolu la question agraire. Au début de la révolution socialiste, c'est toujours sur cette base que se réalisa la transformation socialiste de l'agriculture. Lorsque la transformation socialiste du système de propriété des moyens de production a été achevée pour l'essentiel, il a fallu mécaniser l'agriculture pour consolider sur de nouvelles bases l'alliance entre les ouvriers et les paysans. Car dans la période historique du socialisme, il existe encore des différences entre l'industrie et l'agriculture, les villes et les campagnes. L'industrie est une économie de propriété du peuple tout entier, son niveau technique est relativement élevé, la productivité du travail augmente rapidement et le revenu des ouvriers est assez haut. L'agriculture, quant à elle, est une économie de propriété collective, son niveau technique est assez bas, la productivité du travail augmente lentement et le revenu des paysans est encore assez bas. Dans tous les domaines (économique, culturel etc.), les campagnes sont moins avancées que les villes. La mécanisation de l'agriculture permet justement de réduire ces différences entre l'industrie et l'agriculture, les villes et les campagnes, le travail manuel et le travail intellectuel ; elle transforme fondamentalement l'aspect économique et culturel arriéré des campagnes et consolide sur de nouvelles bases l'alliance entre les ouvriers et les paysans.

La mécanisation de l'agriculture assure une production stable et élevée, renforce la productivité des travaux agricoles, développe chaque domaine de l'agriculture : sylviculture, élevage, occupations subsidiaires et pisciculture. Dans le

(50) « X^e Congrès du P.C.(b)R. », Lénine, Oeuvres, t. 32, p. 227.

développement de la production agricole, la Chine ne cherche pas seulement à élever le volume global de production ou le rendement par surface unitaire, mais cherche aussi à élever la production moyenne par habitant rural, diminuer la dépense de travail des produits agricoles unitaires et élever la productivité des travaux agricoles. L'entreprise rurale à contrat collectif est le moyen principal pour la modernisation de l'agriculture. Ces entreprises à contrat collectif nécessitaient un apport supplémentaire de capital et de travail sur des terres communes. De plus, cet apport de capitaux et d'argent était, à long terme, dépendant des transformations technologiques. Selon le niveau de productivité des travaux agricoles en Chine à l'époque, ce n'était pas une augmentation simple ou double, mais décuple qu'il fallait. Sans mécanisation de l'agriculture, comment y arriver ? De même, seule l'élévation de la productivité des travaux agricoles devait permettre aux forces productives de s'élever d'autant, de réaliser la construction de base des champs, de développer les différentes activités agricoles (sylviculture, élevage, occupations subsidiaires, pisciculture) et, dans des conditions qui assurent un développement ininterrompu de la production agricole, de développer l'industrie. Marx a dit : « *Il est évident que la masse des ouvriers travaillant en manufacture etc., complètement séparés et détachés de l'agriculture — ces « bras libres », comme les appelle Steuart — est déterminée par la masse de produits agricoles que les cultivateurs produisent en excédent de leur propre consommation* (51). »

Au fur et à mesure du développement de la grande industrie chinoise, on assiste à un inévitable processus de transformation de la population agricole en population ouvrière. Au cours de ce processus, ce sont les gens qui s'occupent de la production industrielle qui déterminent en définitive la situation du développement agricole.

---

(51) « Théorie sur la plus-value » de K. Marx, Ed. Sociales, t. 1, p. 36.

La mécanisation de l'agriculture peut non seulement fournir à l'édification de l'industrie un apport supplémentaire de céréales marchandes, de matières premières industrielles et de force de travail, mais permet également l'ouverture d'un vaste marché à l'industrie, spécialement à l'industrie lourde. Le président Mao a dit : « *Ce qui, par contre, n'est pas encore compris très clairement, c'est l'importance de l'agriculture comme débouché pour l'industrie lourde. On le saisira toutefois mieux quand, à mesure que se poursuivront sa refonte technique et sa modernisation, l'agriculture exigera de plus en plus de machines, d'engrais, d'ouvrages hydrauliques, d'énergie électrique et de moyens de transport, aussi bien que de combustibles et de matériaux de construction pour la population rurale* (52). »

La Chine est un vaste pays et la mécanisation de l'agriculture a besoin chaque année de centaines de milliers de tracteurs et d'automobiles ; elle a besoin d'insecticides, de matières plastiques, de matériaux de construction, etc. Pour satisfaire tous ces besoins, il faut développer davantage l'industrie sidérurgique, l'industrie charbonnière, l'industrie chimique, l'industrie pétrolière, l'industrie mécanique, l'industrie électrique, l'industrie hydro-électrique. Ce type de marché rural quasi illimité est rare dans le monde d'aujourd'hui, mais il offre à la Chine des conditions très favorables au développement accéléré de son industrie.

En résumé, il faut mécaniser progressivement l'agriculture sur la base de la coopération agricole. Cette puissante économie collective consolide les positions du socialisme à la campagne, réduit les trois grandes différences (différence entre villes et campagnes, ouvriers et paysans, travailleurs manuels et intellectuels. *N.d.T.),* renforce l'alliance entre ouvriers et paysans et passe inévitablement par la grande industrie et la grande agriculture socialiste régies selon le principe « quantité, rapidité, qualité, économie ».

(52) « De la juste solution des contradictions... », Textes choisis de Mao Tsé-toung, p. 517.

3. — LA LIGNE DE CLASSE DU PARTI A LA CAMPAGNE

— 1 —

Après la réforme agraire, les rapports de classe à la campagne ont connu de nouveaux bouleversements. Le plus profond est sans aucun doute le fait que les paysans pauvres ont rattrapé le niveau économique des paysans moyens. Face à cette nouvelle situation, certaines personnes avaient encore des idées confuses, hésitaient à s'appuyer sur les paysans pauvres et estimaient que, les paysans moyens étant les plus nombreux, on devait d'abord s'appuyer sur eux. D'autres disaient que « la réforme agraire s'appuie sur les paysans pauvres, la production sur les paysans moyens ». Liu Shaoqi en a profité pour provoquer des troubles, porter des coups aux paysans pauvres et prôner l'appui des paysans riches.

Fallait-il, ou non, s'appuyer sur les paysans pauvres ? Quelle ligne de classe fallait-il finalement adopter ? C'était là une question de première importance dont dépendait le succès de la révolution socialiste et de son édification dans les campagnes. Au cours de la réforme agriare, le président Mao a indiqué que, pour abattre la classe des propriétaires fonciers, il fallait s'appuyer sur les paysans pauvres et s'unir avec les paysans moyens ; « la masse énorme des paysans pauvres, qui représente 70 % de la population rurale, forme l'épine dorsale des unions paysannes, l'avant-garde de la lutte pour le renversement des forces féodales, les glorieux pionniers de la grande cause de cette révolution restée si longtemps inachevée » (53). Au moment d'assurer la transformation so-

(53) « Enquête dans le Houman à propos du mouvement paysan », Textes choisis de Mao Tsé-toung, p. 33.

cialiste de l'agriculture dans la coopération agricole, le président Mao, tenant compte de la situation économique de chaque classe rurale et de leur attitude par rapport à la révolution après la réforme agraire, a clairement indiqué que dans la révolution socialiste et l'édification du socialisme, il fallait encore s'appuyer fermement sur les paysans pauvres et moyens pauvres, et s'unir avec les paysans moyens.

Parmi les masses paysannes, les paysans pauvres (comprenant les anciens salariés agricoles) et les paysans moyens pauvres sont les prolétaires et les semi-prolétaires des campagnes, ce sont les premières victimes du système d'exploitation et des classes exploiteuses ; ce sont donc les plus conséquents et les plus fervents partisans de la voie socialiste et de l'économie collective.

Au cours de la réforme agraire, les paysans pauvres se sont partagé les terres et les autres moyens de production ; la production et le niveau de vie se sont améliorés d'autant. Cependant, du fait des siècles d'exploitation et d'oppression subies, ces bases étaient fragiles et ne pouvaient éliminer d'un seul coup la misère. Dans chaque couche rurale, les moyens de production restaient rares, les revenus très modestes et le niveau de vie encore très bas. Une enquête de 1954, qui comparait la répartition des moyens de production entre les paysans pauvres et les paysans moyens et riches, révélait que les paysans moyens possédaient :

— 33,4 % des terres arrables,
— 46,4 % des bêtes de trait,
— 48,6 % des charrues,
— 46,2 % des élévateurs d'eau.

Les paysans riches possédaient :

— 36,1 % des terres arables,

— 27,7 % des bêtes de trait,
— 29,5 % des charrues,
— 37,1 % des élévateurs d'eau (54).

Une commission d'enquête du Comité de parti du Hunan a analysé les caractéristiques économiques de 147 familles dans le canton de Caotang, district de Changsha :

1°) La pénurie de moyens de production, même si elle assure la reproduction simple, pose malgré tout de gros problèmes. La comparaison entre la quantité de moyens de production que possèdent les familles de paysans pauvres et celle de paysans moyens fait apparaître que ces derniers ont 61 % des terres, qu'ils possèdent en moyenne 0,51 tête de bœuf de labour par foyer, alors que les paysans pauvres n'en possèdent que 0,13 par foyer ; que les principaux instruments aratoires se répartissent de la façon suivante : 1,99 pour chaque foyer de paysans pauvres, 5,78 pour ceux de paysans moyens.

Une enquête de 1954 menée auprès des paysans pauvres et des paysans moyens, signale que les investissements dans la production (y compris la production subsidiaire) sont plus importants (60 %) chez les paysans moyens que chez les paysans pauvres. A cause du peu de moyens de production en leur possession, les paysans pauvres investissent peu, leur production n'est pas bien assurée et reste assez faible. En 1953, le volume de production de riz des paysans pauvres était plus bas que celui des paysans moyens (66 kg/mou).

2°) L'extrême dénuement des familles et le manque de moyens de production rend impossible l'assurance d'une bonne production agricole, encore moins l'octroi de capitaux nécessaires aux activités subsidiaires. La principale activité subsidiaire des paysans de ce village était l'élevage des porcs. En examinant les revenus des activités subsi-

(54) « Recherches économiques » (« Jingji yanjiu » 1965 n° 9, p. 17).

diaires de l'année 1954, on s'aperçoit que l'élevage du bétail ne représente que 10 % du revenu global des paysans pauvres et que le revenu global des paysans moyens est trois fois plus élevé que celui des paysans pauvres. Comme les revenus étaient faibles, les recettes ordinaires ne suffisaient pas, le déficit s'aggravait, les charges devenaient de plus en plus lourdes. Si l'on excepte l'année 1953 où les charges furent moins lourdes grâce à de bonnes récoltes, les dettes des paysans pauvres ont augmenté en 1954 de 54 % par rapport à l'année précédente et de 31 % par rapport à 1952 (55).

L'exploitation que subissaient dans le passé les paysans pauvres par les propriétaires fonciers et les paysans riches était particulièrement dure et les souffrances dues à l'économie du petit paysan cruellement ressenties.

C'est pourquoi il fallait s'engager le plus rapidement possible dans la voie de la coopération, lutter résolument pour limiter et anéantir l'économie des paysans riches, et se tenir chaque fois aux premiers rangs de la révolution socialiste pour enlever d'assaut ces places fortes de l'ancienne société.

Tout le monde sait que c'est le président Mao en personne qui a érigé ce drapeau rouge sur le front agricole qu'est la brigade de Dazhai (district de Xiyang, province du Shanxi), créée sur la base de « l'équipe des vieux et des jeunes » dirigée par le camarade Chen Yonggui qui réunissait 10 familles de paysans pauvres et moyens pauvres.

La coopérative agricole, forestière et d'élevage « Jianmin » (district de Zunhua, province du Hebei), mieux connue sous le nom de « Coopérative des gueux » s'est formée elle aussi dès le début par l'union de 23 familles de paysans pauvres.

---

(55) « Quotidien du Peuple » du 20-10-1955.

Dans le district d'Anping (province du Hebei), trois familles ont déployé tous leurs efforts pour maintenir une coopérative. Dans son rapport « Sur le problème de la coopération agricole », le président Mao a approuvé avec enthousiasme cette courageuse collectivité : « *Dans une toute petite coopérative du Hebei, qui groupait seulement six familles, trois familles d'anciens paysans moyens refusaient obstinément de continuer ; finalement, on les a laissé se retirer. Les trois autres familles, des familles de paysans pauvres, ont pris la décision de persister coûte que coûte, elles sont restées, et la coopérative a été maintenue. En fait, l'orientation choisie par ces trois familles de paysans pauvres est celle de nos 500 millions de paysans* (56). »

Tous les paysans pauvres n'ont pas la même situation économique, et ils ont donc réagi différemment lorsqu'a commencé le mouvement de coopération agricole. Par exemple, dans le canton de Caotang (district de Changsha), on pouvait définir approximativement 3 types de famille :

1°) Les familles dont la production et le niveau de vie se heurtaient à des difficultés, mais dont la force de travail était néanmoins suffisante ou excédentaire et qui possèdaient quelques moyens de production. Ces familles étaient au nombre de 65, soit 14,1 % du nombre total de familles dans le canton. Parmi elles, 44 % étaient des familles de paysans pauvres. Bien qu'un nombre d'entre elles aient connu de réelles difficultés, elles ont gardé néanmoins un grand enthousiasme dans la production, une pleine confiance et un espoir illimité dans l'avenir... Elles ont apporté un ferme soutien à la politique de vente et d'achat unifiés des céréales et déclaré : « *Aujourd'hui, le commerce des céréales avec l'Etat est régulier et ne souf-*

(56) « Sur le problème de la coopération agricole », Textes choisis de Mao Tsé-toung, p. 431.

fre d'aucune fraude. Nous n'avons plus à souffrir de l'exploitation des marchands privés et des paysans riches. » C'est pour la plupart avec enthousiasme qu'ils ont rejoint les coopératives agricoles de production. Ils ont considéré que l'entrée dans les coopératives leur offrait trois avantages : le premier, c'était l'assurance de voir leurs revenus augmenter, puisque la répartition se faisait selon le travail ; le deuxième, c'était la gestion unique de la terre qui devait permettre de la labourer, même si l'on ne possédait pas de charrue, de la semer même si l'on ne possédait pas d'engrais ; le troisième avantage, c'était que l'achat unifié des céréales par l'Etat n'influait jamais sur la quantité de céréales qui revenait aux paysans.

2°) Les familles nombreuses qui manquaient de force de travail et qui se heurtaient à de grosses difficultés dans la production. Ces familles étaient au nombre de 55, soit 12 % du nombre total de familles dans le canton. 37 % d'entre elles étaient des familles de paysans pauvres. Leur production était toujours bien en retrait de celles des autres familles dont elles ne recevaient souvent que mépris et brimades. Leur entrée dans les coopératives les avantageait à tous points de vue ; mais une partie d'entre eux émettait encore quelques réserves :

— premièrement, ils craignaient de ne pas pouvoir s'assimiler dans la coopérative et disaient que « *les moineaux ne volent pas avec les oies sauvages* », ou que « *la coopérative de production agricole est une grosse locomotive qu'ils ne pourront pas suivre* », que les « *pieds propres* » ne cotoient pas les « *pieds boueux* » ; etc. ;

— deuxièmement, ils craignaient que la coopérative ne les prennent pas assez en considération et pensaient que « *malgré une ascension commune dans les coopératives, tous les insectes ne grimpent pas forcément aux arbres* » ;

— troisièmement, ils craignaient que les bénéfices et les crédits de production ne soient pas bien partagés, et s'imaginaient que, malgré toute leur volonté, à cause des

nombreuses difficultés qu'ils rencontreraient, *« le cœur y serait, mais les forces ne suivraient pas »*.

3°) Les vieux, les faibles, les orphelins et les indigents, dont les difficultés de production étaient énormes et qui devaient compter sur l'aide des amis ou des parents et sur l'assistance de l'Etat. Dans de telles conditions, il n'était pas possible de produire et de vivre correctement. Ces familles étaient au nombre de 27, soit 5,9 % du nombre total de familles dans le canton. 18,37 % d'entre elles étaient des familles de paysans pauvres. Ces gens-là avaient une double raison de rentrer dans les coopératives :

— les parents et les amis qui les aidaient dans le passé étaient pour la plupart entrés dans les coopératives et ne pouvaient plus leur consacrer le même temps qu'auparavant ;

— une fois entrés dans la coopérative, celle-ci prenait en charge leurs terres ; certaines coopératives leur comptabilisaient les petits travaux qu'ils pouvaient fournir, pour augmenter leurs revenus (57).

Bien que ces trois sortes de familles de paysans pauvres aient soutenu la coopération agricole avec un enthousiasme différent, toutes les trois se sont néanmoins engagées sur le chemin de la coopération. Leurs inquiétudes à l'égard de la politique du Parti sur la coopération agricole n'étaient pas encore complètement dissipées, mais elles étaient loin de celles qu'éprouvaient les paysans riches.

Les paysans moyens pauvres sont assez proches des paysans pauvres par leur situation économique. D'après une enquête menée en 1954 dans 20 cantons de la province du Shanxi, les principaux moyens de production se répartissaient entre les différentes classes de la manière suivante (58) :

(57) « Quotidien du Peuple » du 10-20-1955.

(58) « Le développement de la coopération agricole en Chine » (Mo Rida : « Wo guo nongye hezuohua de fazhan » ; tongji chubanshe, p. 108).

Classes sociales	surface cultivable par foyer (mou)	bêtes de trait par foyer (têtes)	outils agricoles par foyer (nombre)
Paysans pauvres	7,05	0,15	0,18
Nouveaux paysans moyens pauvres	5,91	0,46	0,50
Anciens paysans moyens pauvres	6,15	0,49	0,78
Nouveaux paysans moyens	7,41	0,80	0,98
Anciens paysans moyens	7,84	1,02	1,74

D'après ces statistiques, les paysans moyens pauvres possèdaient plus de bêtes de trait et d'outils aratoires que les paysans pauvres, mais ils en possèdaient moins que les paysans moyens, parmi lesquels les anciens paysans moyens restaient avantagés par rapport aux nouveaux.

La conscience politique des paysans moyens pauvres et surtout des nouveaux paysans moyens pauvres était assez élevée. Les nouveaux paysans moyens pauvres étaient encore des paysans pauvres avant la réforme agraire. Après le repartage des terres, leur production s'est développée et leur niveau de vie s'est amélioré : ils sont devenus eux-mêmes des paysans moyens. Le président Mao a dit que « *la plupart d'entre eux ont une conscience politique élevée, et n'ont pas de peine à se rappeler les conditions misérables dans lesquelles ils vivaient autrefois* » (59). Ces gens-là sont en fait des semi-prolétaires ruraux, identiques en cela aux paysans pauvres, moins obstinément attachés au système de la petite propriété privée paysanne et acceptant plus facilement la transformation socialiste. Une enquête menée auprès de 40 familles de paysans moyens du village du Yuan

(59) « Notes introductoires pour l'essor du socialisme dans les campagnes chinoises », Oeuvres choisies de Mao Tsé-toung, tome 5 (à paraître).

maolong (district de Chiteng) par une équipe de travail sur la campagne du Comité de parti de la province du Jehol, montrait que 14 d'entre elles soutenaient résolument la politique du Parti, reconnaissaient entièrement la supériorité du système coopératif et, de plus, donnaient l'exemple en entrant elles-mêmes dans les coopératives pour en devenir l'épine dorsale. 10 de ces 14 familles étaient devenues des familles de nouveaux paysans moyens après la Réforme Agraire (60). Les anciens paysans moyens pauvres soutenaient eux aussi assez facilement la transformation socialiste. Le président Mao a indiqué : « *La condition économique et l'attitude politique des anciens paysans moyens pauvres sont assez voisins de celles des nouveaux paysans moyens pauvres, mais diffèrent de celles des paysans moyens, nouveaux et anciens de la couche supérieure, c'est-à-dire des paysans moyens aisés ou relativement aisés* (61). »

Les paysans pauvres et moyens pauvres constituent l'écrasante majorité des familles. D'après une enquête menée dans 101 coopératives de production agricole de la province du Shanxi en 1952 (soit avant l'apparition des coopératives), les paysans pauvres et moyens pauvres constituaient 65,75 % du nombre total des familles (62). Sur l'ensemble du pays, la proportion de paysans pauvres et moyens pauvres variait de 60 à 70 %.

Les paysans moyens se divisent en 2 catégories : ceux de la couche supérieure ou moyens aisés, et ceux de la couche inférieure ou moyens pauvres. Ces derniers se divisent eux-mêmes en nouveaux et anciens paysans moyens pauvres. Les paysans pauvres et moyens pauvres avaient l'appui du Parti dans la révolution et l'édification socialistes à la campagne. Cette distinction des paysans moyens et l'appui du

---

(60) *Idem.*

(61) « Notes introductoires pour l'essor du socialisme dans les campagnes chinoises », Textes choisis de Mao Tsé-toung, p. 463.

(62) « Enquêtes économiques dans les campagnes du Shanxi » (« Shanxi nongcun jingji diaocha » di yi ji ; Shanxi renmin chubanshe ban, p. 9).

Parti aux paysans pauvres et moyens pauvres sont une immense contribution du président Mao à la théorie marxiste-léniniste de la lutte des classes. Cette distinction faite, le problème du soutien des larges masses paysannes par le Parti et de la direction politique du prolétariat à la campagne est également réglé pour l'essentiel. Dans toute la période historique du socialisme, et jusqu'au communisme, il faut, pour mener à bien la révolution socialiste et l'édification du socialisme à la campagne, et pour développer la production agricole, s'appuyer en tout sur les paysans pauvres et moyens pauvres. En s'appuyant sur eux, on consolide efficacement l'unité avec les paysans moyens, l'alliance entre ouvriers et paysans et la dictature du prolétariat ; on élargit l'économie collective et l'on mène jusqu'au bout la révolution socialiste dans les campagnes.

— 2 —

Les autres paysans moyens sont des paysans issus des couches aisées ou relativement aisées et oscillent entre la voie socialiste et la voie capitaliste. Cette couche de paysans représente environ 20 % à 30 % de la population rurale chinoise.

L'économie des paysans moyens aisés (paysans moyens de la couche supérieure ou moyennement aisés) était assez forte et certains d'entre eux exploitaient les autres dans une faible mesure, utilisaient une main-d'œuvre salariée, prêtaient à intérêt.

Les paysans moyens aisés ressemblent beaucoup aux paysans pauvres et moyens pauvres, car tous sont à la fois des travailleurs et des petits propriétaires. Mais s'ils sont des propriétaires, leur conception de la propriété n'en diffère pas moins. Les paysans pauvres et moyens pauvres peuvent être considérés comme des semi-prolétaires et leur position économique, de même que leur attitude politique les

rapprochent du prolétariat. Tandis que les paysans moyens aisés sont, eux, des petits propriétaires caractérisés et sont en cela beaucoup plus proches de la bourgeoisie (les paysans riches à la campagne). Aussi étaient-ils favorables au système de propriété privée, se plaçaient généralement sur les positions de la bourgeoisie et s'engageaient sur le chemin du capitalisme. Ils prônaient la « liberté de commerce » et bon nombre d'entre eux n'approuvaient pas la politique d'achat et de vente unifiés des céréales et des principaux produits agricoles. Ils prétendaient que « *l'achat et la vente unifiés ne libèrent pas le paysan, mais le limitent à l'extrême* ».

Lorsqu'a commencé le mouvement des coopératives, un bon nombre d'entre eux en craignaient les « désavantages ou le profit que les pauvres allaient tirer des riches » ; ils préconisaient l'attentisme et se moquaient de l'effort des paysans pauvres pour fonder leur coopérative en disant : « *A-t-on jamais vu une plume monter jusqu'au ciel ?* » Ils allaient même jusqu'à liquider les moyens de production, organiser la fuite des capitaux, fonder des « groupes d'entraide » ou des « coopératives de paysans moyens » d'où étaient exclus les paysans pauvres, et certains d'entre eux, de connivence avec les propriétaires fonciers et les paysans riches, tentaient de briser le mouvement. Au sujet de l'attitude des paysans moyens aisés vis-à-vis de la coopération agricole, la commission de production et d'entraide du Comité de parti du Sud du Jiangsu a recueilli en octobre 1955 dans le village de Yitao des éléments d'analyse concrets lui permettant de définir trois grandes raisons à l'opposition manifeste des paysans moyens aisés envers la coopération agricole :

« 1) leurs conditions économiques sont bonnes, ils disposent de toutes les bêtes de traits et outils agricoles dont ils ont besoin et ne rencontrent aucune difficulté dans la production ;

2) ils ne consentent pas encore à abandonner le système d'exploitation ;

3) ils pensent que le volume de production des coopératives ne sera jamais aussi important que celui des paysans individuels et qu'une fois qu'ils seront entrés dans la coopérative, leurs revenus viendront à baisser. »

Voilà, de façon générale, la situation des paysans moyens aisés.

Les paysans moyens aisés sont aussi des travailleurs. Ils devraient donc en définitive prendre le chemin du socialisme. Mais ce n'est qu'après s'être mesurés plusieurs fois avec les coopératives et en avoir vu leur réelle supériorité qu'ils ont rejoint les coopératives et emprunté la voie du socialisme. C'est une lutte entre 2 voies, la voie socialiste et la voie capitaliste. Le président Mao a indiqué : « *En Chine, l'économie des paysans riches est très faibles. (Les terres qu'ils soumettaient à une exploitation de type semi-féodal leur ont été retirées au moment de la réforme agraire ; la plupart d'entre eux n'embauchent plus de main-d'œuvre ; en outre, ils ont mauvaise réputation.) En revanche, les paysans moyens aisés ou relativement aisés constituent une force assez importante ; ils représentent 20 à 30 % de la population rurale. Dans les campagnes chinoises, un des aspects importants de la lutte entre les 2 voies, c'est la compétition pacifique entre, d'une part, les paysans pauvres avec les paysans moyens pauvres, et, d'autre part, les paysans moyens aisés* (63). »

Dans quelles situations les paysans moyens aisés ont-ils été amenés à rejoindre les coopératives ? Il y en eu plusieurs :

1) Leur échec dans leurs compétitions successives avec les coopératives. Prenons par exemple le cas de Dazhai. La coopérative à peine édifiée, les paysans riches isolés lançaient déjà partout leurs calomnies. Un paysan moyen aisé habitait en face de l'ère de battage, et chaque fois qu'on pe-

(63) « Notes introductoires pour l'essor du socialisme dans les campagnes chinoises », Textes choisis de Mao Tsé-toung, p. 459.

sait et distribuait le grain, il se penchait à sa fenêtre et ouvrait bien grand ses yeux et ses oreilles. Chaque fois que le comptable annonçait un poids et la personne à laquelle le grain revenait, il notait furtivement les chiffres. Et à la fin, lorsque la pesée et la distribution eurent été terminées et qu'il eut fait ses comptes, il jeta son crayon à terre et dit d'un air furieux : « *Cette sacrée coopérative marche à merveille, je ferais mieux d'y entrer !* » Il venait en effet de s'apercevoir que le nombre de céréales par mou de la coopérative dépassait de 30 kg la meilleure équipe des paysans moyens aisés, « l'équipe des courageux ». Ce n'était pas une mince différence. Il se rendait compte aussi que deux familles de paysans moyens aisés organisés dans la coopérative avaient récolté chacune une tonne de plus que lui, or, ces deux familles n'étaient pas très différentes de la sienne. En automne de la même année, lorsqu'on ouvrit une coopérative, il fut le premier à s'y inscrire (64).

2) Leur volonté de travailler isolément et leur crainte qu'ils ne puissent plus embaucher de paysans pendant la période des grands travaux, que les cadres ne consultent pas leur base, que les impôts en céréales ne soient très lourds. Ils disaient en effet : « *Si la coopérative est dissoute et que les gens peuvent nous aider dans la lutte contre la sécheresse ou pendant la période des grands travaux, ou si les cadres appliquent correctement la politique de vente et d'achat unifiés et l'impôt en céréales, alors je travaille isolément. Dans le cas contraire, ou si l'une de ces deux suppositions ne marchent pas, alors il sera temps pour moi d'intégrer la coopérative* (65). »

3) Leur crainte que le travail isolé ne soit pas en mesure d'affronter les catastrophes naturelles. Ils disaient : « *Les paysans moyens nous ressemblent, ils sont comme une flotille de petites barques sur le fleuve. Lorsque le fleuve est*

(64) « Tachai, the red banner », Ed. en langues étrangères de Pékin, p. 26.
(65) « Quotidien du Peuple » du 7-4-1957.

calme et qu'il n'y a pas de vagues, elles le traversent tranquillement. Mais lorsque la tempête fait rage, il devient alors difficile de tenir son cap. Si l'on ne monte pas tout de suite dans la grande barque (c'est-à-dire la coopérative), on risque fort de se faire renverser par les vagues (66). »

Les paysans moyens aisés, une fois entrés dans la coopérative, n'étaient pas moins hésitants pour autant. Certains d'entre eux suivaient encore une voie capitaliste. Le président Mao a indiqué : « *L'influence du capitalisme est particulièrement ancrée chez les paysans riches. Si, au cours du mouvement des coopératives, on relâche un temps soit peu le travail politique en direction des paysans moyens, ils seront alors très vite influencés par les tendances capitalistes* (67). »Aussi faut-il mener en direction de cette couche de paysans un patient travail d'union et d'éducation.

— 3 —

L'analyse des classes de la société rurale chinoise après la réforme agraire nous montre que :

— les paysans pauvres et moyens pauvres représentent 60 % à 70 % de la population et sont les plus fermement engagés dans la voie socialiste ;

— les autres paysans moyens représentent 20 % à 30 % de la population et, sous la conduite des paysans pauvres et moyens pauvres, ils rejettent pour la plupart l'influence du capitalisme et s'engagent sur la voie socialiste. L'orientation de nos 500 millions de paysans, c'est le socialisme.

Qui sont ceux qui s'opposent résolument à la voie socialiste ? Ce sont les propriétaires fonciers, les paysans riches

---

(66) « L'essor du socialisme dans les campagnes chinoises » (« Zhongguo nongcun de shihuizhuyi gaochao » ; renmin chubanshe ban, p. 554).

(67) « Notes introductoires pour l'essor du socialisme dans les campagnes chinoises », Oeuvres choisies de Mao Tsé-toung, tome 5 (à paraître).

et toutes les forces hostiles au socialisme. Ils ne représentent qu'une infime minorité de la population.

La coopération agricole doit supprimer l'économie du paysan riche dans les campagnes.

L'économie du paysan riche dans l'ancienne Chine était pour l'essentiel semi-féodale. Avant la libération complète de la Chine, lorsqu'a commencé à être appliquée la réforme agraire, conformément au « projet de Loi sur la réforme agraire », non seulement les propriétaires fonciers n'étaient pas dessaisis de leurs terres, mais ils recevaient en plus les terres superflues des paysans riches. Après la libération, la « loi sur la réforme agraire de la République Populaire de Chine » a modifié en partie cet état de choses, mais les principes politiques adoptés maintenaient l'économie du paysan riche, sauf dans certaines situations particulières où les terres louées par les paysans riches ont été réquisitionnées. Mais dans les faits, la réforme agraire a énormément affaibli la position économique et modifié l'attitude de politique des paysans riches à la campagne. A la fin de 1954, les paysans riches représentaient 2,5 % de la population rurale. Dans les provinces du Guangdong, Jiangxi, Hunan et Hubei, les paysans riches qui avaient un passé d'exploiteur particulièrement long et chargé ne représentaient que 30 % à 60 % des familles de paysans riches après la réforme agraire (68). Bien sûr, de nouveaux paysans riches pouvaient encore apparaître.

Les paysans riches ne sont pas nombreux en Chine, mais leur poids économique est assez fort et ils possèdent plus de terres et de bêtes de trait que la plupart des autres paysans. En 1954, les foyers de paysans pauvres et de paysans moyens pauvres possédaient en moyenne respectivement 11,24 mous et 17,72 mous de terres arables, 0,51 et 1,1 bêtes de

(68) « Recueil d'enquêtes économiques à la campagne » (« Nongcun jingji diaocha xuanji » ; Hubei renmin chubanshe ban, p. 21).

trait, tandis que les paysans riches possédaient 31,1 mous de terres arables et 1,84 bêtes de trait (69).

Les paysans riches, comme toutes les classes exploiteuses, ne disparaissent pas spontanément de la scène de l'histoire. Face à l'essor de la coopération agricole, ils se sont unis aux propriétaires fonciers et à toutes les forces hostiles au socialisme pour s'opposer au mouvement de transformation socialiste des campagnes et pour l'abattre. Certains semaient le doute parmi les paysans sur le mouvement de coopération et répandaient des ragots parmi les masses. D'autres opposaient les membres des communes entre eux, ou sapaient les rapports entre les cadres et les masses. D'autres encore sabotaient les équipements des coopératives, volaient le bétail et allaient parfois jusqu'à assassiner des cadres et des membres actifs, ou incendier le dépôt de la coopérative. Quelques-uns étaient même des ennemis déguisés qui avaient intégré les coopératives et qui les sabotaient de l'intérieur. En 1955, une enquête a permis de découvrir dans les coopératives de la région de Shijiazhuang (province du Hebei) un bon nombre de propriétaires fonciers, paysans riches et autres éléments contre-révolutionnaires inscrits dans les coopératives et dont certains avaient réussi à occuper des postes de secrétaire, de comptable ou de chef d'équipe ! Ils avaient recours à toutes sortes de stratagèmes pour désorganiser les objectifs de la production et de la répartition de ces coopératives ou pour changer la nature de ces coopératives. Certains enfin mettaient sur pied de fausses coopératives (70).

Non, la coopération agricole n'est pas « un voilier poussé par une brise légère ». C'est une lutte de classe à mort dans laquelle le prolétariat doit abattre la bourgeoisie s'il ne veut pas que celle-ci l'abatte et dans laquelle la voie socialis-

(69) « Recherches économiques » (« Jingji yanjiu » 1965 n° 9, p. 23).
(70) D'après le « Quotidien du Peuple » du 28-10-1955.

te doit l'emporter sur la voie capitaliste s'il ne veut pas que cette dernière l'emporte.

Pour assurer dans cette lutte la victoire du prolétariat, le Parti doit, dans les campagnes, s'appuyer en priorité sur les paysans pauvres et moyens pauvres et veiller à ce que ces derniers soient majoritaires dans les organes dirigeants. Le président Mao a indiqué : « *Au cours du mouvement de coopération, nous devons porter notre attention 1° sur les paysans pauvres qui sont encore dans le besoin, 2° sur les nouveaux paysans moyens pauvres et 3° sur les anciens paysans moyens pauvres, car ces trois catégories de gens sont susceptibles d'accepter plus facilement la transformation socialiste. Nous devons les guider, afin qu'ils adhèrent les premiers, groupe par groupe et étape par étape, aux coopératives ; et nous devons choisir ceux d'entre eux qui ont une conscience politique plus élevée et une plus grande capacité d'organisation, afin de les préparer à devenir les cadres dirigeants de coopératives. Il faut tout particulièrement veiller à ce que le choix s'opère parmi les paysans pauvres et parmi les nouveaux paysans moyens pauvres* (71). »

Quant aux autres paysans moyens, il faut les unir bien sûr, mais il ne faut pas les brusquer ou les faire entrer de force dans les coopératives. Lorsqu'ils auront élevé leur niveau de conscience politique, ils adhèreront d'eux-mêmes aux coopératives. Le président Mao a indiqué : « *Quant à la couche supérieure des paysans moyens, anciens ou nouveaux, c'est-à-dire les paysans moyens qui sont d'une condition économique relativement aisée, il ne faut pas, pour le moment, les admettre dans les coopératives, excepté ceux qui, ayant pris conscience de la nécessité de s'engager dans la voie du socialisme, désirent vraiment y adhérer — et encore moins les y entraîner contre leur volonté. En effet, ils ne sont pas encore assez conscients pour prendre la voie so-*

(71) « Notes introductoires pour l'essor du socialisme dans les campagnes chinoises », Textes choisis de Mao Tsé-toung, p. 463.

cialiste ; ils ne se décident à entrer dans les coopératives qu'au moment où la majorité de la population rurale y aura adhéré, ou bien lorsque sur les terres des coopératives le rendement sera égal ou supérieur à celui de leurs propres terres, c'est-à-dire lorsqu'ils se rendront compte qu'il leur est désavantageux, à tout point de vue, de continuer à travailler individuellement et qu'ils ont plus intérêt à faire partie d'une coopérative (72). »

Dans la période de révolution socialiste, le Parti doit veiller à limiter l'exploitation des paysans riches et ce jusqu'à l'élimination complète de l'économie du paysan riche. Avant le grand essor de la coopération, il fallait en priorité développer la production des équipes d'entraides, des coopératives de vente et d'approvisionnement et des coopératives de crédit en appliquant une série de mesures d'ordre politique et économique comme le système de vente et d'achat unifiés des céréales et des principaux produits agricoles, limiter l'exploitation des paysans pauvres par les paysans riches, la spéculation commerciale et les prêts à usure. Lorsque le mouvement de coopération s'est développé largement, les paysans moyens (comprenant une partie des paysans moyens aisés) avaient déjà rejoint le camp socialiste. Aussi les paysans riches se sont-ils trouvés un peu plus isolés, et il est devenu facile de passer d'une politique de limitation de leur exploitation à une politique de suppression pure et simple de l'économie du paysan riche.

Supprimer l'économie du paysan riche en Chine, cela signifiait concrètement les accepter dans les coopératives et les rééduquer par le travail. Le moment de leur intégration dans les coopératives dépendait en fait du développement et de la consolidation de la coopérative, ainsi que de l'évolution du rapport de forces des différentes classes. Le président Mao indiquait en 1956 : « *Au cours des prochaines an-*

(72) « Sur le problème de la coopération agricole », Textes choisis de Mao Tsé-toung, p. 436.

nées, il ne faudra en aucun cas admettre dans les coopératives les propriétaires fonciers et les paysans riches, dans les régions où la coopération n'aura pas été réalisée pour l'essentiel. Toutefois, dans les régions où elle l'a été, les coopératives solidement établies peuvent admettre, à certaines occasions et par étapes, les propriétaires fonciers ou les paysans riches qui ont depuis longtemps renoncé à l'exploitation d'autrui pour se mettre à travailler de leurs mains et qui respectent la loi ; on leur permettra ainsi de prendre part au travail collectif et on continuera à les rééduquer par le travail (73). »

Le refus d'accepter les propriétaires fonciers et les paysans riches dans les coopératives dans les régions où la coopération n'était pas encore solidement établie favorisait le développement harmonieux de ces coopératives et ne donnait aucune prise à leurs activités de subversion et de sabotage. Dans les régions où la coopération était réalisée pour l'essentiel, on a pu, et tenant compte de chaque situation concrète et en suivant la ligne du Parti, les accepter sans problème dans les coopératives où ils ont reçu une rémunération selon le principe « à travail égal, salaire égal » et où après s'être rééduqués par le travail, ils ont pu devenir des travailleurs honnêtes vivant de leur labeur.

(73) *Idem*, p. 437.

CHAPITRE II

LA TRANSFORMATION SOCIALISTE DE L'AGRICULTURE PAR ETAPES

1. — LES ETAPES HISTORIQUES DE LA COOPERATION AGRICOLE EN CHINE

— 1 —

L'année 1949, année de la fondation de la République Populaire de Chine marque la fin, pour l'essentiel, de l'étape de révolution démocratique et le début de l'étape de révolution socialiste. Le président Mao et le Comité central du Parti ont aussitôt défini la voie et les tâches primordiales du Parti pour la réalisation de l'industrialisation socialiste du pays et la transformation socialiste de l'agriculture, de l'artisanat, ainsi que de l'industrie et du commerce capitalistes. L'essentiel de cette voie et de ces tâches consistait à transformer les différentes composantes de l'économie en une composante socialiste unique et d'édifier en Chine un système économique socialiste.

Le mouvement des coopératives agricoles a commencé très tôt dans les campagnes chinoises. Durant la deuxième guerre civile révolutionnaire, dans les bases d'appui révolutionnaires, ont été organisés des groupes de production collective, comme les équipes d'entraide, les équipes de labour ou d'élevage, pour pallier aux graves insuffisances dans ces domaines. En 1931, la première coopérative de travail était créée dans le village de Caixi (district de Shangkang, province du Fujian). Plus tard, dans la Région frontière rouge, de semblables organisations ont été créées. Enfin, en 1934, on en trouvait un grand nombre dans les districts de Ruijin, Xingguo, Changding, et Xijiang de la province de Jiangxi. Ainsi, dans le district de Xingguo, on pouvait compter, au mois d'avril 1934, 1 206 coopératives réunissant 22 118 membres (1). A

(1) « Chine rouge » (« Hong si zhonghua » 30-4-1934).

l'époque de la guerre de résistance antijaponaise, à partir du moment où s'est étendu le mouvement de coopération basé sur le principe « impôts réduits et bas intérêts » dans les bases d'appui révolutionnaires ou dans les zones de guérilla, on a vu apparaître un grand nombre d'équipes d'échange de travail, d'équipes d'entraide, et peu après, de coopératives de production agricole. D'après des statistiques partielles, dans la région de Shangan, la main-d'œuvre organisée représentait 24 % de la main-d'œuvre totale de la région. Dans le district de Yenan, la force de travail organisée représentait 70 %. En 1944, dans les bases d'appui de Jisui, Yixi, Taiyue, Dongshan, Yanfu, etc., et dans les zones de guérilla, le nombre de personnes organisées représentait 20 % de la main-d'œuvre totale (2). Durant la troisième guerre civile révolutionnaire, le mouvement des coopératives, grâce à la victoire de la réforme agraire, s'est étendu sur une plus large échelle et à un rythme plus rapide. Ainsi, les régions frontières de Jin, Cha et Yi ont enregistré en 1946 une augmentation de 30 à 50 % de la force de travail organisée. Cette augmentation était encore plus sensible dans les régions anciennement libérées : en 1948, dans la région autonome du Shanxi, 70 % des foyers étaient organisés (3). Durant les 22 années de guerre révolutionnaire, le Parti communiste chinois a accumulé une riche expérience dans le mouvement des coopératives d'entraide. C'est pourquoi, à l'époque de la révolution socialiste, le Parti communiste chinois a non seulement tracé la voie radieuse de la révolution prolétarienne mais aussi les objectifs et la ligne politique permettant de diriger le mouvement des coopératives d'entraide.

Après la fondation de la République Populaire de Chine, sous la direction de la ligne révolutionnaire prolé-

(2) « Le développement de la coopération agricole en Chine » (Mo Rida : « Wo guo nongye hezuohua de fazhan » ; tongji chubanshe ban, p. 41).

(3) « Agriculture chinoise » (« Zhongguo nong bao », t. 3, § 9, p. 10).

tarienne du président Mao, les coopératives agricoles ont amorcé un développement vertigineux. Le tableau ci-dessous (4) montre le développement de la collectivisation agricole de 1950 à 1956 (4) :

Année	% national des foyers participant au mouvement de coopération	% des foyers organisés dans les coopératives agricoles			% des foyers organisés dans les groupes d'entraide de production
		total	de type supérieur	de type inférieur	
1950	10,7 %				10,7 %
1951	19,2 %				19,2 %
1952	40,0 %	0,1 %		0,1 %	39,9 %
1953	39,5 %	0,2 %		0,2 %	39,3 %
1954	60,3 %	2,0 %		2,0 %	58,3 %
1955	64,9 %	14,2 %		14,2 %	50,7 %
1956	96,3 %	96,3 %	87,8 %	8,5 %	—

Ces chiffres montrent qu'à partir de 1951, le mouvement des coopératives s'est accéléré. Le projet de « Résolution sur l'entraide et la coopération dans la production agricole », adopté par le Comité central le 15 décembre 1951 et communiqué aux organisations locales du Parti, indique qu'après l'achèvement de la réforme agraire dans les campagnes, il est nécessaire de guider activement les paysans sur la voie de l'entraide et de la coopération, selon le principe du libre consentement et de l'avantage réciproque. A l'époque, 19,5 % des foyers paysans étaient organisés dans des groupes d'entraide qui ont créé par la suite plus de 300 coopératives de production agricole.

(4) « Dix grandes années » (« Wei da de shi nian » ; renmin chubanshe ban, p. 30).

En 1952, le mouvement des coopératives s'est rapidement développé. 40 % des foyers paysans étaient organisés dans des groupes d'entraide et de coopération.

Au printemps 1953, on comptait plus de 10 000 coopératives qui sont passées par la suite du stade expérimental individuel au stade collectif. Mais en raison des activités de sabotage de la ligne opportuniste de Liu Shaoqi qui qualifiait l'enthousiasme des paysans pour la voie de la coopération agricole de « progression aventureuse », des coopératives de production ont été dissoutes dans certaines régions ou réduites à des équipes d'entraide. Résultat : les 40 % des foyers paysans adhérant aux coopératives ont diminué de 0,5 %. Cette erreur de droite a reçu du président Mao et du Comité central du Parti de sévères critiques. Le président Mao a réfuté les inepties de Liu Shaoqi sur la « procédure de consolidation de la Démocratie nouvelle » : « *Certaines personnes en sont encore restées à l'étape de la révolution démocratique bien après son achèvement. Elles n'ont pas compris le changement de nature de la révolution et continuent dans la voie de la Démocratie nouvelle au lieu de suivre celle de la transformation socialiste. C'est commettre une erreur déviationniste de droite. Or, la seule et unique voie pour notre agriculture, c'est la voie socialiste* (5). »

En octobre de la même année, le Comité central du Parti communiste chinois a convoqué la troisième Conférence sur le travail d'entraide et de coopération. Le 6 décembre, le Comité central a adopté une résolution résumant l'expérience acquise au cours du mouvement d'entraide et de coopération agricole. Elle définissait concrètement la ligne à suivre dans la transformation socialiste de l'agriculture : à travers les groupes d'entraide, réaliser des coopératives de production avec des terres mises en commun, une gestion unifiée et un plus grand nombre de biens collectifs ; puis passer aux coopératives de type supérieur. La résolution stipulait que

(5) « Quotidien du Peuple » du 23-11-1967.

de l'hiver 1953 à la moisson d'automne 1954, le nombre de coopératives devait être multiplié par deux et atteindre le chiffre de 35 800. Selon la ligne générale du Parti en période de transition, les larges masses paysannes ont été vivement encouragées à s'engager dans la voie socialiste, et le développement du mouvement de coopération et d'entraide agricole a été fermement impulsé. Ce qui eut pour conséquence un brusque développement des coopératives dont le nombre a été porté à 100 000.

En octobre 1954, le Comité central a décidé de quintupler le nombre des coopératives et de les faire passer de 100 000 à 600 000. Au premier semestre 1955, on atteignait déjà le nombre de 650 000. Dans certains endroits, les coopératives ne se développaient plus les unes après les autres, mais par village, canton, ou régions entiers.

L'ampleur de la révolution socialiste dans les campagnes porta des coups mortels à Liu Shaoqi et ses partisans de droite qui avançaient toutes sortes de prétextes pour s'opposer au développement de la coopération. Ils disaient que le rythme de développement des coopératives dépassait le niveau de conscience politique des masses et l'expérience des cadres. A propos de la coopération agricole, ils conseillaient au Parti communiste de « remettre les pieds sur terre » s'il ne voulait pas briser l'alliance des ouvriers et des paysans. Ils se sont ensuite lancés à toute vitesse dans une politique de « réduction énergique » du nombre de coopératives. En deux mois seulement, 200 000 coopératives ont été dissoutes.

A ce moment critique, le 31 juillet 1955, le président Mao a présenté un rapport à une Conférence des secrétaires du Parti pour les provinces et pour les municipalités sur le problème de la coopération agricole. Dans ce rapport il a élaboré de façon méthodique et en détail, la théorie, la ligne, les directives et la politique de coopération agricole, critiqué la ligne opportuniste de droite de Liu Shaoqi, et indiqué clairement qu'à l'heure actuelle,

l'essor de la coopération agricole, de la transformation sociale à la campagne, a déjà commencé en certains endroits, et il va bientôt gagner tout le pays (6). Par ailleurs, il a lancé un appel à tout le Parti à diriger ce mouvement activement, avec enthousiasme et méthode, et de ne le faire reculer en aucune manière. Selon le rapport du président Mao, le pays comptait à la fin du mois de juin 1956, 110 millions de foyers paysans inscrits dans les coopératives, soit 91,1 % du total national des foyers, dont 760 000 adhérents aux coopératives de type supérieur, soit 63 % du total des foyers. Suite au mouvement d'extension des coopératives, puis au passage de ces coopératives du type élémentaire au type supérieur, 96,3 % des foyers paysans adhéraient aux coopératives de type supérieur à la fin de l'année 1956. En prenant comme référence de départ l'année 1951, on peut dire qu'en six ans, le pays avait réalisé pour l'essentiel la révolution socialiste dans le système de propriété privée des moyens de production. Le plan initial de coopération agricole dont la réalisation n'était prévue que pour le troisième plan quinquennal était réalisé pour l'essentiel au cours du premier plan quinquennal.

La réalisation de la coopération agricole a transformé l'économie individuelle des paysans en économie collective socialiste, mettant fin à l'économie des paysans riches. Elle a, de plus, libéré les forces productives et stimulé la transformation socialiste de l'artisanat et du commerce individuel capitalistes. L'ampleur du mouvement socialiste ne s'est pas arrêtée dans les campagnes, mais s'est étendue également aux villes, et c'est pratiquement au même moment, dans les villes et dans les campagnes, que le système économique socialiste a remporté une immense victoire.

---

(6) « Sur le problème de la coopération agricole », Textes choisis de Mao Tsé-toung, p. 423.

2 — LES GERMES DE SOCIALISME DANS LES EQUIPES D'ENTRAIDE

— 1 —

Au cours du mouvement d'entraide et de coopération agricole en Chine, les équipes d'entraide ont été les organisations les plus nombreuses, et parmi les premières à apparaître.

Le président Mao a indiqué : « *Durant les vingt-deux années de guerre révolutionnaire qui ont précédé la fondation de la République Populaire de Chine, notre Parti avait acquis l'expérience de guider les paysans, après la réforme agraire, dans la formation d'organisations d'entraide pour la production agricole, qui renfermaient déjà des germes de socialisme, à savoir les groupes d'entraide dans le travail et les équipes de labour dans le Jiangi, les équipes d'échange de travail dans le Shanxi du Nord, les équipes d'entraide dans diverses régions de la Chine du Nord, de l'Est et du Nord-Est* (7). »

Le président Mao a salué la naissance de cette nouvelle réalité socialiste en disant que « *c'est la seule voie que peuvent suivre les masses populaires pour se libérer, pour passer de la pauvreté à la prospérité* » (8).

Les équipes d'entraide de production agricole, fondées sur l'économie individuelle du paysan, sont la forme élémentaire de la coopérative de production agricole et, dans la mesure où elles conviennent aux paysans ayant déjà l'habitude de l'entraide dans le travail, elles permettent de les organiser.

Dans les campagnes de l'ancienne Chine, l'entraide dans le travail entre les paysans était très courante et il

(7) *Idem*, pp. 425-426.
(8) « Organisez-vous ! », Textes choisis de Mao Tsé-toung, p. 325.

en existait plusieurs formes dont voici les plus importantes :

1° l'emploi réciproque de la force de travail. Deux foyers ou plus s'organisaient ensemble et labouraient à tour de rôle les terres de chacun. Les termes variaient selon les régions. Dans le Shanxi, cela s'appellait « variations du travail », dans le Hebei « sélection du travail », dans le Hunan « partition du travail » et dans le Guangdong « alternance du travail » ;

2° l'emploi réciproque de la force humaine et animale. Les foyers dépourvus de bêtes de trait travaillaient quelques jours pour les foyers possédant des animaux et auxquels manquait la main-d'œuvre. En revanche, ces derniers prêtaient leurs bêtes aux premiers pour un même nombre de jours ;

3° l'entraide dans l'emploi de la force animale. Deux foyers rassemblaient leurs bêtes pour labourer ensemble leurs champs respectifs. Cette forme d'entraide est connue sous des noms différents selon les régions : « attelage commun » dans le Hebei, « labourage en commun » dans le Shanxi, « attelage associé » dans le Shandong ;

4° tous les membres et toutes les bêtes de trait de plusieurs foyers allaient travailler ensemble dans les champs les uns après les autres. Cela s'appelait « labour en commun » ou « culture associée » dans le Shanxi, « attelage groupé » dans le Hebei.

Cependant, l'équipe d'entraide de production agricole diffère déjà des anciennes formes d'entraide dans le travail, et ce pour plusieurs raisons :

Premièrement, les anciennes formes d'entraide dans le travail s'étaient formées spontanément pour améliorer la production, dans une situation où les paysans ne bénéficiaient d'aucun secours. Par contre, la création des équipes d'entraide placées sous la direction du Parti commu-

niste et du pouvoir révolutionnaire, grâce à l'organisation consciente des paysans, représente une étape dans le développement de la production agricole, dans l'amélioration des conditions de vie et la transformation socialiste de l'agriculture.

Deuxièmement, ces anciennes formes d'entraide, reposaient pour la plupart des rapports amicauc ou des liens familiaux, elles étaient de petite envergure et de courte durée ; l'union ou la dispersion des groupes dépendait du bon vouloir de chacun. Les équipes d'entraide ont aujourd'hui balayé les obstacles des rapports familiaux ou amicaux et se sont élargies. Mais cet élargissement implique une direction, des règles et une certaine stabilité. Certaines équipes d'entraide temporaires ou saisonnières se sont développées et sont devenues des équipes d'entraide permanentes ou annuelles.

Troisièmement, les anciennes formes d'entraide, bien qu'elles aient permis dans l'ensemble des avantages réciproques, n'assuraient pas malgré tout une parfaite égalité dans l'échange du travail, compte tenu des conditions de production différentes, particulièrement dans l'échange de la force humaine et animale. Les équipes d'entraide de production agricole assurent une égalité dans les échanges entre les paysans pauvres et moyens pauvres, de façon à ce que les premiers ne soient pas désavantagés et les derniers lésés. Quant aux paysans riches, il leur est rigoureusement interdit de se servir des équipes d'entraide pour entreprendre une quelconque exploitation d'autrui.

Le président Mao avait déjà indiqué : « *Les organisations coopératives du type équipe d'échange de travail avaient déjà existé parmi les paysans. Néanmoins, ce n'était que l'un des moyens auxquels ils avaient recours pour alléger leur misère. Maintenant, dans les régions libérées, les équipes d'échange de travail sont différentes, tant par leur forme que par leur contenu ; elles sont deve-*

nues pour les masses paysannes un moyen de développer la production et de lutter pour une vie meilleure (9). »

Il s'agit là d'une transformation radicale, particulièrement dans le domaine des rapports de production. En effet, les équipes d'entraide de production agricole placées sous la direction du pouvoir d'Etat du prolétariat et de l'économie nationale socialiste, de par le libre consentement et des avantages réciproques du travail collectif, contenaient déjà des germes de socialisme.

L'apparition de ces germes de socialisme à la campagne n'est pas une chose ordinaire. Cela a constitué autant de coups mortels portés à l'économie individuelle et à celle des paysans riches ; cela a été la route qui s'ouvrait vers le socialisme : c'est la supériorité de ce nouveau système qui s'est manifestée ; ce sont les bases mêmes du système de propriété privée plusieurs fois millénaire qui étaient attaquées.

— 2 —

Parmi les équipes d'entraide de production agricole, certaines étaient temporaires ou saisonnières et d'autres, assez nombreuses, étaient annuelles ou permanentes. Dans la première période de développement du mouvement d'entraide dans le travail, les équipes saisonnières étaient les plus nombreuses. En 1952, les équipes d'entraide permanentes et saisonnières étaient en nombre égal. Lorsque le mouvement d'entraide dans le travail a été généralisé, les équipes permanentes ont été plus nombreuses que les équipes saisonnières. En 1955, 27,6 % des foyers avaient adhéré aux équipes permanentes et 23,1 % aux équipes temporaires.

Les équipes d'entraide temporaires étaient composées

(9) « Du gouvernement de coalition », Textes choisis de Mao Tsé-toung, p. 266.

en général de 3, 5, ou 10 foyers et s'occupaient essentiellement de la production agricole. Regroupées pour les périodes des grands travaux, dispersées le reste du temps, elles s'organisaient au printemps et se désagrégeaient en été pour se reformer l'année suivante aux labours de printemps.

L'adhésion aux équipes d'entraide annuelles impliquait par contre une relative stabilité. Un plan de production était d'abord mis en place et l'on pratiquait un système de compensation et de répartition du travail. Certaines équipes regroupaient travaux agricoles et travaux subsidiaires en pratiquant une division technique du travail. D'autres encore se procuraient peu à peu des instruments aratoires et des bêtes de trait en commun, accumulant ainsi une petite quantité de biens communs.

Les équipes d'entraide de production agricole ressemblaient néanmoins aux foyers individuels et n'apportaient pas de grands changements dans les techniques de production ni dans le système de propriété des moyens de production. Cependant, par cette organisation, les paysans sont passés d'un travail individuel à un travail collectif, avec tous les avantages que cela implique :

1°) Le travail collectif a brisé le carcan du travail individuel et créé une force productive collective. En effet, plusieurs personnes travaillant ensemble sont plus efficaces que plusieurs personnes travaillant isolément. Avec le nombre, l'ardeur au travail grandit, « la houe et la charrue ont peur de Wang et Zhang », et l'on peut se contrôler et rivaliser mutuellement. Marx a dit à ce propos : « *A part la nouvelle puissance qui résulte de la fusion de nombreuses forces en une force commune, le seul contact social produit une émulation et une excitation des esprits animaux qui élèvent la capacité individuelle d'exécution* (10). » Quand on est nombreux, il est plus facile

(10) « Le capital » de K. Marx, Ed. Sociales, livre I, t. 2, p. 19.

d'utiliser rationnellement la force humaine et animale, d'économiser le travail et d'appliquer une division du travail appropriée, de développer le rôle de l'enthousiasme dans le travail, et d'élever la productivité du travail.

2°) Autant de têtes, autant d'idées. Dans les équipes d'entraide où l'on applique le travail collectif, il est plus facile de vaincre les idées arriérées des producteurs et, par l'adoption de méthodes avancées, de faire de meilleures cultures. En 1951 par exemple, la région administrative de Nanming (province du Fujian) comptait 60 équipes d'entraide. Leur production céréalière a enregistré cette année-là une moyenne de 321 kg par mou, soit 15 % de plus que la production des paysans individuels, essentiellement grâce à l'organisation des paysans qui a permis une culture soignée et l'amélioration des techniques de labourage.

travaux	équipes d'entraide	paysans individuels	% d'augmentation des équipes par rapport aux paysans individuels
Epandage d'engrais (moyenne par mou)	600 litres	400 litres	50 %
Labourage	2,3 passages	1,8 passages	27 %
Hersage	2,4 passages	2 passages	20 %
Bêchage	2,3 passages	1,8 passages	28 %

Dans ce tableau, on s'aperçoit que les équipes d'entraide dépassent les paysans individuels de 50 % pour l'épandage d'engrais, de 27 % pour le labourage, de 20 % pour le hersage et de 28 % pour le bêchage (11).

3°) Grâce au travail collectif organisé, on peut économiser une partie de la force de travail et la réinvestir dans une production subsidiaire. Les équipes annuelles alliaient pour

(11) « Quotidien du Fujian » du 10-6-1952.

la plupart production agricole et travaux subsidiaires. Dans certaines équipes, quelques personnes s'occupaient toute l'année de travaux subsidiaires, et leurs champs étaient labourés par les autres membres de l'équipe. Dans d'autres équipes, les membres qui s'occupaient des travaux subsidiaires n'étaient pas permanents et se retrouvaient moins nombreux en période de grands travaux agricoles, plus nombreux le reste de l'année, leurs champs étant pris en charge par les autres membres de l'équipe. Ainsi, non seulement on pouvait mener de paire production agricole et production subsidiaire, mais cela permettait aussi de maintenir plus facilement des équipes toute l'année.

Le volume de la production agricole et le revenu par habitant des équipes d'entraide (temporaires ou annuelles) dépassaient en général ceux des paysans individuels. Le tableau ci-dessous est le résultat d'une enquête standard menée dans 13 cantons de 5 provinces (Henan, Hubei, Hunan, Jiangxi et Fujian) sur la production céréalière par mou (6) :

(12), (13) « Recueil d'enquêtes économiques à la campagne » (« Nongcun jingji diaocha xuanji » ; Hubei renmin chubanshe ban).

« Enquête-type sur l'économie rurale de 8 provinces » (« Ba sheng nongcun jingji dianxing diaocha » ; caizheng jingji chubanshe ban).

Régions	Volume de production des foyers individuels	Equipes d'entraide temporaires		Equipes d'entraide annuelles	
		volume de production	% d'augmentation par rapport aux foyers individuels	volume de production	% d'augmentation par rapport aux foyers individuels
9 cantons dans la province du Henan :	440	458	4 %	494	12 %
3 cantons dans les provinces du Hubei, du Hunan, du Jiangxi :	882	—	—	1 244	41 %
Canton du Xiaoluo dans la province du Fujian : (*)	490	642	31 %	716	42 %

(*) chiffres de 1954 — unité de mesure : nombre de kg par mou

Ces chiffres montrent que la production céréalière des équipes d'entraide temporaires dépassait de 4 % à 31 % celle des paysans individuels et que la production des équipes annuelles dépassait de 12 % à 42 % celle des paysans individuels.

Régions	Foyers paysans individuels	Equipes d'entraide temporaires		Equipes d'entraide annuelles	
	revenu moyen par personne	revenu moyen par personne	% d'augmentation par rapport aux foyers individuels	revenu moyen par personne	% d'augmentation par rapport aux foyers individuels
10 cantons du hunan Hubei et Jiangxi	2 368	2 658	12 %	2 910	23 %
4 cantons du Shanxi (région anciennement libérée)	1 534	1 560	1 %	1 978	29 %
3 cantons dans le Shanxi (plateau du Shannan, région montagneuse)	1 828	1 844	0,9 %	2 220	15 %

Unité de mesure : nombre de kg par personne

Le tableau ci-dessus est le résultat d'une enquête menée dans 17 cantons de 4 provinces (Hubei, Hunan, Jiangxi, Shenxi) sur le revenu moyen annuel (en céréales) par personne 413) : cf. page 104.

Ces chiffres montrent que le revenu moyen par personne dans les équipes d'entraide temporaires dépasse de 1 % à 12 % celui des foyers paysans individuels et que le revenu moyen par personne dans les équipes d'entraide annuelles dépasse de 15 % à 29 % celui des foyers paysans individuels.

L'organisation du travail collectif dans les équipes d'entraide de production agricole reposait encore sur la base de l'économie individuelle (elle-même basée sur le système de propriété privée). Reposant essentiellement sur la coopération dans la production, elles ont malgré tout une nette supériorité sur l'économie individuelle des paysans.

— 3 —

Les équipes d'entraide de production agricole, composées pour l'essentiel de paysans pauvres et moyens pauvres unis avec les paysans aisés, maintenaient les principes d'avantages mutuels et d'échanges égaux librement consentis. Les membres de l'équipe ne pouvaient pas louer des personnes pour leur compte, et l'équipe elle-même ne pouvait pas louer les terres cultivées. Les équipes annuelles possédaient quant à elles un petit fond d'accumulation commun. Leur volume de production étant plus élevé que celui des paysans individuels, le revenu de ses membres l'était également. En cas de calamités naturelles ou d'autres difficultés, c'est la collectivité entière qui était mobilisée.. Tout ceci contribuait à limiter le développement spontané du capitalisme et la bipolarisation. En 1950, le Comité de parti du district de Wuxiang (province du Shanxi) signalait dans son rapport d'enquête : « *Des enquêtes standards et une inspec-*

tion assez détaillée des villages nous ont amené à conclure que partout où les paysans étaient organisés et où était lancé un mouvement pour la production, seul un petit nombre d'entre eux, et même parfois aucun, était amené à revendre ses terres en cas de difficultés de production ou du niveau de vie. » Le rapport citait trois catégories de villages : les villages avancés, moyens et arriérés. Les conditions dans lesquelles avaient été vendues les terres étaient très différentes. « *Dans le village avancé de Gaoshanggou, on comptait 216 foyers, et dans celui de Linzhang, 222 foyers. Six foyers de chaque village ont dû vendre leurs terres à cause de difficultés de production et de conditions de vie, soit en tout 24,4 mou de terres, c'est-à-dire une moyenne de 2 mou par foyer. Dans le village moyen de Hanbi, on compte 214 foyers, dont 13 ont dû vendre leurs terres, soit en tout 47,7 mou, c'est-à-dire une moyenne de 3,67 mou par foyer. Dans le village arriéré de Donggou, on compte 269 foyers dont 14 ont dû vendre 45,4 mou de terre, soit une moyenne de 3,24 mou par foyer. Par ailleurs, dans les villages avancés de Baijiaya, Suyu et d'autres, malgré les difficultés de production et de conditions de vie, personne n'a vendu ses terres* (14). »

Bien sûr, dans les équipes d'entraide, il existe toujours une lutte entre deux classes, deux voies, deux lignes. Au fur et à mesure que se développe la limitation de l'influence capitaliste dans les équipes d'entraide, l'opposition de cette influence contre sa limitation grandit. Si, au cours de cette lutte entre limitation et opposition à cette limitation, l'influence du capitalisme venait à prendre le dessus, la nature même des équipes d'entraide en serait changée et l'on aboutirait à une nouvelle bipolarisation.

Le travail collectif des équipes d'entraide s'est formé sur la base de la propriété privée de la terre et des autres moyens de production et avait encore un caractère d'échange de tra-

(14) « Quotidien du Peuple » du 9-10-1950.

vail individuel. Si A aidait B dans son travail, c'est parce que B aidait A dans son travail ; A ne se servait des bêtes de trait et des instruments aratoires de B que parce que B prêtait les siens à A. Mais si A et B ne fournissaient pas le même travail ou n'utilisaient pas de la même façon les bêtes de trait et les instruments aratoires, ils se compensaient mutuellement par un système d'avantages réciproques librement consentis. Cela pouvait prendre la forme d'une compensation en outils, en bêtes de trait ou en argent. Ainsi, les critères de compensation en bêtes de trait et en outils aratoires, ou d'évaluation du prix du travail fourni, quel qu'il soit, incarnaient les intérêts de chaque couche sociale et reflétaient la lutte entre deux voies. D'autre part, dans un petit nombre d'équipes d'entraide où l'influence capitaliste s'était développée ouvertement (entraînant le travail salarié, le rachat des terres et les prêts à usure), la lutte entre 2 voies était encore plus aiguë.

Dans une partie de son rapport d'enquête, le Comité de parti de la région de Handan donne quelques exemples reflétant cette lutte entre deux voies dans les équipes d'entraide :

« *1) le travail salarié, le rachat des terres et les prêts à usure qui s'opposent au principe d'entraide dans la production ; 2) la politique de bas salaires, comme la pratique le district de Daming qui paie 25 kg de grains pour un mou cultivé ; 3) la différenciation entre la force humaine et la force animale, maintenue par exemple dans un village près de Chang'an où l'on échange la force d'une bête de trait contre celle de quatre hommes ; 4) la valorisation des investissements, que certaines équipes ne considèrent que sous l'angle de la rentabilité. Dans de telles équipes, ce sont les paysans riches et moyens riches qui tiennent le pouvoir. Dans une région de la province du Hobei, il y a une « équipe d'entraide » qui s'appelle "l'équipe du huilier suspendu". Les paysans pauvres qui n'ont pas de cheval doivent échanger la force de travail du cheval d'un paysan riche contre*

celle de deux ou trois homme et pour cela, travailler la moitié de l'année sur les terres du paysan riche. Non content de cela, les paysans pauvres doivent d'abord travailler chez le paysan riche et, avec leur propre force de travail (la leur plus celle du cheval emprunté au paysan riche), effectuer tous les travaux de semailles, sarclage, labourage, halage et battage. Après quoi ils peuvent se consacrer à leurs propres travaux. Un vieux paysan s'est plaint en disant : ''Cette hiérarchie des travaux agricoles met les paysans pauvres et moyens pauvres dans l'impossibilité d'accomplir à temps leurs propres travaux, et l'on arrive à la moisson d'automne avec une récolte de médiocre qualité. Pour peu qu'il y ait une sécheresse ou une inondation, toute la récolte se dessèche ou pourrit sur pied'' (15). » Une telle « équipe » n'a rien à voir avec une équipe d'entraide, elle n'est qu'une variante de l'exploitation des paysans pauvres par les paysans riches.

La réalité nous le montre clairement, ce n'est qu'avec les paysans pauvres et moyens pauvres comme force dirigeante, et en suivant le principe d'égalité et d'avantages réciproques, que les équipes d'entraide ont pu limiter le développement spontané du capitalisme. Lorsque la direction des équipes d'entraide était aux mains des paysans riches, ces principes étaient dévoyés et l'équipe d'entraide changeait complètement de nature.

— 4 —

L'équipe d'entraide de production agricole est la première étape dans la transformation socialiste de l'agriculture. Cependant, basée sur l'économie individuelle des paysans, elle ne pouvait résoudre les contradictions entre les rapports de production et les forces productives.

1°) La contradiction qui existe entre la propriété privée

(15) « Quotidien du Peuple » du 5-9-1967.

de la terre et des moyens de production d'une part, et le travail collectif d'autre part, freinait le développement du travail collectif et ne facilitait pas son élargissement. Les terres des paysans étaient petites et morcelées, souvent éloignées de plusieurs lis. Pour satisfaire leurs besoins, éviter une disette et pratiquer l'assolement, les paysans devaient faire plusieurs sortes de cultures. 3 ou 5 foyers regroupés pouvaient encore y parvenir et surpassaient en cela 10 foyers individuels qui devaient travailler en plusieurs endroits différents pendant la même journée, avec tout le gaspillage de force humaine et animale que cela représentait.

2°) La propriété privée de la terre et des moyens de production limitait l'augmentation des bêtes de trait et des outils, ainsi que leur modernisation. En 1952, la province du Heilongjiang a fourni aux équipes d'entraide 698 charrues qui n'ont pu être pleinement utilisées à cause de la pénurie de terres et de bêtes de trait, et de l'impossibilité d'élargir les parcelles. Chaque charrue aurait dû normalement labourer 800 arpents de terre, mais elles ne labourèrent chacune que 200 arpents de terre (16).

3°) Du fait de la propriété privée de la terre et des moyens de production, la force de travail, dont l'efficacité et l'économie ont augmenté grâce au travail collectif, n'était pas utilisée de façon rationelle.

4°) Les équipes d'entraide de production agricole ont limité le développement du capitalisme et de la bipolarisation. Mais la propriété privée de la terre et des autres moyens de production a entraîné une inégalité dans la répartition des moyens de production entre les différents membres de l'équipe, favorisant d'autant le développement du capitalisme.

Cette contradiction entre la propriété privée de la terre et des moyens de production d'une part et le travail collectif d'autre part se manifeste très clairement par les difficultés

(16) « Chine nouvelle » (« Xinhua yuebao » sept. 1953).

qu'ont eu les équipes d'entraide à se renforcer. Les équipes connaissaient toutes le même phénomène : « complètes au printemps, vides en été et à moitié pleines en automne », ce qui correspondait le plus souvent à l'enregistrement, au retrait ou au changement d'équipe des membres.

Les équipes annuelles étaient les plus stables de toutes les équipes d'entraide, car elles accumulaient à des degrés divers des biens communs. Cette accumulation de biens communs ne confirmait pas cette forme d'organisation mais l'infirmait au contraire. Cela prouvait que le travail collectif des équipes annuelles n'aurait pu fonctionner très longtemps sur la base de la propriété privée des moyens de production et que cette base devait changer et se transformer en propriété semi-commune ou commune. C'est ainsi que sont nées, sur la base des équipes d'entraide, les coopératives de production agricole de type semi-socialiste.

3 — LES COOPERATIVES DE PRODUCTION AGRICOLE DE TYPE SEMI-SOCIALISTE

— 1 —

Après la réforme agraire, non seulement les équipes d'entraide se sont développées à la campagne avec une grande ampleur, mais des coopératives agricoles de production se sont également créées les unes après les autres.

En général, les coopératives créées après la fondation de la République Populaire de Chine étaient de type semi-socialiste. « *Leurs membres sont pleins d'ardeur pour la production et les coopératives sont supérieures aux équipes d'entraides, et plus encore aux exploitations individuelles* (17). »

Liu Shaoqi était très hostile aux coopératives semi-socialistes de production agricole. En juillet 1951, dans un rapport relatant les demandes des paysans pauvres et moyens pauvres qui désiraient essayer d'établir des coopératives, il a fait la remarque suivante au sujet des propositions qui y étaient faites : « *Il faut au fur et à mesure ébranler, affaiblir et aller jusqu'à nier les fondements de la propriété privée, il faut promouvoir l'équipe d'entraide au statut de coopérative agricole de production, ainsi, ce nouveau facteur vaincra le facteur spontané de l'agriculture : cette idée est une idée erronée, dangereuse et illusoire pour l'agriculture socialiste.* » Cette remarque démasque son opportunisme de droite et son opposition à la révolution socialiste dans l'agriculture.

Comment produit-on en commun dans une coopérative agricole semi-socialiste ?

---

(17) « Sur le problème de la coopération agricole », Textes choisis de Mao Tsé-toung, p. 434.

Le mode d'organisation de la coopérative de production agricole de type élémentaire permet le passage de l'économie individuelle à l'économie collective socialiste. Il y a deux avantages à cela : d'une part, la terre et tous les autres moyens de production sont soumis à une utilisation collective ; d'autre part, la gestion dispersée des paysans individuels est transformée en gestion centralisée et planifiée. En ce sens, la coopérative de production est déjà nettement différente de l'équipe d'entraide.

Dans l'équipe d'entraide, tous les moyens de production étaient privés. Bien que la coopérative semi-socialiste ne supprime pas la propriété individuelle des moyens de production, la terre et tous les moyens de production une fois incorporés à la coopérative sont obligatoirement soumis à une gestion unique, selon les principes de l'économie collective. Il n'est plus possible de louer la terre incorporée, ni de la vendre ; quant aux autres moyens de production, les membres de la coopérative peuvent s'en servir ou les louer à quelqu'un, mais à la seule condition que la coopérative n'en ait pas besoin. Certaines coopératives ont acheté les bêtes de trait et le matériel agricole directement auprès de leurs membres, d'autres les ont achetés avec leur fonds d'accumulation collectif. Tout cela est dû au fait que les bases de la propriété privée ont été « ébranlées et affaiblies », qu'il n'y a plus de propriété privée absolue, que les anciennes propriétés foncières ne sont plus qu'à moitié privées et qu'elles sont devenues propriété partielle des masses travailleuses.

Le travail collectif, dans les équipes d'entraide, n'était qu'une aide mutuelle entre paysans. Dans la coopérative agricole de production semi-socialiste, le travail collectif se fait selon un plan unique pour toute la coopérative. Le travail de chacun s'inscrit dans le travail collectif de toute la coopérative et présente certaines caractéristiques du travail social direct.

Fondamentalement, le produit des équipes d'entraide

de caractère privé. Pour ce qui est du produit de la coopérative agricole, c'est la coopérative qui est chargée de la répartition unifiée des fonds de réserve, des fonds communs et des frais administratifs. Une partie du produit est allouée aux membres de la coopérative, proportionnellement à la rémunération des terres et des autres moyens de production qui leur appartiennent. [Les moyens de production autres que la terre (outils, machines, etc.) reçoivent généralement une rémunération proportionnelle à leur valeur réelle.] Le reste du produit est alloué aux membres de la coopérative en fonction de la quantité de travail fournie.

Tout cela explique les changements profonds qu'ont connus les rapports de production dans les coopératives agricoles de production semi-socialistes, après le passage de la propriété privée des moyens de production, fondée sur l'économie individuelle, à une propriété partiellement collective fondée sur l'économie collective des masses laborieuses. Cela a été un changement décisif. Ce pas en avant a permis de transformer le mode de gestion individuel, dispersé et arriéré, en orientant des millions et des millions de paysans vers un mode de gestion centralisé et avancé. Le processus qui mène vers l'économie de propriété collective pleinement socialiste a vu ainsi son développement facilité.

— 2 —

Pour incorporer la terre et les autres moyens de production à la coopérative agricole de production de type élémentaire, on a généralement procédé ainsi : le critère de rémunération des terres incorporées à la coopérative était basé sur la productivité de ces terres. Il y avait plusieurs méthodes pour déterminer la capacité de production des terres :

1) on déterminait la productivité des terres d'une année normale, selon leur production réelle par mou-standard. Le mou-standard était calculé en fonction de la qualité et la fertilité des terres, leur degré de facilité de travail et d'accès, le mou réel était calculé sur la base du mou-standard ;

2) on déterminait la productivité des terres en mou-standard selon la production réelle de l'année précédant l'incorporation ;

3) selon l'impôt fixé pour la terre après enquête ;

4) selon le nombre de mous réels.

De ces quatre méthodes, la première était relativement équitable, car non seulement elle tenait compte du fait que la productivité des terres des paysans pauvres et moyens pauvres, faible au moment de l'incorporation, pouvait s'améliorer après l'incorporation, mais elle tenait également compte de la qualité des terres des paysans moyens riches, dont la production réelle était déjà relativement élevée avant l'incorporation. La deuxième méthode ne tenait pas compte du niveau de productivité médiocre des terres des paysans pauvres et moyens pauvres alors que ce niveau était susceptible de s'améliorer après l'incorporation de leur terre à la coopérative ; ils étaient par conséquent désavantagés. La troisième méthode ne tenait aucun compte de la production réelle car l'impôt sur la terre était invariable. La quatrième méthode n'était pas équitable, car elle ne tenait compte ni de la qualité des terres, ni des investissements destinés à élever la production. Ainsi, au cours de l'établissement des coopératives de type élémentaire, la majorité d'entre elles ont adopté la première méthode, et seul un très petit nombre a adopté la quatrième méthode. En 1955, parmi trente-deux coopératives de la province du Hebei, 71,9 % ont appliqué la première méthode, 28,1 % la seconde ou la troisième méthode, et aucune n'a appliqué la quatrième.

Certaines terres bénéficiaient de facilités d'irrigation :

étangs, puits, canaux, barrages, etc. Si ces travaux d'irrigation avaient été effectués avant l'incorporation, augmentant ainsi la productivité des terres, (dans la Chine du Nord, la productivité des terres irriguées est généralement de deux fois, voire plus, supérieure à celle des terres non irriguées), le propriétaire ne recevait aucune rémunération, puisque la production estimée lors de l'incorporation était plus élevée que celle des autres terres. La coopérative prenait en charge l'entretien et la réparation de toutes ces installations dont les droits de propriété ne changaient pas de mains. Dans les cas où les facilités d'irrigation étaient importantes et pouvaient même permettre d'irriguer d'autres champs une fois soumises à l'utilisation collective, les propriétaires recevaient une rémunération proportionnelle au bénéfice tiré de ce service.

L'incorporation des animaux de trait à la coopérative, se faisait principalement de 2 façons : la première s'appelait « propriété individuelle, élevage individuel, utilisation collective ». Dans ce cadre, les animaux de trait appartenaient aux membres de la coopérative qui les élevaient individuellement, et la coopérative les leur louait au prix normal (quelquefois à un prix un peu plus bas). L'autre façon s'appelait « propriété individuelle, élevage collectif, utilisation collective » : les animaux de trait appartiennaient aux membres de la coopérative mais étaient élevés et utilisés collectivement. Les propriétaires recevaient une rémunération appropriée. Le problème essentiel était de fixer un loyer équitable. Il ne devait pas être trop bas car l'initiative des membres de la coopérative dans le domaine de l'élevage des animaux de trait, en aurait été affectée. Il ne devait pas non plus être trop élevé, car c'est alors le revenu de tous les membres de la coopérative qui en aurait été affecté, et les paysans riches possesseurs de nombreux animaux auraient reçu des rémunérations trop importantes.

Un petit nombre de coopératives agricoles de produc-

tion de type élémentaire ont acheté à leurs membres des animaux de trait au prix du marché local pour les faire entrer dans la propriété collective. Il existait d'autre part deux moyens pour incorporer le gros matériel agricole à la coopérative : ou bien les membres gardaient leur matériel et le louaient à la coopérative selon ses besoins, et celle-ci payait une somme égale ou supérieure au « prix réel » du matériel ; si celui-ci tombait en panne, c'était à la coopérative de le réparer et de prendre les frais en charge, ou bien la coopérative l'achetait à prix réduit pour le mettre à la disposition de ses membres à condition que les masses aient donné leur accord et que des fonds soient disponibles.

Les moyens employés pour incorporer les forêts, les troupeaux et le gros matériel agricole des activités auxiliaires s'apparentaient plus ou moins à ceux appliqués pour les animaux et le matériel agricole.

Les différentes méthodes utilisées en vue d'incorporer les terres et tous les autres moyens de production aux coopératives incarnaient des principes différents et reflétaient les intérêts des différentes couches sociales. Le président Mao a dit : « *Comme principe directeur, il faut adopter la politique de l'avantage réciproque pour les paysans pauvres et les paysans moyens, en se gardant de porter préjudice aux intérêts des uns comme à ceux des autres. Pour atteindre ce but, on doit également établir la prépondérance des paysans pauvres. En effet, dans les coopératives où prédominent les paysans moyens, les paysans pauvres se trouvent toujours lésés dans leurs intérêts ou évincés* (18). »

C'est bien la réalité. Dans les coopératives où les paysans moyens prédominent, on a souvent constaté que lors de l'incorporation des terres et des autres moyens de pro-

(18) « Notes introductoires pour l'essor du socialisme dans les campagnes chinoises », Textes choisis de Mao Tsé-toung, p. 464.

duction, les paysans les plus riches ont tiré des bénéfices en écartant les paysans pauvres, portant atteinte aux intérêts de ces derniers. Certains ont été jusqu'à appliquer des méthodes capitalistes (par exemple, tous les dividendes étaient partagés selon la part des terres et des autres moyens de production). Seules les coopératives où les paysans pauvres dominaient ont vu une politique d'intérêt mutuel entre les paysans pauvres et les paysans moyens se réaliser.

La propriété individuelle demeurait, même après l'incorporation de la terre à la coopérative. Grâce à leurs terres, les propriétaires fonciers recevaient toujours une part de rémunération. C'est pourquoi la lutte entre la voie capitaliste et la voie socialiste s'est manifestée de façon particulièrement aiguë, au sein de la coopérative de type élémentaire, au sujet du changement de proportion entre la rémunération de la terre et celle du travail.

La nature de la rémunération du travail était en effet très différente de celle de la rémunération de la terre.

La rémunération du travail se faisait en points-travail, selon des critères de répartition établis en fonction de la qualité et de la quantité du travail. Elle incarnait un principe socialiste.

Du fait que la plupart des membres avaient rejoint leur coopérative en apportant leur terre, dans la prise en charge et la répartition de la rénumération de ces terres, une partie provenait du fruit de leur travail et pouvait servir de compensation mutuelle. Mais par l'inégalité qui existait dans la quantité de terres que possédaient les membres de la coopérative, ceux qui possédaient plus de terres prenaient inévitablement une partie de la rémunération du travail des autres.

La rémunération des terres des coopératives agricoles de type élémentaire s'effectuait de diverses manières :

1) La rémunération des terres une fois fixée, on déduisait la rémunération des terres, le fonds de réserve et le

fonds commun du revenu total distribuable de la coopérative, puis on distribuait le reste selon le travail fourni. C'était le système de la « redevance invariable ».

2) Après avoir déduit le fonds de réserve et le fonds commun du revenu distribuable de la coopérative, on partageait le reste proportionnellement entre la force de travail et la quantité de terres. C'était le système de la « redevance variable ».

3) La main-d'œuvre recevait un salaire fixe. De plus, déduction faite des fonds de réserve et du fonds commun, le reste du revenu distribuable, était partagé selon la quantité de terres.

4) La rémunération se faisait en fonction de tous les moyens de production que chacun possédait : terres, force de travail, animaux de trait, matériel agricole, grains et engrais.

Dans la première de ces méthodes, si la rémunération des terres demeurait invariable, la rémunération du travail, elle, variait. Une rémunération équitable entraînait un développement de la production : plus la proportion de la rémunération du travail augmentait, plus celle de la rémunération de la terre diminuait. Cette méthode ne lésait pas les intérêts des paysans riches qui disposaient de beaucoup de terre mais de peu de force de travail et elle ne lésait pas non plus les intérêts des paysans pauvres et moyens pauvres qui disposaient de peu de terre, mais de plus de force de travail. A l'époque, elle était conforme à l'orientation socialiste établie. Les deuxième et troisième méthodes avaient des conséquences favorables pour les paysans riches mais défavorables pour les paysans pauvres et moyens pauvres, ce qui allait à l'encontre de l'orientation socialiste, car la rémunération des terres s'accroissait proportionnellement à la croissance de la production. Quant à la quatrième méthode, elle était purement capitaliste.

Les proportions entre la rémunération des terres et la

rémunération du travail variaient énormément selon les régions ; de plus, elles changeaient constamment. On peut voir ci-dessous des résultats d'enquêtes fournis par différentes provinces et municipalités.

D'après les statistiques faites par le Comité provincial du Parti de la province du Hebei sur 31 000 coopératives agricoles de production, il y existait trente proportions différentes entre la rémunération des terres et la rémunération du travail. Dans 71 % des cas, la proportion de la rémunération du travail était égale à celle des terres ; dans 7 % des cas, la rémunération des terres était plus élevée que celle du travail, et dans 17 %, celle du travail était plus élevée que celle des terres. Dans 5 % des coopératives, on appliquait d'autres méthodes de partage des dividendes.

D'après les enquêtes faites par des groupes de travail à la campagne attachés au Comité provincial du Parti de la province du Fujian, dans les coopératives de quatre districts (Ming Ho, Jian Ou, Yong An, Lian Cheng), les proportions entre la rémunération des terres et la rémunération du travail se répartissaient ainsi (19) :

	% de la rémunération des terres	% de la rémunération du travail
Coopérative de Kanxia, district de Liancheng	34,4	65,6
Coopérative de Jingxin, district de Mingho	32,1	67,9
Coopérative de Jianshe, district de Jianou	29,4	70,6
Coopérative de Sanchun, district de Yongan	29,2	70,8

(19) « Quotidien du Peuple » du 19-1-1956.

C'est dans la coopérative de Kanxia du district de Liancheng, que l'on trouvait la proportion de rémunération des terres la plus élevée (34,4 %) ; la proportion la plus faible (29,2 %) se trouvait dans la coopérative de Sanchun, distrinct de Yong'an. Il existait des conditions objectives à la base de ces différences. Par exemple, dans les coopératives où il y avait peu de terres mais suffisamment de main-d'œuvre, la proportion de la rémunération des terres était un peu plus élevée ; les coopératives établies depuis peu étaient dans le même cas : la production s'y accroissait moins rapidement que dans les autres, la politique de rémunération avait alors pour but d'assurer la croissance des revenus de la plupart des membres de la coopérative. Dans les coopératives situées dans les banlieues des villes (où l'on cultive des légumes et où l'on se consacre aux cultures industrielles) la proportion de la rémunération des terres était relativement basse, en raison de la grande quantité de force de travail exigée. Mais il existait aussi des causes subjectives. Par exemple, si l'on surestimait la production des terres, ou si l'on appliquait des méthodes qui ne baissaient pas progressivement la rémunération des terres, on tendait à provoquer des conditions défavorables à l'élévation de la rémunération du travail.

La coopérative agricole de production de type élémentaire a permis le développement d'un processus de passage de l'économie individuelle à l'économie socialiste ; la tendance générale de cette évolution était la suivante : la proportion de la rémunération du travail devait augmenter et celle de la rémunération des terres baisser progressivement. Dans les 88 coopératives du district de Pingshun (province du Shanxi), la baisse annuelle de la proportion de la rémunération des terres a été de 3 % à 5 %. Pour cela, il a fallu unifier les paysans pauvres, moyens pauvres et les autres paysans moyens, développer l'économie collective, supprimer au moment opportun la rémunération des terres, pour permettre le passage à la coopérative agricole de production

de type pleinement socialiste. Si les proportions entre les rémunérations étaient restées invariables à long terme ou même allées en sens inverse, l'unité entre les paysans pauvres et moyens pauvres et les autres paysans moyens en aurait été affectée ; les coopératives auraient stagné et risqué de sombrer dans la voie capitaliste.

— 3 —

Les coopératives agricoles de production de type élémentaire présentaient manifestement plus d'avantages pour la production agricole que l'économie individuelle ou les équipes d'entraide. Pour le travail collectif, elle avait les mêmes qualités que l'équipe d'entraide. De plus, du fait que toutes les terres et autres moyens de production étaient mis à la disposition de la coopérative en vue d'une utilisation collective, la contradiction entre le travail collectif et la gestion dispersée, que les équipes d'entraide n'avaient pas pu résoudre, était réglée, et cela libérait les forces productives. Quels étaient ces avantages ?

Premièrement, la gestion collective de l'ensemble des terres et des autres moyens de production permettait de faire pousser des cultures différentes et de pratiquer une rotation convenable des cultures, selon la qualité des terres et leur emplacement. On pouvait ainsi obtenir le maximum de rendement des terres et des autres moyens de production. Dans le village de Chibao (district de Qin, province de Shanxi), où se trouvait la coopérative de Chaolanmu, il y avait des terres « plates et basses », très humides et mal exposées, impropres à la culture des céréales, excepté le maïs ; il y avait aussi des terres « plates et hautes », sèches et bien ensoleillées, convenant aux céréales, mais pas au maïs. Autrefois, les paysans individuels cultivaient pour leurs besoins différentes cultures sur leurs terres, au mépris des proprités du sol. Après l'établissement de la coopérative en

1953, on a cultivé du maïs « reine d'or » sur les terres « basses et plates » et , sur les terres « plates et hautes », on a planté des céréales, ainsi que d'autres cultures. La même année, la production de maïs a atteint 930 kg par mou. Les paysans individuels, qui étaient obligés de cultiver des céréales sur leurs terres « plates et basses », n'ont obtenu que 240 kg par mou (20).

Deuxièmement, grâce à l'organisation unifiée de la force de travail, on a pu appliquer une division du travail dans certains domaines, selon les conditions physiques, l'expérience et les connaissances techniques des travailleurs. Ceux qui savaient labourer labouraient, ceux qui savaient semer semaient : ce faisant, on élevait le taux de productivité du travail. De plus, on pouvait économiser une partie de la force de travail pour la consacrer à la construction d'installations hydrauliques destinées à irriguer les terres ainsi qu'à d'autres activités auxiliaires. L'union faisant la force, il était relativement plus facile de résoudre collectivement les problèmes posés par les calamités naturelles. On comptait dix coopératives agricoles de production dans la région administrative de Changzhi (province du Shanxi). A la suite de l'établissement des coopératives, la productivité s'était accrue, ce qui avait permis d'économiser une grande quantité de force de travail. Avec cette force de travail économisée 2 523 unités de travail ont été lancées en 1951 dans la construction agricole de base : elles ont construit 3,6 km de barrages, 1,2 km de canaux, 2 fours à briques ; elles ont amélioré 341 mous de terres, elles ont exploité les berges d'une rivière et des terres incultes. Une autre partie de la force de travail économisée a été investie dans des activités auxiliaires et artisanales, ce qui a permis d'augmenter le revenu collectif, le revenu de ces activités représentant cette année-là 22,5 % du revenu total de la coopérative (21).

(20) « Quotidien du Peuple » du 28-11-1953.
(21) « Agriculture chinoise » (« Zhongguo nong bao » 1925 n° 3, p. 25).

Troisièmement, grâce au fonds de réserve, qui est propriété collective, on a pu s'engager dans la construction agricole de base et dans l'amélioration des techniques agricoles ; on a pu aussi mettre sur pied certaines entreprises qu'il aurait été impossible de réaliser en économie individuelle.

Quelques années avant 1955, on a introduit dans la province du Liaoning 52 000 outils agricoles de type nouveau ; 89,5 % de ces outils ont été utilisés par les coopératives, et seulement 12,1 % par les paysans individuels.

Les coopératives possédaient 20,3 % des charrettes à pneus, alors que les paysans individuels n'en possédaient que 10 %. Pour les terres défrichées, la moyenne était de 1,58 ha pour cent foyers organisés en coopérative, et de 0,71 ha pour cent foyers individuels. Ainsi, les coopératives ont défriché plus du double de terres que les paysans individuels ; elles ont pu d'autre part irriguer trois fois plus de champs que les paysans individuels (22). En 1953, 80 % des 2 240 coopératives agricoles de production de la province du Shanxi utilisaient des charrues modernes, et des semences de bonne qualité ont été mises en culture. Les terres de plus de 80 % des coopératives étaient labourées à 15 ou 18 cm de profondeur. 90 % pratiquaient la méthode de plantation serrée. La quantité d'engrais utilisée dépassait de 20 à 30 % celle utilisée par les équipes d'entraide de la même région (23).

Quatrièmement, la gestion unifiée des terres et des autres moyens de production était favorable à la production planifiée et permettait une meilleure coordination avec l'économie nationale dans les domaines de l'approvisionnement, de la production, de la vente, etc. ; elle permettait également d'intégrer au fur et à mesure la produc-

(22) « Communiqué des travaux statistiques » (« Tongji gongzuo tongxun » 1956 n° 20, p. 31).

(23) « Quotidien du Shanxi » du 20-12-1953.

tion des coopératives aux programmes nationaux afin d'appuyer plus énergiquement l'édification de l'industrie.

Pour les raisons mentionnées ci-dessus, la production des coopératives agricoles de production semi-socialiste dépassait nettement celle des paysans individuels. En 1955, 634 000 coopératives ont été établies après la moisson d'automne, la rentabilité des terres qu'elles ont cultivées s'est accrue plus rapidement que celle des terres cultivées par les paysans individuels, comme on peut le voir ci-dessous (24) :

culture	coopératives (en kg)	paysans individuels (en kg)	accroissement de la production à celle des paysans individuels (en %)
riz	777,8	705,8	10,2 %
blé	240,8	224,2	7,4 %
soja	261,6	219,8	19 %
coton	83,6	66,4	25,9 %
jute	635,6	661,8	- 4 %
tabac	339,8	314	8,2 %
canne à sucre	11 885	10 851,4	9,5 %
betteraves	3 594,8	3 439,4	4,5 %
arachides	414,6	355,6	16,6 %
colza	143,4	130	18,3 %

La comparaison entre la production des coopératives et celle des paysans individuels montre que les premières ont produit 10 % de plus de riz, 7,4 % de plus de blé, 19 % de plus de soja, 25,9 % de plus de coton ; toutes les autres cul-

(24) « Le développement de la coopération agricole en Chine » (mo Rida : « Wo guo nongye hezuohua de fazhan » ; tongji chubanshe ban, p. 96).

tures industrielles, excepté le jute, ont eu une production également assez élevée.

D'après des enquêtes standards qui ont été faites dans certaines coopératives agricoles de production établies depuis relativement longtemps dans des régions favorables à la culture du riz, du blé, du soja et du coton, la production de ces coopératives a dépassé en 1955 celle de 1954, comme on peut le voir en détail ci-dessous (25) :

cultures	nombre de coopératives recensées	% des coopératives à production en hausse	% des coopératives à production inchangée	% des coopératives à production en baisse
riz	1 153	81,9	1,2	16,9
blé	961	78,8	0,5	20,7
soja	582	44,3	2,4	53,3
coton	721	83,9	0,3	15,8

La comparaison entre l'année 1955 et l'année 1954 permet de constater que la production s'est accrue de 80 % dans les régions où poussent le riz, le blé et le coton. La basse production de soja, due aux calamités naturelles, est néanmoins plus élevée que celle des paysans individuels.

Non seulement la production des coopératives agricoles dépassait celle des paysans individuels, mais elle dépassait aussi celle des équipes d'entraide. En 1953, 80 % des 2 242 coopératives du Shanxi ont eu une production par mou plus élevée que les équipes d'entraide : 21 % de plus pour les céréales, 35,8 % de plus pour le coton (26). Le revenu des membres des coopératives s'était considérablement accru, à la suite du développement de la production agricole.

(25) *Idem*, p. 96.
(26) « Quotidien du Shanxi » du 20-12-1953.

Dans 16 199 ménages enquêtés dans les 24 provinces et régions autonomes de tout le pays, le revenu brut et le revenu net d'impôts des paysans de toutes les catégories se chiffraient ainsi :

	revenu brut		revenu net	
	moyenne par foyer	moyenne par personne	moyenne par foyer	moyenne par personne
ensemble des foyers recensés	487,4	102,9	379,1	80,1
foyers membres des coopératives	463,5	94,1	399,7	80,1
foyers de paysans individuels	498,2	106,4	374,8	80,0
foyers de paysans pauvres	355,6	85,2	274,9	65,9
foyers de paysans moyens pauvres	484,0	105,0	367,3	79,6
foyers de paysans moyens	545,1	111,0	408,3	83,1
foyers de paysans moyens aisés	660,0	124,1	489,1	92,5
foyers de paysans riches	633,7	126,1	458,0	91,2
propriétaires fonciers	402,2	93,7	304,2	70,9

(unité : 1 yuan = 2,55 F)

En se basant sur le revenu brut, on constate que le revenu moyen (par foyer et par personne) des foyers membres des coopératives était inférieur à celui des paysans individuels et à celui de l'ensemble des foyers recensés ; mais il était de beaucoup supérieur à celui des paysans pauvres. Mais en se basant sur le revenu net, le revenu moyen (par foyer et par personne) des membres de coopératives était supérieur à celui de l'ensemble des foyers recensés et à celui

des paysans individuels. Bien qu'il fût encore inférieur à celui des paysans riches et des paysans moyens aisés, il était plus grand que celui des paysans pauvres et des paysans moyens pauvres. Compte tenu du fait que la majorité des membres des coopératives agricoles qui y étaient entrés après la moisson de 1955 étaient à l'origine des paysans pauvres et moyens pauvres et que le revenu net des foyers membres des coopératives étaient supérieur à celui des paysans pauvres et des paysans moyens pauvres, les revenus de la grande majorité des membres des coopératives se sont élevés.

Le revenu des membres de coopératives agricoles de production était non seulement supérieur à celui des paysans individuels, mais aussi à celui des membres des équipes d'entraide. Le tableau suivant montre la différence entre le revenu moyen (en kg de céréales) des paysans membres des équipes d'entraide, celui des paysans membres des coopératives et celui des paysans individuels, dans dix villages des provinces du Hubei, du Hunan et du Jiangxi (27) :

(27) « Recueil d'enquêtes économiques à la campagne » (« Nongcun jingji diaocha xuanji » ; Hubei renmin chubanshe ban, p. 6).

(unité : kg de céréales)

	paysans individuels	équipes temporaires		équipes permanentes		coopératives agricoles de production	
	revenu moyen par personne	revenu par personne	accroissement par rapport aux paysans individuels	revenu par personne	accroissement par rapport aux paysans individuels	revenu par personne	accroissement par rapport aux paysans individuels
paysans pauvres	1 910	2 232	17,90 %	2 590	35,60 %	1 802	47,70 %
paysans moyens	2 428	2 742	12,93 %	2 870	18,10 %	2 942	21,16 %
paysans moyens aisés	3 268	3 310	1,28 %	3 288	0,61 %	3 490	6,79 %

Dans les équipes temporaires et permanentes, le revenu des paysans pauvres, des paysans moyens et des paysans moyens aisés était supérieur au revenu des paysans individuels. Pourtant, celui des coopératives agricoles de production était encore plus élevé. La comparaison entre le revenu des coopératives et celui des paysans individuels montre que les paysans pauvres gagnaient 46,7 % de plus, les paysans moyens 21,16 % de plus, et les paysans riches 6,79 % de plus. Bien sûr, ces différences de pourcentages variaient de région en région, mais il est hors de doute que le revenu des membres des coopératives se fût accru.

La coopérative agricole de production semi-socialiste, par ses avantages, a inspiré, attiré et stimulé les larges masses des paysans pauvres et moyens pauvres vers le socialisme. Dans les coopératives en plein développement, on a assisté à la montée impétueuse du courant socialiste et à la chute du courant capitaliste, ce qui a limité le développement des forces capitalistes spontanées et la bipolarisation. Cette réalité est une démonstration éclatante de l'absurdité des vues de Liu Shaoqi qui attaquait les coopératives en prétendant qu'elles étaient incapables de limiter la bipolarisation et le développement des forces capitalistes spontanées.

Prenons l'exemple de trois villages, Qijiazi, Hecheng et Fansheng (district de Hugu, province du Jilin). Il y avait en tout 900 foyers dans ces villages. La bipolarisation a entraîné la situation suivante pendant la coopération agricole :

1) La vente des terres :

En 1950, 17 ménages ont vendu 11 hectares de terre.
En 1951, 9 ménages ont vendu 11,5 hectares de terre.
En 1952, 11 ménages ont vendu 14,8 hectares de terre.

On ne vendit plus de terre à partir de 1953, c'est-à-dire après la formation des coopératives agricoles de production.

2) Les employés agricoles :

En 1950, 5 personnes ont été employées par 14 foyers.
En 1951, 43 » » 38 »

En 1952, 28 personnes ont été employées par 26 foyers.

En 1953, après la formation des coopératives, il y avait encore un employé par famille ; en 1954, quand tous les paysans pauvres ont eu rejoint les coopératives, il n'y eut plus d'employés agricoles.

3) les dettes :

En 1950, 60 foyers prêtaient à 106 foyers 121 720 kg de céréales ; en 1951, 43 foyers prêtaient 103 200 kg de céréales à 74 foyers ; en 1952, 33 foyers prêtaient 65 200 kg de céréales à 63 foyers. En 1953, avec l'apparition des coopératives, il ne resta plus que 16 foyers qui prêtèrent 41 280 kg de céréales à 19 foyers. En 1954, il n'y avait plus que 4 foyers qui prêtaient 5 760 kg de céréales à 5 foyers (28).

Liu Shaoqi prétendait que la promotion des coopératives agricoles de production face aux équipes d'entraide n'était qu'« une idée illusoire pour l'agriculture socialiste ». Ces propos étaient sans fondements. Car la véritable « idée illusoire pour l'agriculture socialiste », c'est celle qui prenait l'égalitarisme absolu, basé sur l'économie paysanne individuelle, pour une idée socialiste. Ce genre d'idées était une illusion des petits propriétaires fonciers. La construction des coopératives agricoles de production semi-socialiste et pleinement socialiste était la seule voie correcte pour transformer l'économie paysanne individuelle ; c'était la seule qui niait justement à fond l'« idée illusoire pour le socialisme ». Liu Shaoqi par ces propos, s'opposait intentionnellement — mais en vain — à la grande révolution socialiste en plein essor.

(28) « Quotidien du Rilin » du 17-11-1955.

La coopérative semi-socialiste de production agricole a permis de faire un grand pas sur la voie du socialisme ; toutefois, elle restait un obstacle pour l'évolution des forces productives, puisqu'elle n'avait pas supprimé la propriété privée des moyens de production. La contradiction n'était pas aiguë au moment de la formation des coopératives ; elle l'est devenu avec le développement de la production.

Tout d'abord, l'existence de la rémunération des terres et la propriété individuelle de la terre ont affecté l'initiative de production des paysans pauvres et moyens pauvres qui possédaient peu de terre mais davantage de force de travail. Cela permettait également à une partie des paysans riches de compter sur leurs terres et de moins travailler. Dans le village de Bailongwang (district de Lünan, province du Shandong), un paysan moyen, qui possédait 32 mous de terres, a effectué en 1955, 260 journées de travail ; un paysan pauvre, qui possédait 11 mous de terre, a effectué 290 journées de travail la même année ; pourtant, il a reçu 2 200 kg de céréales de moins que le premier. Ainsi, la répartition n'étant pas équitable, l'ardeur au travail de ceux qui disposaient de peu de moyens de production est affaiblie ; par contre, ceux qui disposaient de plus de moyens de production pouvaient compter sur leurs terres et ne travaillaient pas avec initiative en se basant sur le fait que, « *travail ou pas, on reçoit de toute façon la moitié du produit* » (29).

Deuxièmement, la propriété privée de la terre faisait obstacle à une utilisation rationnelle du nouveau matériel agricole et empêchait la construction agricole de base. Dans le village de Qiudalei, situé à l'est du district de Xintai (province du Hebei), on a voulu construire un barrage, afin de protéger 200 mous de terre de bonne qualité contre la séche-

(29) « Quotidien des masses » du 23-3-1956.

resse et l'inondation ; le projet a échoué, parce que les membres de la coopérative ont eu peur que leurs terres ne soient appropriées. Dans la région d'agriculture mécanisée du village de Shahebei, on n'a labouré que 297 mous de terre au lieu des 400 mous prévus à cause de la dispersion des champs et de leur séparation par de petits sentiers (30).

De plus, la propriété privée des animaux de trait et du matériel agricole ralentissait l'accroissement du cheptel, affectait la reproduction élargie de la coopérative et constituait un véritable gaspillage au niveau de l'utilisation. La rémunération ou le loyer des animaux de trait et du matériel agricole, qui correspondait pour une part à leur valeur réelle, aurait dû être employé à les renouveler, mais les membres de la coopérative le dépensaient souvent pour d'autres achats. Ils ne pouvaient pas non plus exploiter pleinement les animaux de trait et le matériel agricole. En 1953, dans la coopérative « Aurore » (district de Keshan, province du Heilongjiang), chaque travailleur avait à charge 4,78 ha, et chaque animal de trait 6,26 ha. Pourtant, si l'on tient compte des conditions réelles, chaque travailleur aurait dû prendre en charge 5 ha, et chaque animal de trait 7 ha. Dans ce village, on avait pensé qu'il serait possible d'agrandir la surface cultivée grâce à l'existence de terres défrichables et d'eau en suffisance. Les paysans pauvres et moyens pauvres s'étaient mis d'accord sur cette question, mais quelques paysans moyens aisés s'y étaient opposés, considérant que l'agrandissement des terres productives les désavantagerait car, d'une part, le loyer n'aurait pas changé et d'autre part, le travail effectué par leurs chevaux aurait augmenté. Ils ne soutenaient pas non plus les activités auxiliaires, qui auraient accru le travail de leurs chevaux (31).

Tout cela nous montre que le mouvement de coopération agricole ne pouvait s'arrêter à la coopérative agricole

(30) « Quotidien du Peuple » du 20-1-1956.

(31) « Quotidien du Peuple » du 11-12-1955.

de production semi-socialiste. Il fallait avancer. En 1955, le président Mao a dit : « *Dans certaines coopératives, les conditions sont mûres pour qu'elles passent du type élémentaire au type supérieur ; il faut en tenir compte. Ce faisant, on pourra donner un plus grand développement aux forces productives et à la production. Du fait qu'on a conservé dans la coopérative de type élémentaire une propriété moitié privée, à un moment donné, cela a fait obstacle à l'évolution des forces productives. Le peuple demande que l'on change ce système, il veut que la coopérative passe à l'économie de gestion collective, que les moyens de production deviennent propriété collective. Ainsi, une fois la force de travail libérée, la production se développera davantage* (32). »

Premièrement, l'accroissement de la production, la suppression de la rémunération des terres et la transformation des coopératives permettaient d'augmenter les revenus de la majeure partie des membres des coopératives. Quand une coopérative passait du type élémentaire au type supérieur, cela posait des problèmes pour environ 20 % des membres de la coopérative. La grosse majorité de ces 20 % était constitué par les paysans moyens aisés, qui possédaient relativement plus de terres, d'animaux de trait et de matériel agricole ; un certain nombre de paysans « en difficultés » étaient également dans cette situation. Ils craignaient une baisse de leurs revenus après la suppression de la rémunération des terres. Cependant, si le prix fixé pour l'incorporation des animaux de trait et du matériel agricole à la coopérative était équitable et si la production s'accroissait, leur revenu pouvait s'accroître également, ou du moins ne pas subir une trop forte baisse. En 1954, au moment du passage du type élémentaire au type supérieur, dans la coopérative de Yuanda, (village de Dongran dans la banlieue de Pé-

(32) « Notes introductoires pour l'essor du socialisme dans les campagnes chinoises », Oeuvres choisies de Mao Tsé-toung, tome 5 (à paraître).

kin), un vieux paysans moyen disait : « *Dans notre coopérative, on gagne deux yuans ou plus par journée de travail. L'année dernière, quand on a distribué les dividendes de la production, j'ai reçu 450 yuans de plus que ce que je gagnais avant l'incorporation. Si on ne distribue pas de dividende pour la terre, je reçois de 20 à 30 yuans de moins, mais je peux les récupérer en travaillant quelques journées de plus. De plus, comme on est payé uniquement en fonction du travail fourni, tout le monde travaille avec ardeur, ce qui permet d'accroître la production, et aussi le revenu* (33). » Grâce à l'accroissement de la production et du fonds commun de réserves, il est facile d'aider les paysans « en difficultés » qui ont perdu une partie de leurs revenus après la suppression de la rémunération des terres.

Deuxièmement, grâce à l'accumulation d'un certain nombre de biens publics, les membres de la coopérative peuvent s'appuyer davantage sur l'économie collective. La coopérative agricole de production de Chenjiazhuan (district de Daren, province du Shanxi), possédait des fonds se montant à 22 576 yuans, 9 936 yuans constituant le fonds de réserve et le fonds commun, et 12 640 le fonds d'apport. Chaque ménage possédait en moyenne 155 yuans. 88 % des animaux de trait et du matériel agricole ont été vendus à la coopérative, 1 600 mous de forêt ont été également transformés en propriété collective. Aussi les membres des coopératives exigeaient-ils les uns après les autres que leur coopérative soit transformée en coopérative de type supérieur, affirmant que « *la base des coopératives de type supérieur est beaucoup plus solide que celle des coopératives de type élémentaire* (34) ».

(33) « Des coopératives de type inférieur aux coopératives de type supérieur » (Cong chuji she guodu dao gaoji she » ; Beijing dacong chubanshe ban, p. 4).

(34) « Quotidien du Peuple » du 18-12-1955.

Troisièmement, c'est grâce à l'élévation de leur niveau de conscience politique que la plupart des membres des coopératives voyaient la nécessité du passage de leur coopérative au type supérieur.

Quatrièmement, la constitution d'un noyau dirigeant ayant assimilé les principes de gestion économique collective était nécessaire.

Remplir ces 4 conditions ne devait pas demander beaucoup de temps. Le président Mao a déclaré : « *Certains endroits ont connu des changements plus rapides que d'autres, mais les coopératives de type élémentaire, créées il y a 3 ans ont toutes réunies pour l'essentiel ces conditions* (35). » D'un point de vue d'ensemble, les coopératives de type élémentaire ont été établies à grande échelle à partir de 1953, et la plupart d'entre elles étaient passées au type supérieur en 1956.

A l'apogée du mouvement pour l'agriculture socialiste, un nombre considérable d'équipes d'entraide et de paysans individuels ont « atteint le ciel d'un seul bond » : ils sont entrés dans les coopératives de type supérieur sans passer par celles de type inférieur. Dans un article intitulé « Comment la coopérative agricole de production de Baipenyao fait-elle pour se transformer en coopérative de type supérieur ? », le président Mao a fait cette remarque : « *Ce sont deux coopératives qui sont passées directement de l'équipe d'entraide à la coopérative de type supérieur sans passer par le type élémentaire. Il existe plusieurs endroits où ces conditions ont été remplies. L'exemple de Baipenyao doit être considéré avec intérêt* (36). »

La méthode dialectique selon laquelle la quantité se transforme en qualité et le progressif en bond s'est une nouvelle fois confirmée.

---

(35) « Notes introductoires pour l'essor du socialisme dans les campagnes chinoises », Oeuvres choisies de Mao Tsé-toung, tome 5 (à paraître).
(36) *Idem.*

4 — LES COOPERATIVES DE PRODUCTION AGRICOLE DE TYPE SOCIALISTE

— 1 —

En 1956, à la lumière de la ligne générale du Parti en période de transition, les campagnes chinoises furent le théâtre d'une réalisation importante : la coopérative agricole de production pleinement socialiste. Ce fut une remarquable victoire dans la lutte entre deux classes, deux voies, deux lignes. Le président Mao a dit : « *L'organisation des coopératives agricoles s'est accomplie, ce qui a résolu dans notre pays une contradiction majeure, celle entre l'industrialisation socialiste et l'économie agricole individuelle. La rapidité avec laquelle s'est achevée la coopération agricole suscite des craintes chez certains, qui se demandent si des erreurs ne vont pas en résulter. Il en existe certes quelques-unes, mais elles ne sont heureusement pas très graves ; dans l'ensemble, la situation est saine. Les paysans travaillent avec beaucoup d'ardeur et, en dépit des inondations, de la sécheresse et des vents qui ont causé des dégâts plus graves l'année dernière qu'au cours des années précédentes, la production des céréales dans tout le pays a augmenté* (37). »

La coopérative de production agricole de type supérieur était un organisme d'économie collective pleinement socialiste.

La différence entre la coopérative de production agricole de type élémentaire et la coopérative de type supé-

(37) « De la juste solution des contradictions... », Textes choisis de Mao Tsé-toung, p. 489.

rieur était que, dans cette dernière, toutes les terres et moyens de production passaient à la collectivité.

Comme la terre n'était pas le produit de la force de travail, sa rémunération a été supprimée et elle est devenue propriété collective sans aucune compensation. Pour ce qui est des autres moyens de production (étangs de lotus, étangs poissonneux, étangs de roseaux, animaux de trait, gros matériel agricole, matériel servant aux activités auxiliaires, arbres fruitiers, arbrisseaux, mûriers, bambous, abrasins (°), arbres a vernis et autres forêts de bois industriel et de bois de menuiserie, troupeaux, etc.), il s'agissait là des fruits de la force de travail des paysans. Selon le principe de non spoliation des travailleurs avancé par Marx et Lénine, les propriétaires recevaient une compensation correspondante à la quantité de travail qu'ils avaient fournie et à la valeur réelle de leurs moyens de production.

L'argent nécessaire à l'achat des moyens de production provenait essentiellement du fonds d'apport collectif versé par les membres de la coopérative.

Ce fonds était collecté proportionellement à la force de travail et à la quantité de terres de chacun. Comme presque tous les paysans étaient entrés à la coopérative avec leurs terres, ils pouvaient utiliser la compensation qu'on leur devait pour faire leur versement au fonds d'apport. Comme les paysans pauvres et moyens pauvres possèdaient peu de moyens de production, ils étaient souvent obligés de ne verser une partie de la somme due qu'après avoir reçu la compensation. Quant aux paysans riches qui possédaient plus de moyens de production, la coopérative leur versait un supplément en plus de la compensation. Certains paysans pauvres, qui n'avaient pas de moyens de production ou très peu, pouvaient emprunter

(°) Abrasin : plante oléagineuse d'Extrême-Orient, arbre à huile *(NdT)*.

de l'argent à la banque nationale, où un fonds destiné à la coopération des paysans pauvres était disponible s'ils avaient des difficultés pour leur versement au fonds d'apport. Ceux qui n'étaient pas en mesure d'effectuer un versement complet même après avoir obtenu un prêt de la banque pouvaient demander de payer une somme moindre ou de faire un paiement différé, sans intérêts, avec l'accord toutefois de l'assemblée générale des membres de la coopérative ou de l'assemblée des représentants de la coopérative.

Le fonds d'apport collectif était propriété collective de la coopérative, et il n'était pas remboursable, sauf dans le cas ou un membre quittait la coopérative. Il était fondamentalement différent des parts privées, on n'en distribuait pas les dividendes et on ne pouvait pas s'en servir pour exploiter autrui.

Les moyens de production collectifs de la coopérative de production de type élémentaire devenaient la propriété de la coopérative de type supérieur. En général, les coopératives appliquèrent les principes suivants pour résoudre le problème des moyens de production :

— Tous les biens accumulés par la coopérative de type élémentaire, tels que le fonds de réserve, le fonds commun, les primes données par le gouvernement et les biens acquis par le travail de ses membres, appartenaient tous sans exception à la coopérative de type supérieur. Si plusieurs coopératives différemment nanties se regroupaient, on ne demandait aucun paiement à celles qui possèdaient moins que la moyenne, et on ne versait aucune compensation à celles qui possèdaient plus.

— Le fonds d'apport de production versé par les membres de la coopérative de type élémentaire passait à la coopérative de type supérieur. Lorsque quelques coopératives de type élémentaires se regroupaient, il n'y avait aucune compensation ni paiement. Les animaux de trait et les autres moyens de production achetés collectivement

par la coopérative de type inférieur passaient à la coopérative de type supérieur. Leur prix pouvait être majoré si les membres de la coopérative le demandaient ; le cas échéant, les membres qui n'avaient jamais fait de versement versaient la somme nécessaire.

C'est ainsi que la propriété collective des moyens de production de la coopérative de production agricole de type supérieur, c'est-à-dire la propriété collective des masses travailleuses, fut complètement établie.

La répartition était déterminée par la production. Les produits de la coopérative de type supérieur étaient distribués selon des principes socialistes.

Déduction faite des dépenses d'entretien des moyens de production, de l'impôt agricole versé à l'Etat, du fonds de réserve, du fonds commun et des frais d'administration, l'ensemble du produit de la coopérative constituait la rémunération du travail, elle était répartie entre les membres de la coopérative selon le principe « de chacun selon ses capacités, à chacun selon son travail ». Ainsi, pour la première fois, on comptait essentiellement sur le travail pour l'acquisition d'un produit.

Pour la répartition « à chacun selon son travail », la coopérative de type supérieur a adopté un système de points-travail. Il existait plusieurs méthodes permettant d'évaluer le travail : « le point-travail invariable », « le point-travail variable », « la norme fixe de travail », etc.

Sur la base de la propriété collective des moyens de production, la coopérative de type supérieur a créé des rapports d'entraide et de coopération entre les travailleurs. Il s'agissait d'un nouveau rapport de production socialiste, qui favorisait le développement des forces productrices. Ce rapport était beaucoup plus avantageux que celui en vigueur dans les coopératives de type élémentaire.

Les avantages de la coopérative de production agricole de type supérieur étaient les suivants :

— Premièrement, grâce à la collectivisation des terres, il était possible de s'engager dans la construction d'ouvrages hydrauliques à l'échelle de toute la coopérative, selon un plan établi. La coopérative Dashan du village de Lijia (district de Nünan, province du Shandong) est passée au stade supérieur en 1955. Dès lors, toute la coopérative s'est jetée dans la lutte contre l'environnement, particulièrement hostile à cet endroit. Après avoir lancé des mots d'ordre courageux comme « raser les collines, combler les ravins », « changer le cours des rivières pour transformer la terre », « rivaliser d'ardeur au travail et de résolution pour le socialisme », etc., tous les membres de la coopérative ont participé à la bataille. Après plus de cinq mois de lutte acharnée, ils avaient détourné le cours de 5 rivières, rasé 11 collines, comblé 21 étangs et plus de 300 ravins. Grâce à ce travail ils ont réussi à relier plus de 1 000 parcelles de terre isolée en 118 nouvelles parcelles, ce qui a permis d'agrandir la superficie totale des terres de 192 mous. Ainsi, les collines devinrent des plaines, et les ravins se sont transformés en champs fertiles. Le président Mao en a fait l'éloge suivant : « *Le village de Lijia est un bon exemple de transformation du pays dans l'esprit de Yukong (°)* (38). »

— Deuxièmement, la collectivisation des moyens de production a permis d'étendre à un domaine plus large la technique et l'organisation du travail. De plus, les expériences avancées ont pu être popularisées. En 1952, dans la coopérative agricole de production Changfeng du villa-

(38) « Quotidien du peuple » du 13-7-1957.

(°) L'esprit de Yukong : cf. « Comment Yukong déplaça les montagnes », Textes choisis de Mao Tsé-toung, pp. 346-349 *(NdT.)*.

ge du Mingxing (district de Xiaogan, province du Hubei), qui comptait 400 foyers, seuls 1,68 % des terres rapportaient deux récoltes par an. Avec le passage au type supérieur en 1956, le pourcentage des terres rapportant deux récoltes par an est passé à 16 % et la production par mou a dépassé 2 tonnes. En 1957, ce pourcentage est monté à 40 %, soit 2 415 fois plus que l'année précédente. Les membres de la coopérative ont alors dit : « *Avant l'incorporation, nous, les petits paysans, nous avions peur de prendre des risques, nos forces étaient réduites, nous n'avions pas suffisamment d'eau ni d'engrais, et nous vivions sous des menaces telles que la sécheresse, les insectes et les mauvaises récoltes.* » En comptant sur la coopérative, ils ont pu sans risque appliquer des techniques nouvelles.

— Troisièmement, la suppression de la rémunération des terres a permis d'augmenter l'accumulation collective, et donc les moyens de production, d'étendre l'utilisation du matériel agricole moderne et des machines. L'année où s'est formée la coopérative agricole de production de type supérieur de Baobei, située dans la banlieue de Shanghaï, les moyens de production de base de cette coopérative se sont considérablement accrus : on est passé d'une seule charrue à 24, de 3 barques servant au transport des produits agricoles à 5, de 3 à 12 batteuses, de 18 à 24 élévateurs d'eau. Au départ, il n'y avait pas de pulvérisateurs, la coopérative en a acheté 8 lors de son passage au type supérieur (39). Il est évident que toutes les coopératives n'ont pas atteint un niveau analogue ; cependant on a partout constaté que l'extension des machines agricoles et du matériel agricole moderne était beaucoup plus importante que le passé.

(39) « Histoire de la commune Premier Juillet » (Shangai qi yi renmin gongshe shi » ; Shanghai renmin chubanshe ban, p. 63).

— Quatrièmement, du fait que la disponibilité de la main-d'œuvre était proportionnelle à l'élargissement de la coopérative, les aptitudes des membres des coopératives de type supérieur ont pu se développer pleinement et des activités diversifiées être mises en place. Avant son passage au type supérieur, la coopérative agricole de production Tongxin (district de Jingyan, province du Sichuan) ne disposait que d'un seul terrain pour élever 23 porcs et d'un seul moulin pour ses activités auxiliaires. Dès le passage au type supérieur, les activités auxiliaires collectives telles que l'élevage de porcs, de poules, de canards, la fabrication d'objets de bambou et de bois, etc, se sont développées. 25 000 mûriers et plus de 50 arbres fruitiers ont également été plantés. Les membres de la coopérative ont déclaré : « *La coopérative agricole de type supérieur a beaucoup d'avantages et tout va mieux que l'année dernière. Nous avons réalisé tous nos projets d'activités auxiliaires, et nous sommes bien contents. Nous avons des moulins pour moudre le blé, nous avons aussi 5 porcheries, et on peut voir partout nos poules et nos canards. Nous avons aussi 7 étangs remplis de poissons et des moutons qui paissent sur la colline.* »

— Cinquièmement, par suite de la suppression de la rémunération des terres, l'ardeur au travail à la campagne augmenta d'autant plus que la répartition était faite selon le principe : « A chacun selon son travail. » En 1956, les coopératives de la province du Shanxi sont passées au type supérieur ; dans la même année, le taux de participation au travail collectif a été de 90 % (par personne) chez les hommes, soit 10 % de plus que les années précédentes, et de 70 % chez les femmes, soit de 30 % à 40 % de plus que les années précédentes. Pour ce qui est du nombre de participants au travail collectif, les hommes comptaient 25 % de plus que par le passé, et les femmes 100 % de plus. Dans la même année, deux millions d'unités de travail ont été consacrées à la construction hydraulique agri-

cole, ce qui a permis d'irriguer 4,41 millions de mous de plus dans toute la région, soit une superficie deux fois supérieure à celle irriguée en six ans, entre 1950 et 1955. En outre, plus de trois millions d'unités de travail ont été consavrées à l'entretien des terres et des cours d'eau pour protéger 1 566 mous de terre contre l'érosion, soit une superficie six fois supérieure à celle qui avait été protégée durant les six années précédentes. La superficie de terrains boisés était deux fois plus grande qu'en 1955 (40).

— Sixièmement, le passage du type inférieur au type supérieur a permis une meilleure exécution du plan national : la quantité de céréales, de coton, de matières oléagineuses et d'autres produits agricoles commercialisés a augmenté. Il est ainsi devenu possible à l'agriculture de renforcer l'industrie.

Grâce à ces qualités, les avantages de la coopérative de type supérieur ont été démontrés dès la fin de leur première année d'existence.

Si l'on compare la production agricole et la production des activités auxiliaires de 1955 à celles de 1956, les enquêtes faites dans 176 coopératives de type supérieur des huit provinces mentionnées ci-dessous reflètent la croissance suivante :

(40) « Etude » (« Xuexi » zazhi, 1957 n° 3, p. 20).

Province	Nombre de coopératives recensées	Accroissement de la production en 1956
Shanxi	6	17,21 %
Gansu	24	36,86 %
Xingjiang	5	32,81 %
Shenxi (°)	10	28,97 %
Henan	89	17,83 %
Anhui	19	18,72 %
Hubei	15	18,94 %
Hunan	8	17,43 %

(°) La production des activités auxiliaires familiales n'est inclue que pour les provinces du Shenxi, du Henan, de l'Anhui, du Hubei, du Hunan.

Ce sont les 24 coopératives de la région du Gansu qui se sont développées le plus rapidement avec une croissance de 36,86 %. Celle du Shanxi a été la moins rapide, mais elle a néanmoins été de 17,21 %. Il s'agit évidemment ici de coopératives agricoles relativement avancées. Généralement, la croissance des coopératives n'a pas été aussi importante. Il reste cependant indéniable que la production s'est accrue dans la plupart des coopératives. On peut voir ci-dessous le pourcentage de coopératives dont la production s'est accrue en 1956.

	Guajgdong : 70 % à 80 %
	Liaoning : plus de 85 %
Provinces	Shenxi : 80 %
	Shandong : 80 %
	Sichuan : 89,4 % (41)

Un an après le passage des coopératives au type supérieur, 70 % à 80 % d'entre elles connaissaient déjà une réelle croissance. N'est-ce pas là une preuve de l'avantage des

(°) La production des activités auxiliaires familiales n'est inclue que pour les provinces du Shenxi, du Henan, de l'Anhui, du Hubei, du Hunan.

(41) Documents tirés du « Quotidien du Peuple » de janvier à mars 1957.

coopératives de production agricole pleinenement socialistes ?

Il faut ici apporter des précisions complémentaires. En 1956, la Chine a subi des inondations encore plus graves qu'en 1954. En 1954, 160 millions de mous avaient été inondés, et la production de produits alimentaires avait été de 641,8 millions de tonnes. En 1956, plus de 240 millions de mous étaient détruits par les inondations, soit 70 millions de mous de plus que la superficie détruite en 1954, mais la production de produits alimentaires a atteint pourtant 730 millions de tonnes, soit 88,2 millions de tonnes de plus qu'en 1954 ; elle a dépassé même la production de 1955, année de bonne récolte, de 30,8 millions de tonnes. Tout cela s'explique par le développement à grande échelle des installations hydrauliques à la suite du passage des coopératives au type supérieur, et par un renforcement considérable de leur capacité de résistance aux calamités naturelles.

En 1955, le président Mao a déclaré : « *Les petites coopératives et les coopératives de type élémentaire contraignent d'une certaine façon l'utilisation complète de la force de travail et des moyens de production. La création des grandes coopératives et des coopératives de type supérieur brise ces contraintes et permet de faire un grand bond en avant dans le développement des forces productives et de la production* (42). » La croissance de la production dans les coopératives de type supérieur a prouvé le bien-fondé de cette prévision scientifique.

Puisque la production s'est accrue, les revenus de la grosse majorité des membres des coopératives se sont également accrus. Dans 1 030 coopératives de type supérieur de 22 provinces où l'on a enquêté en 1956, l'état des revenus était le suivant :

(42) « Notes introductoires pour l'essor du socialisme dans les campagnes chinoises », Oeuvres choisies de Mao Tsé-toung, tome 5 (à paraître).

	nombre de coop. recensées	nombre de foyers	foyers dont le revenu s'est accru	foyers dont le revenu stagna	foyers dont le revenu a baissé
régions inondées comprises	1 030	355 990	69,80 %	7,40 %	22,79 %
régions inondées non comprises	989	335 505	72,62 %	7,66 %	19,72 %

L'année où les coopératives sont passées au type supérieur, le revenu de 69,8 % des foyers a donc augmenté, régions inondées comprises ; de 72,62 %, régions inondées non comprises.

D'autres enquêtes effectuées en 1956 dans 564 coopératives de 20 provinces et régions autonomes, ont permis de relever l'état des revenus suivant :

	ensemble des foyers	foyers dont le revenu s'est accru	foyers dont le revenu stagna	foyers dont le revenu a baissé
Total	195 354	67,53 %	4,38 %	28,09 %
paysans pauvres	65 394	69,34 %	4,13 %	26,53 %
nouveaux paysans moyens paysans	39 184	72,89 %	4,10 %	23,01 %
anciens paysans moyens pauvres	35 333	64,26 %	4,61 %	31,13 %
nouveaux paysans moyens aisés	17 268	67,45 %	4,53 %	28,02 %
anciens paysans moyens aisés	23 542	61,92 %	4,88 %	33,20 %
autres couches laborieuses	2 768	62,50 %	6,43 %	31,07 %
paysans riches	5 194	57,78 %	3,81 %	38,41 %
propriétaires fonciers et autres exploiteurs	6 671	65,48 %	4,55 %	29,97 %

Ces chiffres montrent qu'en 1956, les revenus se sont accrus dans 67,53 % des foyers, qu'ils ont baissé dans 28,9 % des foyers et sont restés stationnaires dans 4,38 %. La croissance la plus importante revient aux paysans pauvres (69,34 %) et aux nouveaux paysans moyens pauvres (72,89 %). Le nombre d'anciens moyens pauvres (64,26 %) est plus élevé que celui des anciens paysans moyens aisés et des paysans riches (67,45 % pour les nouveaux paysans moyens aisés, et 61,92 % pour les anciens paysans moyens aisés). La plupart des foyers ont vu leurs revenus augmenter. C'est parmi les anciens paysans moyens aisés et les paysans

riches que le nombre de foyers dont les revenus ont baissé est le plus élevé, (respectivement 33,2 % et 31,41 %).

Les foyers de paysans pauvres et moyens pauvres dont les revenus ont baissé sont essentiellement des foyers dans lesquels certains membres sont physiquement trop faibles pour travailler ; la famille peut être nombreuse mais totaliser peu de force de travail à un moment donné. Dans les coopératives de type supérieur, grâce à une partie du fonds commun pour l'économie collective, il est possible de protéger les membres de la coopérative qui ont complètement perdu leur capacité de travail en leur fournissant nourriture, vêtements, éducation, chauffage et pension ; quant aux membres de la coopérative qui ont une grande famille mais peu de force de travail, ou qui tombent malades et n'ont donc pas de quoi nourrir leur famille, la coopérative leur assure le minimum vital en leur fournissant des allocations en argent ou en nature. C'est l'un des exemples concrets des avantages de l'économie collective socialiste.

— 3 —

Comme tout ce qui est nouveau, les coopératives de production agricole de type supérieur vont de l'avant à travers vents et marées. En 1957, accompagnée d'un courant anticommuniste néfaste sur la scène internationale et des attaques de la bourgeoisie urbaine à l'intérieur du pays, une tempête s'est levée sur la campagne chinoise. On entendait dire que le système des coopératives ne présentait aucun avantage, qu'il était mauvais, que la coopérative de type supérieur était pire que la coopérative de type inférieur, et qu'elle était encore pire que l'économie individuelle. Un certain nombre de paysans riches ont été incités à quitter les coopératives. Il s'agissait là de la continuation, dans de nouvelles conditions, de la lutte entre deux classes, entre deux voies et entre deux lignes.

Le président Mao a critiqué ce genre d'opinion : « *Qui soutient activement les coopératives ? L'écrasante majorité des paysans pauvres et moyens pauvres, qui constituent plus de 70 % de la population rurale. Les autres paysans, dans leur majorité, mettent également leurs espoirs dans les coopératives. Ceux qui sont réellement mécontents ne forment qu'une infime minorité* (43). »

Cette tempête reflétait les aspirations de cette minorité.

Au cours de l'automne et de l'hiver 1957 et du printemps 1958, notre Parti a déployé à travers toute la campagne un grand mouvement d'éducation socialiste ; des débats généraux ont été menés, afin de distinguer la voie socialiste de la voie capitaliste. Les paysans pauvres et moyens pauvres se sont élevés contre une partie des paysans moyens aisés au cours de ces débats. « *Or, derrière les paysans moyens aisés se tenaient les propriétaires fonciers et les paysans riches, qui les soutenaient tantôt ouvertement, tantôt en sous-main* (44). »

Il existait deux opinions complètement différentes. Un certain nombre de paysans moyens aisés prétendaient que la coopérative était pire que l'économie individuelle, avançant que la production des coopératives baissait tous les ans. Alors, les paysans pauvres et moyens pauvres leur réglaient soigneusement leurs comptes et ripostaient en s'appuyant sur ces enquêtes : non, la production de la coopérative s'accroissait tous les ans, ce système était plus avantageux que l'économie individuelle.

Certains paysans moyens aisés disaient : « *Il n'y a pas de liberté dans la coopérative.* » Les paysans pauvres et moyens pauvre ripostaient : « *C'est le contraire qui est vrai. Ce qui n'est pas libre, c'est l'achat et la vente des terres, ainsi que la spéculation qui est devenue impossible ; de même, on*

(43) « De la juste solution des contradictions... », Textes choisis de Mao Tsé-toung, p. 490.

(44) « Notes introductoires pour l'essor du socialisme dans les campagnes chinoises », Textes choisis de Mao Tsé-toung, p. 459.

n'a pas la liberté de ne pas travailler ; enfin, on n'a pas la liberté de refuser d'obéir à la direction et d'ignorer la discipline du travail. »

D'autres paysans moyens aisés ont dit que les paysans pauvres avaient profité des paysans riches. Non, ont expliqué les paysans pauvres et moyens pauvres, il s'agissait de l'aide mutuelle, de l'intérêt mutuel entre les paysans pauvres et moyens pauvres et les paysans riches et moyens aisés. Ils partigeaient les bénéfices entre eux.

Des paysans moyens aisés ont dit également : « *la fixation de quotas de production sur la base de la famille* » *est idéale car elle permet d'améliorer la gestion. Les paysans pauvres et moyens pauvres ont répondu qu'il n'était pas question d'adopter cette méthode qui n'était rien d'autre que l'économie individuelle. Dans les coopératives, la gestion devait être unifiée, on y travaillait collectivement ; la production était planifiée et la distribution était faite de façon centralisée. Le principe de la propriété collective des moyens de production de base ne devait jamais être écarté. Si l'on avait appliqué la méthode « fixation des quotas de production sur la base de la famille », on aurait encouragé la libre concurrence et les tendances spontanées au capitalisme et l'on aurait engagé de nouveau les coopératives dans une voie erronée et capitaliste. « La naissance d'un nouveau système de société est toujours accompagné d'un concert de cris et d'acclamations qui ne sont rien d'autres que l'éloge du nouveau système et les critiques de l'ancien »,* a dit le président Mao (45). Les paysans pauvres et moyens pauvres ont fait un accueil chaleureux et enthousiaste au nouveau système ; ils ont critiqué l'ancien système de façon profonde, aiguë et directe. Voilà ce que signifient leurs « cris » révolutionnaires.

---

(45) « Notes introductoires pour l'essor du socialisme dans les campagnes chinoises », Oeuvres choisies de Mao Tsé-toung, tome 5 (à paraître).

Ces débats animés sur le choix entre la voie socialiste et la voie capitaliste dans l'agriculture ont finalement été un mouvement d'auto-éducation pour les paysans. La contradiction entre les paysans pauvres et moyens pauvres et les paysans moyens aisés est une contradiction au sein du peuple. Il était nécessaire de critiquer les idées bourgeoises de certains paysans moyens aisés à travers ce mouvement. Mais toutes les critiques devaient être faites dans le but de les convaincre, afin qu'ils s'unissent aux paysans pauvres et moyens pauvres et les rejoignent dans la voie socialiste. Les résultats du débat ont permi non seulement aux paysans pauvres et moyens pauvres de renforcer leur confiance dans le socialisme, mais également de consolider l'union des paysans pauvres et des paysans moyens aisés. Grâce à cette union, les ennemis de classe tels que les propriétaires fonciers, etc., qui complotaient contre l'économie collective socialiste ont dû se démasquer et ont subi de graves échecs.

Ces débats animés sur la lutte entre la voie capitaliste et la voie socialiste ont été significatifs ; ils ont en effet lancé les idées fondamentales dans le domaine de l'agriculture qui ont préparé le Grand bond en avant et le Mouvement des communes populaires.

CHAPITRE III

LA COMMUNE POPULAIRE, C'EST BIEN

1 — LA COMMUNE POPULAIRE, PRODUIT INEVITABLE DU DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE ET POLITIQUE DU SOCIALISME EN CHINE

— 1 —

Les communes populaires ont vu le jour dans les campagnes chinoises en 1958, lors de la victoire éclatante du Grand bond en avant dans la production industrielle et agricole. Elles se sont faites sur une grande échelle, unissant d'une part l'industrie, l'agriculture, le commerce, la culture et l'éducation, les affaires militaires, remplissant d'autre part un rôle de direction politique et administrative.

La commune populaire est le produit inévitable du développement politique et économique du socialisme en Chine.

En 1947, après des succès décisifs obtenus sur le front économique, la révolution socialiste en Chine a remporté d'immenses victoires sur les fronts politique et idéologique. Dans les villes, une lutte héroïque a été menée contre les bourgeois droitiers ; les attaques insensées lancées contre le Parti par les éléments droitiers de la bourgeoisie anticommuniste et antisocialiste ont échoué l'une après l'autre. Dans les campagnes chinoises, à travers de larges débats sur les deux voies, socialiste ou capitaliste, a été critiquée la tendance spontanée d'une partie des paysans moyens aisés à emprunter la voie capitaliste ; les attaques des propriétaires fonciers, des paysans riches contre-révolutionnaires, des mauvais éléments et élements droitiers ont été repoussées ; puis, à travers le Mouvement de

rectification du style de travail, les rapports entre les cadres et les masses ont été régularisés et améliorés, l'idéologie conservatrice et déviationniste de droite dans la production agricole vaincue.

A travers cette révolution, la pensée Mao Tsé-toung a pénétré davantage encore l'esprit des hommes, le prestige du Parti a énormément grandi dans les campagnes, ainsi que la conscience socialiste des larges masses paysannes. Une vague de combativité a déferlé ; la révolution a exalté l'ardeur extraordinaire des masses, et les a engagées à mener la lutte des classes, la lutte pour la production et l'expérimentation scientifique. Avec enthousiasme et détermination, elles ont réaménagé les fleuves et les montagnes, modifié l'aspect arriéré de l'économie rurale.

En octobre 1947, le Comité central du Parti a publié une édition révisée du projet de « Programme sur le développement agricole en Chine ». La construction des ouvrages hydrauliques cet hiver-là a accéléré l'essor de la production agricole. Des millions de paysans, bravant le froid rigoureux, le gel et la neige sans craindre l'effort, ont construit de jour et de nuit des réservoirs et des barrages ; ils ont réaménagé les canaux, aplani les terres, frayé un chemin aux fleuves et aux rivières et fait baisser la tête aux plus hautes montagnes.

La grande terre chinoise s'est animée de tous les chants héroïques composés par le peuple révolutionnaire dans son travail.

Les constructions hydrauliques de grande envergure ont engendré de nouveaux problèmes tels que la répartition des ouvrages de grande et moyenne dimension, la planification unifiée des cours d'eau, la prise en compte de l'aménagement de chaque rive, l'investissement unifié des capitaux, la répartition unifiée de la force de travail. Après la construction des ouvrages hydrauliques, d'autres mesures devaient suivre dans la production agricole et l'agriculture, la sylviculture, l'élevage, les occupations se-

condaires devaient subir une réorganisation d'ensemble. Il était nécessaire d'industrialiser les campagnes pour soutenir les constructions hydrauliques, développer la production agricole, réaliser progressivement l'union de l'industrie et de l'agriculture. Par cette série de transformations dans les campagnes, les larges masses paysannes se sont rendu compte que la forme d'organisation des coopératives de production agricole d'origine, sur une échelle aussi petite et avec des domaines d'exploitation aussi simples, ne pouvait plus s'adapter au développement des forces productives.

A partir de ce moment et jusqu'en 1958, la réorganisation des rapports de production dans les vastes campagnes chinoises a fait apparaître de nombreuses créations nouvelles à caractère de masse. Tout d'abord, dans l'élan impétueux de ce mouvement, les paysans de nombreuses régions ont brisé les conceptions étroites et localistes, ils ont encouragé le style communiste, sont sortis de leur coopérative, de leur village, de leur canton pour entreprendre en commun la construction d'ouvrages hydrauliques, à l'échelle de la région et de la province. Puis, la réorganisation des terres, le reboisement et la sylviculture, la lutte contre les calamités naturelles, la mécanisation agricole et l'énergie hydro-électrique ainsi que l'amélioration des communications dans les campagnes ont brisé les limites étroites de la coopérative et du canton et ont permis la réalisation de la grande coopération. Au printemps 1958, suivant les directives du Comité central du P.C.C., des coopératives ont commencé à se regrouper dans certaines localités, plusieurs petites en formant une grande. Après leur regroupement, les grandes coopératives n'étaient plus seulement des unités de production agricole uniques, elles embrassaient l'industrie, l'agriculture, le commerce, la culture et l'éducation ainsi que les affaires militaires ; elles annonçaient les futures communes populaires agricoles.

Au mois de mai 1958, le P.C.C. a convoqué la deuxième session de la VIII[e] Assemblée nationale et adopté la ligne générale avancée par le président Mao lui-même : *« déployer tous ses efforts, aller toujours de l'avant pour construire le socialisme suivant le principe de quantité, qualité, rapidité et économie »*. A la lumière de cette ligne générale, l'esprit du peuple chinois s'est éveillé encore davantage, sa combativité s'est accrue et il a dépensé sans compter sa volonté et son énergie. Le socialisme a avancé victorieusement dans tous les domaines. Les campagnes chinoises ont connu un formidable bond en avant. En mettant l'industrie, les transports et communications, le commerce, la culture, l'éducation et l'armée populaire au service de l'agriculture, la production et les constructions agricoles se sont développées avec une rapidité sans précédent.

C'est dans ce nouveau contexte politique et économique que la commune populaire a pris forme et s'est constituée. Cela a été une grande création des larges masses paysannes, sous la direction de la pensée Mao Tsé-toung.

Notre grand dirigeant le président Mao, avec toute la force morale d'un révolutionnaire prolétarien, a soutenu ardemment et enrichi cette nouvelle réalité socialiste.

Au mois d'août 1958, le président Mao a indiqué : *« La commune populaire, c'est bien, car cela permet de réunir et de diriger plus facilement l'industrie, l'agriculture, le commerce, l'éducation et l'armée* (1). »

A la fin du mois d'août, le président Mao a dirigé et fixé en personne la « Résolution sur la question de l'édification des communes populaires dans les campagnes » du Comité central du P.C.C. ; il a soutenu activement la détermination de 500 millions de paysans d'établir les communes populaires. La résolution indiquait : *« Les communes populaires sont l'inévitable tendance du développe-*

(1) « Drapeau rouge » (« Hong qi » zazhi 1958 n° 9, p. 22).

ment de la situation. Non seulement le regroupement en communes populaires de grande dimension est apparu, mais celles-ci se sont déjà largement développées dans un grand nombre d'endroits, parfois même très rapidement, permettant en peu de temps leur essor rapide dans le pays tout entier, essor qu'il est impossible d'arrêter ».

Après la publication de la Résolution, les larges masses de paysans pauvres et moyens pauvres ont accueilli dans la joie et l'allégresse le mot d'ordre « la commune populaire, c'est bien » propagé dans tout le pays ; ce mot d'ordre a suscité aussitôt l'essor du mouvement des communes. Dans toute la Chine et en quelques mois seulement, les communes populaires ont été mises en place pour l'essentiel. Le tableau ci-dessous indique leur développement entre août et décembre 1958 (2) :

	fin août 1958	mi septembre 1958	fin décembre 1958
Nombre de communes populaires	8 730	26 425	26 578
Nombre de foyers dans les communes populaires (en milliers)	37 780	121 940	123 250
% de foyers paysans dans les communes populaires par rapport au nombre total de foyers paysans	30,4 %	98 %	99,1 %
Nombre moyen de foyers dans chaque commune populaire	4 328	4 614	4 637

A la fin du mois de décembre 1958, dans toute la Chine,

(2) « Dix grandes années » (« Wei da de shi nian » ; renmin chubanshe ban, p. 36).

740 000 coopératives de production agricoles étaient réorganisées en 26 000 communes populaires environ, 110 millions de foyers paysans rejoignaient les communes qui intégraient ainsi plus de 90 % des foyers paysans. Le système des communes populaires dans les campagnes chinoises remportait une immense victoire.

— 2 —

Les communes populaires se sont consolidées et développées continuellement dans la lutte.

Dès leur établissement, Liu Shaoqi et sa clique ont propagé la thèse du « vent de communisme ». Ils ont utilisé la volonté des cadres et des masses d'accélérer l'édification du socialisme et leur manque d'expérience dans l'édification des communes populaires pour déformer par tous les moyens la nature des communes populaires. Ils ont confondu à dessein système de propriété collective et système de propriété du peuple tout entier ainsi que socialisme et communisme. Ils ont préconisé l'abolition de la production marchande et de la loi de la valeur, et le principe « une égalité deux distributions » (égalitarisme absolu et distribution gratuite) ; ils ont tenté en vain d'abattre les communes populaires, ils ont saboté l'union des villes et des campagnes, et l'alliance des ouvriers et des paysans.

Le président Mao a critiqué aussitôt les propos absurdes de la clique Liu Shaoqi. En décembre 1958, la 6e session plénière du Comité central issu du 8e congrès s'est réunie et a publié la « Résolution sur quelques problèmes des communes populaires ». Cette résolution, partant de la théorie et des principes politiques, mettait en lumière une série de questions relatives aux communes populaires : leur nature, l'orientation de leur développement, leurs objectifs de production, leur système de répartition ; elle indiquait en outre de façon percutante : « *Certains, en même temps qu'ils ten-*

tent une entrée prématurée dans le communisme, essaient d'abolir prématurément la production et les échanges marchands, rejettent prématurément le rôle positif des marchandises, de la valeur, de la monnaie, des prix ; ce point de vue ne correspond pas au développement de l'édification socialiste et, de plus, il est totalement erroné. » En février 1959, le président Mao a convoqué une session élargie du Bureau politique du Comité central à Zhengzhou. Cette session a à nouveau critiqué l'erreur du « vent de communisme », et montré clairement qu'à l'époque, les communes populaires devaient mettre en pratique les principes suivants : répartition des échelons dans l'administration et la gestion, rémunération proportionnelle au travail fourni. Après la session, suivant les directives du président Mao et la résolution publiée à l'issue de cette session, tout le pays a entrepris la réorganisation des communes populaires. Il a été établi que l'étape actuelle des communes populaires serait basée sur la propriété à trois échelons ; équipe - brigade - commune avec l'équipe comme base ; en suivant la ligne révolutionnaire prolétarienne du président Mao, les communes populaires ont pris le chemin d'un nouveau développement.

C'est à ce moment précis qu'une lutte aiguë entre deux lignes a alors commencé. Au cours du second semestre de 1959, lors de la conférence de Lushan convoquée par le Comité central du Parti communiste chinois, l'élément antiparti Peng Dehuai s'est dévoilé, il a lancé des attaques contre la ligne générale de l'édification socialiste, contre le Grand bond en avant et les communes populaires, il s'est opposé au mouvement de masse révolutionnaire, et il a protesté contre l'expérience des communes populaires qu'il a qualifiée de « prématurée » et de « ratée ». Cela correspondait tout à fait aux besoins des ennemis de classe tant en Chine qu'à l'étranger. Le président Mao a indiqué : « *La lutte apparue à Lushan est une lutte de classes, c'est la continuation de la lutte à mort entre les deux grandes classes*

antagonistes, la bourgeoisie et le prolétariat, dans le processus de révolution socialiste de ces dix dernières années (3). » Sous la direction du président Mao et du Comité central du Parti, le complot mené par la clique antiparti dirigée par Peng Dehuai a été écrasé dans la lutte. Critiquant la nature réactionnaire de leur opportunisme de droite, le Parti tout entier ainsi que le peuple chinois ont vu encore plus clairement la nécessité des communes populaires ainsi que leur immense supériorité.

Mais la lutte n'était pas terminée pour autant.

De 1960 à 1962, l'économie nationale chinoise a rencontré des difficultés momentanées dues au sabotage de la clique krouchtchévienne et aux trois années consécutives de calamités naturelles.

La clique de Liu Shaoqi et Lin Biao a alors pensé que son heure avait sonné et elle a à nouveau remis le débat sur le tapis : les communes populaires sont-elles bien ou « ratées » ? Elle faisait chorus avec l'impérialisme et le révisionnisme international antichinois, lançait publiquement un programme réactionnaire pour restaurer le capitalisme, préconisait le système des « trois libertés, une garantie », « l'agriculture doit faire marche arrière, et revenir à la fixation des quotas de production sur la base de la famille et au travail individuel ».

En septembre 1962, le président Mao a convoqué la 10e session plénière du Comité central issu du 8e congrès. Au cours de cette réunion, le président Mao a donné à tout le Parti, à toute l'armée et à tout le peuple cette grande directive : « *On ne doit jamais oublier la lutte des classes.* » Il a fait le bilan des expériences acquises tant en Chine que dans le Mouvement communisme international, et présenté en la complétant la ligne fondamentale du Parti dans l'étape historique du socialisme ; il a indiqué la voie de la révolution ininterrompue sous la dictature du prolétariat. En même

(3) « Drapeau rouge » (« Hong qi » zazhi 1967 n° 13, p. 22).

temps, avec le « Projet pour la rectification du travail dans les communes populaires agricoles » (également appelé les « 60 articles »), on a critiqué sévèrement les absurdités révisionnistes comme ces fameuses « trois libertés, une garantie ». Le rêve insensé de Liu Shaoqi et Lin Biao de restaurer le capitalisme en Chine a alors complètement échoué.

Immédiatement après, le président Mao a déclenché en personne le Mouvement d'éducation socialiste dans les campagnes. Au mois de mai 1963, le président Mao a fixé la « Décision du comité central du P.C.C. sur quelques questions touchant le travail actuel dans les campagnes (projet) ». Ce brillant document a servi de programme. En introduction à ce document, le président Mao a formulé la question suivante : d'où viennent les idées justes ? Il a critiqué l'empirisme idéaliste de Liu Shaoqi et Lin Biao, il a exposé les principes fondamentaux de la théorie matérialiste du reflet, il a enrichi et développé le marxisme. S'appuyant sur cette théorie, ce document analyse à fond l'amélioration constante de la situation des campagnes chinoises, la question de savoir sur qui s'appuyer dans la révolution socialiste, et l'édification du socialisme ; il fixe les principes politiques et les méthodes appropriés du Mouvement d'éducation socialiste. Le président Mao a indiqué : « *C'est une lutte qui doit forger des hommes nouveaux et organiser un nouveau détachement révolutionnaire, une lutte aiguë qui doit répondre du tac au tac aux assauts insensés des forces féodales et capitalistes lancées contre nous.* »

Le président Mao annonça à tout le Parti : « *La lutte de classes, la lutte pour la production et l'expérimentation scientifique sont les trois grands mouvements révolutionnaires de l'édification d'un pays socialiste puissant. Ces mouvements constituent une sûre garantie permettant aux communistes de se garder de toute bureaucratie, de se pré-*

(4) « Quotidien de la libération » du 17-7-1967.
(5) « Quotidien du Peuple » du 14-7-1964.

munir contre le révisionnisme et le dogmatisme et de demeurer toujours invincibles, une sûre garantie permettant au prolétariat de s'unir avec les larges masses travailleuses et de pratiquer une dictature démocratique. Sinon, toutes les inepties propagées par les propriétaires fonciers, les paysans riches, les contre-révolutionnaires et les mauvais éléments auront finalement un effet corrosif sur nos cadres, nous ne ferons plus de distinction entre nos ennemis et nous et entrerons en collusion avec eux, notre unité éclatera et chacun sera tiré ou poussé dans tous les sens. Beaucoup d'ouvriers, de paysans et d'intellectuels se laisseront influencer par l'ennemi et en peu de temps, quelques années, une dizaine d'années, quelques dizaines d'années tout au plus, le pays tout entier connaîtrait une restauration contre-révolutionnaire, le Parti marxiste-léniniste se transformerait en parti révisionniste, en parti fasciste, et la Chine changerait de couleur. »

Pour mieux briser le Mouvement d'éducation socialiste en plein essor, Liu Shaoqi a avancé hâtivement une ligne bourgeoise réactionnaire « de gauche » en apparence. Il voulait masquer la nature de la lutte entre les deux voies, entre les deux classes dans les campagnes et détourner le mouvement de son orientation. Il noircissait à dessein l'excellente situation existant dans les campagnes, tout en colportant son œuvre immonde : « L'expérience de Taoyuan. » Il frappait un grand nombre pour protéger une minorité et s'opposait par tous les moyens à la ligne révolutionnaire prolétarienne du président Mao.

Mais en définitive, il n'est jamais arrivé à ses fins.

De fin 1964 à début 1965, le président Mao a convoqué une réunion de travail du Comité central, au cours de laquelle il a présenté « Quelques questions actuelles sur le Mouvement d'éducation socialiste dans les communes populaires » (appelé aussi les « 23 points »). Il y attaque vivement la ligne bourgeoise réactionnaire de Liu Shaoqi, critique ses propos absurdes, ses prétendues « interpénétrations

des contradictions à l'intérieur et hors du Parti » et sa « contradiction entre les quatre clairs et les quatre obscurs ». Il indique : « *La contradiction de classes et la lutte de classes entre le prolétariat et la bourgeoisie, la lutte entre la voie socialiste et la voie capitaliste existent pendant toute la période de transition. Oublier cette théorie et cette pratique fondamentales qui furent celles du P.C.C. au cours de ces dix dernières années nous mènerait sur une fausse voie* (6). » En outre, il a indiqué clairement, et pour la première fois, que « *le point le plus important de ce mouvement, c'est que certains responsables engagés dans la voie du capitalisme se trouvent à l'intérieur du Parti* (7) ». Les « 23 points » insistaient sur le fait que le Mouvement d'éducation socialiste devait saisir les lois de la lutte de classes et de la lutte entre la voie socialiste et la voie capitaliste, s'appuyer sur la classe ouvrière, les paysans pauvres et moyens pauvres, les cadres révolutionnaires, les intellectuels révolutionnaires et les autres révolutionnaires, unir plus de 95 % des masses, plus de 95 % des cadres. Ces directives clairvoyantes du président Mao ont rectifié la voie du Mouvement d'éducation socialiste dans les campagnes, déterminé la ligne et les principes politiques justes pour développer progressivement et consolider davantage le socialisme dans les campagnes.

En 1966, le président Mao a lancé et dirigé en personne la Grande révolution culturelle prolétarienne, à laquelle ont participé des centaines de millions de Chinois. Cette révolution a été « *la grande révolution politique du prolétariat contre la bourgeoisie et les classes exploiteuses, la continuation de la lutte prolongée entre le P.C.C., les larges masses révolutionnaires sous sa direction et les réactionnaires du Guomindang* (8) ». Pendant la Grande révolution culturelle

(6) « Drapeau rouge » (« Hong qi » zazhi 1966 n° 13, p. 4).
(7) « Quotidien du Peuple » du 8-8-1966.
(8) « Quotidien du Peuple » du 10-4-1968.

prolétarienne, les chefs des deux quartiers généraux de la bourgeoisie ont été abattus, leur ligne révisionniste critiquée à fond ; la révolution socialiste dans les campagnes a avancé en profondeur, la conscience socialiste des paysans s'est davantage élevée, le système des communes populaires s'est encore plus consolidé. Le déclenchement et l'extension du Mouvement de critique contre Confucius et Lin Biao ont été la continuation et le développement de la Grande révolution culturelle prolétarienne ; dans les domaines de la superstructure, cette lutte politique et idéologique a confirmé la victoire du marxisme sur le révisionnisme, du prolétariat sur la bourgeoisie. A travers la critique de la ligne révisionniste de Lin Biao et la critique de la voie de la restauration rétrograde prônée par Confucius et Mencius, les larges masses de paysans pauvres et moyens pauvres et les membres des communes se sont aguerries dans la lutte de classe et la lutte de ligne, elles ont combattu et prévenu le révisionnisme. En persévérant dans la voie socialiste, en s'opposant à la voie capitaliste, en poursuivant la révolution ininterrompue sous la dictature du prolétariat et en s'opposant à la restauration rétrograde, elles ont puissamment contribué au développement de l'économie collective socialiste ; aussi le système des communes populaires dans les campagnes s'est-il consolidé et développé avec une vigueur sans précédent.

2 — LE SYSTEME ECONOMIQUE DE BASE DES COMMUNES POPULAIRES

— 1 —

La commune populaire résulte de la fusion des pouvoirs politique et administratif, elle est l'unité de base de la société socialiste chinoise, l'unité de base du pouvoir de dictature du prolétariat dans les campagnes. Constituée sur la base du regroupement des coopératives agricoles de production de type supérieur, elle répond aux besoins du développement de la production. Elle représente l'étape supérieure du développement de l'économie collective socialiste.

Sa caractéristique est d'être « à la fois vaste et commune » (9).

Vaste signifie que la commune populaire couvre une grande superficie. La coopérative de type élémentaire ne regroupait environ que cinquante foyers, la coopérative de type supérieur environ deux cents foyers et la commune populaire en regroupe entre mille et deux mille. Son domaine d'exploitation s'est aussi considérablement élargi.

Commune signifie propriété commune des moyens de production de la commune populaire, débordant l'ancien cadre des coopératives de type supérieur. A l'étape actuelle, le système de propriété est un système à trois échelons : équipe de production, brigade de production et

(9) « Drapeau rouge » (« Hongqi » zazhi 1958 n° 8).

commune populaire avec l'équipe de production comme unité comptable de base.

Le système de propriété de la commune est encore celui de la propriété collective, mais il porte déjà en lui les germes du système de propriété du peuple tout entier. Partout où a été pratiqué le système de propriété de la commune, le développement des forces productives a brisé les contraintes et les limites de la brigade de production (qui correspondait à l'ancienne coopérative de type supérieur) et de l'équipe de production ; il a élargi leur champ d'action.

En tenant compte de la situation concrète des brigades de production et des exigences du plan d'Etat, la commune propose aux brigades un projet de plan de production, puis apporte des modifications conformes au plan de production fixé par les brigades, renforçant ainsi la planification de la production agricole.

La commune peut mobiliser plusieurs brigades de production ou la commune entière pour la construction de base d'ouvrages hydrauliques ou pour d'autres ouvrages utiles à la production agricole et qui dépassent le cadre des seules brigades.

La commune se charge du fonctionnement des machines de grande dimension et du réseau de réparation et d'entretien des machines agricoles lorsque les brigades et équipes de production ne sont pas encore en mesure d'effectuer ce travail.

La commune se charge des travaux relatifs aux transports et aux communications, des travaux électriques et industriels de grande envergure qui en peuvent être assumés par les seules brigades de production.

La commune peut exploiter les pépinières, pâturages, pêcheries et activités secondaires de grande envergure, dont les brigades de production ne peuvent assumer seules le fonctionnement.

Le système de propriété à l'échelon de la brigade de production est un système intermédiaire entre la commune et l'équipe de production ; concrètement, la brigade de production dirige et contrôle chaque équipe de production suivant le plan d'Etat pour le développement de la production. De plus, elle entreprend les travaux dépassant les possibilités d'exploitation d'une ou plusieurs équipes de production.

La commune et la brigade de production ont en général une comptabilité séparée. Leur developpement repose essentiellement sur l'accumulation proprement dite. La commune et la brigade ne peuvent pas déplacer à leur gré les fonds, les biens matériels et la force de travail des équipes de production ; au contraire, tout ce qu'elles entreprennent sert en premier lieu au développement de l'agriculture et des activités secondaires des équipes de production ainsi qu'aux besoins des membres de la commune. Par conséquent, plus elles se développent, plus elles favorisent le développement de l'économie des équipes de production ; elles ne les affaiblissent en aucun cas.

En Chine, à l'étape actuelle, la commune populaire garde l'équipe de production comme unité comptable de base. C'est-à-dire que les moyens de production agricole les plus importants (terres, bêtes de trait, instruments aratoires, pentes boisées et plans d'eau) appartiennent pour la plupart à l'équipe de production ; la plus grande partie de la force de travail participe à la production dans le cadre de l'équipe de production ; les produits du travail sont répartis pour l'essentiel sur la base de l'équipe de production. L'équipe de production a une réelle autonomie dans le domaine de la gestion et de la production. Ce qui veut dire qu'en gardant comme axe l'accomplissement du plan d'Etat, elles peuvent entreprendre les cultures en fonction des conditions locales, organiser rationnellement la vie des paysans, déterminer les mesures à prendre pour augmenter la production, sélectionner et choisir les se-

mences de qualité, fixer les méthodes d'évaluation du travail et d'attribution des points, organiser les paysans inactifs dans les travaux subsidiaires, etc.

Quelques communes populaires prennent la brigade comme unité comptable de base.

Le système des communes populaires présente une grande supériorité sur les coopératives de type supérieur. A l'étape actuelle, vu la situation dans la plupart des régions en Chine, le système de « propriété à trois échelons, avec l'équipe comme base » est relativement bien adapté à la situation des forces productives à la campagne. Après l'établissement des communes populaires, l'aménagement de base des champs et les entreprises au niveau des équipes se sont largement développés, le nombre des machines agricoles a également augmenté. Pourtant, le degré de mécanisation de l'agriculture des campagnes chinoises n'est pas dans l'ensemble très élevé et la production agricole repose encore, pour l'essentiel, sur la force humaine et la force animale ; les bases matérielles de la commune et de la brigade ne sont pas encore assez solides, le développement économique reste inégal entre les différentes brigades ou équipes de production d'une même commune. Prenons par exemple le district de Shanghai dans la municipalité du même nom. En 1974, le revenu moyen par habitant des brigades les plus riches était de 1,3 fois supérieur à celui des brigades les plus pauvres et le revenu moyen des équipes les plus riches était de 2,7 fois supérieur à celui des équipes les plus pauvres (10). Les différences dans ce district ne sont pas encore trop importantes. Dans de telles circonstances, on pratique généralement le système de propriété à trois échelons avec l'équipe de production comme unité comptable de base, en admettant les différences de revenus et de production d'une brigade à l'autre et d'une équipe à l'autre. La pratique a prouvé

(10) « Etude et critique » (« Xuexi yu pipan » 1975 n° 7, p. 6).

qu'un tel système, en favorisant la mobilisation des équipes de production et l'esprit d'initiative des membres des communes, stimule le développement de l'économie collective.

Un simple regard sur les chiffres permet de constater que le système de propriété des équipes de production occupe une place prépondérante dans le système de propriété à trois échelons des communes populaires ; la place occupée par le système de propriété des communes ou des brigades est encore assez faible. Mais en tenant compte de la situation dans son développement, la place du système de propriété des brigades de production et des communes doit progressivement s'accroître et prendre peu à peu une position dominante. Cette tendance se manifeste de plus en plus clairement dans les communes où l'économie collective se développe rapidement. Prenons comme exemple la commune populaire « Premier Juillet » dans la banlieue de Shanghai : à la fin de l'année 1973, le revenu global à l'échelon de la commune était de 7,38 millions de yuans, soit 334 % du revenu d'avant la Révolution culturelle. L'ensemble des revenus à l'échelon des brigades de production se montait à 1,68 million de yuans, soit 442 % du revenu de 1965 ; l'ensemble des revenus à l'échelon des équipes de production se montait à 5,5 millions de yuans, soit 290 % du revenu de 1965. L'accroissement des revenus à l'échelon de la commune et des brigades était effectivement plus rapide que celui des équipes de production (11). En 1967, dans la commune populaire Liuying de la banlieue de Shijianzhuang, le revenu global se répartissait ainsi : 2,4 % à l'échelon de la commune, 7 % à l'échelon des brigades et 90,8 % à l'échelon des équipes de production ; en 1972, le revenu global s'est élevé jusqu'à 10 % à l'échelon de la commune, à 12 % à

(11) « Histoire de la commune Premier Juillet » (« Shangai qi yi renmin gongshe shi » ; Shangai renmin chubanshe ban, p. 174).

l'échelon des brigades, et il est tombé à 78 % à l'échelon des équipes de production. Les parts de la commune et des brigades ont augmenté. Bien qu'à l'heure actuelle, le poids de l'économie des communes et des brigades ne soit pas très important, leur développement est la première garantie pour réduire progressivement les différences entre les brigades de production et entre les équipes de production, pour accélérer la modernisation de l'agriculture et passer progressivement à une comptabilité unique des communes.

La commune populaire est une grande création du peuple chinois guidé par la pensée Mao Tsé-toung. Son apparition a réfuté le point de vue longtemps répandu selon lequel l'économie collective socialiste stagnait, et elle a posé de nouveaux principes d'économie politique socialiste :

1 — Le système de propriété collective n'est pas figé, l'économie du système de propriété collective porte en elle un processus de développement qui va de l'échelon inférieur à l'échelon supérieur, du petit au grand. On se trouve à l'heure actuelle et d'une façon générale dans un système de propriété à trois échelons avec l'équipe de production comme unité comptable de base. Au fur et à mesure que se généralise et que grandit le mouvement pour s'inspirer de Dazhai, au fur et à mesure que se développe la grande agriculture socialiste et en particulier l'économie de la brigade et de la commune, le système de propriété avec l'équipe de production comme unité comptable de base se transforme, lorsque les conditions le permettent, en système de propriété avec la brigade puis la commune comme unités comptables de base.

2 — Dans la période socialiste, on doit transformer le système de propriété collective en système de propriété du peuple tout entier, puis transformer ces deux systèmes de propriété en un système unique de propriété socialiste du peuple tout entier. « *Le passage du système de propriété*

collective au système de propriété du peuple tout entier, puis des deux systèmes de propriété au système unique de propriété du peuple tout entier nécessite un processus de développement assez long. Le système de propriété collective suit également un processus de développement qui va de l'échelon inférieur à l'échelon supérieur, du petit au grand. Du fait de son mode d'organisation, le système des communes populaires créé par le peuple chinois, permet justement de résoudre les problèmes posés par cette transformation (12). »

La révolution se développe sans cesse et se divise en plusieurs étapes. Le développement du système de propriété collective, le passage du système de propriété collective au système de propriété du peuple tout entier constituent chacun une étape, chaque étape ayant une stabilité relative, c'est-à-dire relativement solide, mais non figée. Comme les forces productives se développent sans cesse, le système de propriété des moyens de production subit nécessairement des transformations proportionnelles à ce développement. Lorsque les conditions préalables à la transition d'un système à l'autre ne sont pas réunies, modifier trop tôt le système de propriété pourrait influencer et freiner le développement des forces productives ; par contre, lorsque les conditions sont réunies, la stagnation du système de propriété en place gènerait leur développement. Le mouvement de masse actuel « Que l'agriculture prenne exemple sur Dazhai » accélère le développement des entreprises communales et de la mécanisation agricole, réduit progressivement les différences entre les équipes de production. De même, il crée les conditions pour accélérer prioritairement le développement des forces productives dans l'agriculture, pour faire passer ensuite le système de propriété collective de l'échelon inférieur à l'échelon supérieur, du petit au grand, et enfin, à la suite d'un

(12) « Quotidien du Peuple » du 14-7-1964.

processus de développement assez long, pour passer de ces deux systèmes de production à un système unique de propriété du peuple tout entier.

Les communes populaires progressent victorieusement, mais la lutte entre deux classes, entre deux voies, est encore très aiguë. La question du système de propriété est toujours à l'ordre du jour dans la lutte qui oppose au développement du système de propriété socialiste un retour en arrière, avec le système de « fixation des quotas de production sur la base de la famille ».

Ce sont Liu Shaoqi et Lin Biao qui ont prôné ce système qui rétablissait de fait le travail individuel et restaurait le capitalisme à la campagne. En voici les principales composantes :

1 — Les moyens de production correspondant au volume de production familiale (bêtes de trait, outils agricoles, semences et engrais) sont tôt ou tard répartis entre les familles, faute de quoi elles ne pourraient assurer leur volume de production. La terre continue à s'appeler « terre commune », pour augmenter leur volume de production, les cultivateurs investissent en fait une quantité inégale de capitaux et de travail sur leurs terres. Et lorsque la nature du sol se modifie, ils se heurtent à de grosses difficultés. La fixation des quotas de production sur une base familiale aboutit à une parcellisation de la terre et rétablit le travail individuel. Lorsqu'en 1962, Liu Shaoqi et Lin Biao ont prôné ce système, des paysans du district de Jurong (province du Jiangsu) ont demandé à un paysan moyen aisé qui défendait ce système : « Tu dis que le travail individuel, c'est bien ; mais maintenant qu'on utilise en commun l'énergie électrique, comment vas-tu résoudre le problème du travail individuel ? » Il a répondu : « Il n'y a qu'à délibérer entre nous avant de se servir des biens publics ! » Les paysans lui ont aussi demandé : « Comment répartir les champs fertiles et les terres incultes avec ce système de production familiale ? » Il a répondu :

« C'est simple, chacun prend ce qui lui appartient ! ». Les réponses de ce paysan moyen aisé montrent bien la nature rétrograde de ce système.

2 — La « fixation des quotas de production sur la base de la famille », en gardant la famille comme unité de base, éparpille la production tandis que le volume de production et les revenus ne se déterminent plus que par le travail de chaque individu et par leur condition de production. Une minorité de paysans moyens aisés qui possèdent les capitaux suffisants, de nombreux engrais, une solide force de travail et de bonnes conditions de production peut accroître sa production et augmenter ses revenus ; par contre, la majorité des paysans pauvres et moyens pauvres rencontre des difficultés à cause de ses mauvaises conditions de production. L'hypothèque et la location des champs, le salariat, le prêt à usure réapparaissent inévitablement, et la division des classes renaît dans les campagnes.

3 — Lorsque les équipes appliquent ce système, les rapports entre l'Etat, la collectivité et les membres de la commune, ne sont jamais correctement réglés. L'exploitation parcellaire influence et entrave inévitablement le plan d'Etat pour la production et pour l'achat des produits agricoles ; l'influence spontanée du capitalisme réapparaît. Certains disaient que la « fixation des quotas de production sur la base de la famille » ne changeait pas le système de propriété, mais seulement le système et les méthodes de gestion, mais ce point de vue est faux. En apparence, ce système ne modifie que les méthodes de gestion, mais en réalité, « dès que le filet tombe », c'est le corps entier qui est prisonnier » et le système de propriété serait vite transformé. Lorsque la clique révisionniste de Krouchtchtev et Brejnev a usurpé le pouvoir en U.R.S.S. et restauré le capitalisme, elle n'a pas proclamé officiellement le rétablissement de la propriété privée des moyens de production, mais sous divers prétextes, elle a par con-

tre remis en vigueur des méthodes de gestion visant à transformer le système de propriété socialiste en système de propriété capitaliste. Les révisionnistes travaillent toujours incidieusement à la restauration du capitalisme sous le manteau du socialisme.

Les moyens de production essentiels des communes populaires appartiennent à la collectivité. A l'étape actuelle, lorsque l'économie collective s'organise activement, que rien n'entrave son développement et qu'elle est garantie, les membres des communes peuvent exploiter des parcelles individuelles et entreprendre d'autres activités subsidiaires familiales pour safisfaire divers besoins. Conformément aux directives fixées par le Parti, les produits et revenus provenant des parcelles individuelles et des activités subsidiaires familiales appartiennent aux membres des communes.

Les parcelles individuelles et les diverses activités subsidiaires familiales sont encore par nature des vestiges de l'économie individuelle, de la petite production marchande soumise à la loi de la valeur, en contradiction avec l'économie collective. Si l'éducation socialiste des membres des communes n'est pas fréquemment prise en charge, si le laisser-aller est favorisé, si les membres des communes sont libres d'investir toutes leurs forces dans leurs parcelles individuelles et leurs activités subsidiaires familiales, au point d'enfreindre la loi sur l'extention des parcelles et de s'isoler dans le travail individuel, le développement et la consolidation de l'économie collective en subit les conséquences et le capitalisme réapparaît. C'est à ce niveau que se situe la lutte entre les deux voies.

Pour prévenir cette tendance spontanée à suivre la voie capitaliste, il faut, primo, s'en tenir fermement au rôle politique dirigeant du prolétariat et à l'orientation socialiste, éduquer les paysans dans le sens d'un soutien à l'économie collective pour qu'ils se mobilisent et participent activement à la production collective et qu'ils mènent

à bien en priorité l'économie collective. Secundo, la superficie des parcelles individuelles fixée par l'Etat doit être rigoureusement respectée, on ne peut ni empiéter sur les champs collectifs pour accroître les parcelles individuelles, ni défricher arbitrairement des terres incultes. L'exploitation des parcelles individuelles et les activités subsidiaires familiales ne peuvent se faire que pendant le temps libre qui suit le travail collectif et pendant les congés. Les activités subsidiaires familiales ne doivent pas se transformer en activités principales, le développement des activités subsidiaires isolées ne doit pas déboucher sur l'abandon des travaux agricoles au profit du commerce. Tertio, les activités subsidiaires familiales doivent se soumettre à la politique d'Etat et aux directives de l'économie collective. Avec le soutien de l'organisation de chaque échelon des communes populaires, des coopératives de vente et de consommation, des coopératives d'artisanat, et enfin, des entreprises d'Etat, les activités subsidiaires familiales renforcent leurs liens avec l'économie d'Etat et l'économie collective, et le caractère planifié de l'agriculture est renforcé. On a pu de cette façon contrecarrer efficacement la ligne révisionniste des « trois libertés, une garantie » prônée par Liu Shaoqi et Lin Biao, prévenir le développement spontané du capitalisme et développer sainement les activités subsidiaires familiales des membres des communes.

— 2 —

A l'heure actuelle, les produits des communes populaires sont répartis entre les trois échelons : commune populaire, brigade de production et équipe de production ; la plus grande partie de ces produits est répartie à l'intérieur de l'équipe de production. Nous analyserons tout d'abord

le problème de la répartition des produits à l'échelon de l'équipe de production.

Les revenus annuels de l'équipe de production, c'est-à-dire, l'agriculture, la sylviculture, l'élevage, les activités subsidiaires et la pisciculture forment le produit global annuel. Le produit global est le produit restant à la consommation une fois le procès de production achevé ; il ne comprend pas les cultures d'hiver non encore récoltées, le jeune bétail, les truies, les jeunes plants, etc. Dans le processus réel de répartition, le produit global devient ce qu'on appelle le revenu global partageable.

Le produit global doit d'abord retrancher la part annuelle de compensation d'usure et d'entretien des moyens de production. Marx a dit : « *Les conditions de la production sont aussi celles de la reproduction. Une société ne peut reproduire, c'est-à-dire produire d'une manière continue sans retransformer continuellement une partie de ses produits en moyens de production, en éléments de nouveaux produits* (13). » La production collective des équipes de production n'y fait pas exception.

La compensation d'usure et d'entretien des moyens de production revêt généralement deux formes. 1) La compensation d'usure du capital fixe (machines, bêtes de trait, etc.) revêt la forme de frais d'amortissement. Chaque année, une certaine quantité de fonds est retirée qui se reconvertit quelques années plus tard en capital fixe. 2) La compensation des dépenses de semences, engrais, fourrages, insecticides, électricité et matières oléagineuses est analogue au fond de roulement dans l'industrie. La compensation varie en fonction des dépenses annuelles. Ces deux compensations s'appellent dépenses de production. Au moment où elles retranchent les dépenses de production, certaines équipes de production ne calculent pas les frais d'amortissement, et les dépenses de production

(13) « Le capital » de K. Marx, Ed. Sociales, livre I, t. 3, p. 9.

retenues sont alors incomplètes ; ces équipes enfreignent alors les lois de la reproduction.

L'augmentation du capital fixe dépend aussi, dans une large mesure, du développement de la mécanisation agricole et de l'accroissement du nombre de machines. La non-prise en compte des frais d'amortissement, ne permet pas d'assurer de reproduction simple et encore moins de reproduction élargie.

Une fois la part annuelle de compensation d'usure et d'entretien des moyens de production retranchée du produit global, le reste est réparti entre l'Etat, la collectivité et l'individu.

L'Etat perçoit un impôt sur l'agriculture et sur les activités subsidiaires. C'est là une importante contribution des paysans à l'édification du pays et à la défense nationale, mais une grande part de cet impôt est réinvesti dans le développement de la modernisation agricole, de la culture, de l'éducation, de la santé, etc., à la campagne.

Dans la part revenant à la collectivité, nous trouvons :

1°) les fonds de réserve et d'épargne : les premiers sont utilisés comme fonds d'accumulation pour la reproduction élargie de l'économie collective ; les seconds comme fonds de secours et de garantie pour faire face aux calamités naturelles et autres imprévus ;

2°) les fonds publics : ils sont réservés au bien-être de la collectivité, à la prise en charge des familles en difficulté et des membres des communes : vieux, faibles, orphelins, veuves et infirmes sans soutien ;

3°) les dépenses administratives : elles servent aux frais d'administration.

La part revenant à l'Etat reste relativement stable pendant une longue période. La part revenant à la collectivité et à l'individu peut subir de fréquentes fluctuations ; ces fluctuations constituent le rapport entre fonds d'accumulation et fonds de consommation.

Pour assurer un développement et un élargissement de

l'économie collective, il faut accroître progressivement le fonds d'accumulation.

L'accumulation est en effet la base de la reproduction élargie. Dans une situation stable, la quantité de fonds d'accumulation détermine pour l'essentiel la rapidité et l'extension de la reproduction élargie dans l'économie collective. Plus l'accumulation augmente et plus la base de l'économie collective s'élargit, plus elle se consolide. La prospérité des communes, des brigades de production et des équipes de produciton augmente d'autant leur accumulation. Naturellement, à un niveau de production donné, il existe toujours des contradictions entre l'augmentation de l'accumulation et l'augmentation des revenus individuels. Lorsque l'accumulation est élevée, paradoxalement les revenus individuels augmentent plus lentement. Mais cela ne constitue pour les membres des communes qu'une contradiction entre intérêts à long terme et intérêts à court terme. Ainsi, lorsque l'accumulation augmente, du point de vue des intérêts à court terme, les revenus individuels augmentent certes lentement, mais du point de vue des intérêts à long terme, ce sont les conditions qui sont créées pour augmenter plus tard les revenus individuels. Ceux qui, comme Liu Shaoqi et Lin Biao, ont repris à leur compte les absurdités de Lassalle sur « la non-réductibilité des revenus individuels » et préconisé une « répartition et consommation complète de tous les bénéfices », voulaient démembrer et détruire l'économie socialiste et aller à l'encontre des intérêts vitaux de la majorité des membres des communes.

Il est évident que l'accumulation ne saurait être excessive, s'accroître démesurément. Le surproduit de l'économie collective est la base de l'accumulation, mais dans les conditions actuelles en Chine, où le niveau des revenus et celui de la production agricole restent faibles, le surproduit n'est pas encore considérable. De même, le surproduit ne peut être entièrement réservé à l'accumulation,

une partie devant toujours servir à l'amélioration des conditions de vie des membres des communes ainsi qu'à d'autres domaines. Le président Mao nous a enseigné : « *Pour la répartition, nous devons prendre en considération à la fois les intérêts de l'Etat et de la coopération et les intérêts privés. Il faut établir une bonne proportion entre l'impôt agricole perçu par l'Etat, le fonds d'accumulation de la coopérative et les revenus personnels des paysans, et veiller à effectuer les réajustements nécessaires pour résoudre les contradictions au fur et à mesure qu'elles surgissent dans ce domaine. L'Etat doit accumuler les fonds et les coopératives également, mais ces accumulations ne sauraient être excessives. Nous devons faire tout notre possible pour que, dans les années de récolte, les revenus personnels des paysans augmentent d'année en année grâce à l'accroissement de la production* (14). » C'est là notre position de principe qui détermine le rapport entre accumulation et consommation. S'il y a opposition entre la reproduction élargie et l'amélioration des conditions de vie des membres des communes, la proportion du fonds d'accumulation risque de s'accroître démesurément, la production augmenter et les revenus stagner, ce qui influerait défavorablement l'élévation du niveau de vie des membres des communes et donc leur activité, et porterait ainsi un grave préjudice au développement de la production.

La répartition des revenus entre chaque membre de la commune se fait essentiellement selon le principe socialiste « de chacun selon ses capacités, à chacun selon son travail ».

Nous sommes communistes, et notre objectif est de réaliser le principe « de chacun selon ses capacités, à chacun selon ses besoins ». Mais l'étape actuelle n'est pas en-

(14) « De la juste solution des contradictions... », Textes choisis de Mao Tsé-toung, p. 491.

core celle du communisme ; nous n'en sommes encore qu'à l'étape inférieure, celle du socialisme, de la société socialiste « telle qu'elle vient de sortir de la société capitaliste ; une société par conséquent, qui, sous tous les rapports, économique, moral, intellectuel, porte encore les stigmates de l'ancienne société des flancs de laquelle elle est issue » (15). Au cours de cette étape, les produits ne sont pas encore en abondance, car le niveau des forces productives est encore assez faible ; les différences entre industrie et agriculture, ville et campagne, travail intellectuel et travail manuel existent toujours ; les hommes n'ont pas encore acquis une haute conscience communiste, les travailleurs veulent encore recevoir une partie du produit social proportionnelle à la quantité et à la qualité de leur travail.

« A chacun selon son travail » signifie que pour telle quantité de travail, on obtient telle quantité de produits ; c'est un droit égal en apparence, mais inégal en réalité. Etant donné que la force de travail de chaque travailleur est inégale, les rémunérations sont différentes. Même si la force de travail était la même et les rémunérations identiques, du fait que certains sont mariés, d'autres non, que certains ont beaucoup d'enfants, d'autres peu, il y aurait ainsi une inégalité de jouissance. A ce sujet, Marx a dit : « *Le droit égal est donc toujours ici, dans son principe... le droit bourgeois* (16). »

Avec l'existence du droit bourgeois, « ces défauts sont inévitables dans la première phase de la société communiste, telle qu'elle vient de sortir de la société capitaliste, après un long et difficile enfantement » (17). L'existence du droit bourgeois crée un terrain favorable au capitalisme et à la nouvelle bourgeoisie. Par conséquent, pour éviter que le droit bourgeois ne s'étende, « on ne peut que le

(15) « Critique du programme de Gotha » de K. Marx, Ed. de Pékin, p. 13.
(16), (17) *Idem*, pp. 14-15.

restreindre sous la dictature du prolétariat » comme l'indique le président Mao (18).

Le système économique de propriété collective « de chacun selon ses capacités, à chacun selon son travail », diffère du système économique de propriété du peuple tout entier :

1°) Le système économique de propriété collective n'embrasse pas tous les domaines du pays, il se pratique seulement dans une unité de production collective. En raison de conditions d'exploitation et de production propres à chaque collectivité, les revenus sont faibles ou élevés et peuvent, suivant la collectivité, être différents pour un travail équivalent. A l'étape actuelle, nous devons reconnaître ces différences.

2°) Les ouvriers des entreprises socialistes d'Etat sont rémunérés selon un système de salaire fixe qui, en général, ne subit pas les aléas de la production et des revenus de l'entreprise. Les revenus des membres des communes sont, eux, déterminés par la production et les revenus annuels de l'économie collective. Lorsque l'économie collective ne dispose pas de solides réserves matérielles, la valeur monétaire du point-travail et de la journée-travail reste instable et peut varier d'une année à l'autre.

Le point-travail et la journée-travail représentent l'unité comptable de la quantité de travail fournie par les membres de la commune ; cette unité comptable correspond à la quantité et à la qualité du travail fourni. Il existe plusieurs catégories d'activités agricoles qui sont toutes représentées dans le point-travail et la journée-travail. Plus la quantité et la qualité du travail effectué sont élevées, plus le point-travail et la journée-travail augmemtent. Plus la quantité et la qualité du travail effectué sont faibles, plus le point-travail et la journée-travail di-

(18) « Quotidien du Peuple » du 9-2-1975.

minuent. A un travail élevé correspond un revenu élevé et à un travail égal, un salaire égal.

Dans l'économie collective, le système du point-travail et de la journée-travail revêt plusieurs formes. En voici les plus importantes :

1°) Le système d'échelons fixes avec possibilité de réévaluation. Chaque travailleur se place à un échelon déterminé selon sa force de travail et son niveau technique, puis, à période fixe, les travailleurs réévaluent entre eux l'échelon de chacun en fonction de la quantité et de la qualité de travail réellement fournis ; ils l'élèvent ou le baissent en conséquence.

2°) Le système du travail standard. Les tâches de production sont classées en différentes catégories selon qu'elles sont plus ou moins lourdes et que le niveau de qualification exigé est plus ou moins élevé ; on détermine ensuite une norme pour chaque type de travail ; puis on calcule le point-travail selon le travail réellement fourni par les membres de la commune et correspondant aux critères de quantité et de qualité adoptés.

3°) Détermination des points-travail standard sur la base de l'auto-évaluation et de la discussion publique. Il suffit de noter quotidiennement la participation de chacun au travail, puis à en délibérer à la fin du mois, de la saison ou de l'année. Une fois les points-travail standards fixés, les membres de la commune s'auto-évaluent au cours d'un débat démocratique publique qui est ensuite publié.

A l'heure actuelle, les équipes de production utilisent l'un ou l'autre de ces systèmes, certaines prennent un des systèmes comme axe en l'associant à d'autres. En définitive, l'adoption d'un système ou de plusieurs systèmes combinés est déterminé par les conditions objectives de l'économie collective, la conscience idélologique des membres des communes et les habitudes locales. L'expérience a montré que lorsque le système du travail standard ne convient pas et qu'il est malgré tout appliqué, il

ne l'était jamais correctement, facilitait « les points-travail au poste de commande » et augmentait les inégalités de revenus entre les membres de la commune. Le système des points-travail standard sur la base de l'auto-évaluation et de la discussion publique a été mis en pratique pour la première fois dans la brigade de Dazhai qui appliquait à fond le principe « à chacun selon son travail » et favorisait un style de travail communiste. A l'heure actuelle, les équipes appliquant ce système sont de plus en plus nombreuses. L'économie collective des communes populaires étant basée sur le système de propriété commune des moyens de production, elles doivent nécessairement, quelles que soient les formes adoptées, suivre les principes « à chacun selon son travail » et « à travail égal, salaire égal » dans le processus de répartition des produits, et appliquer en particulier le principe « égale rémunération pour travail égal des hommes et des femmes ». Il faut reconnaître les différences, mais ne pas les augmenter arbitrairement ; il faut au contraire les réduire progressivement. C'est ainsi que l'activité socialiste des membres des communes pourra se développer largement et dans de bonnes conditions.

Les points-travail correspondent au dégré de participation au travail de chaque membre de la commune, et reflètent les différences dans leur travail. Chaque point-travail correspond en outre à une certaine valeur monétaire et détermine le montant du revenu global de l'économie collective. En général, plus le revenu global de l'économie collective augmente, plus la valeur du point-travail augmente ; plus il diminue, plus la valeur du point-travail baisse. La valeur du point-travail reflète souvent les différences de revenus d'une équipe à l'autre, d'une brigade à l'autre et d'une commune à l'autre. Il existe bien sûr de nombreuses exceptions. Par exemple : certaines équipes dont les revenus sont particulièrement élevés augmentent leur taux d'accumulation pour éviter les différences exces-

sives entre les revenus des ouvriers et des paysans ou ceux de telle et telle économie collective et maintiennent la valeur du point-travail à un niveau donné ; la valeur du point-travail ne reflète donc pas toujours le niveau des revenus.

Le point-travail sert de référence. Une fois qu'il est fixé, la répartition — en argent et en nature — est faite entre les membres de la commune selon la quantité de points-travail obtenus (correspondant à leur participation à l'économie collective). La répartition en argent est entièrement basée sur la quantité de points-travail. La répartition en nature (céréales, légumes, bois de chauffage) est basée, pour une part, sur les différents besoins des membres ou de la population. Ces besoins sont eux aussi comptabilisés.

Le principe « de chacun selon ses capacités, à chacun selon son travail » exige le maintien de la politique prolétarienne au poste de commandement et le renforcement du travail politique et idéologique. Le princpe « à chacun selon son travail » ne peut pas en soi résoudre les questions suivantes : « Pourquoi l'intérêt à court terme du travail et des membres des communes est-il soumis à l'intérêt à long terme ? Pourquoi l'intérêt individuel est-il soumis à l'intérêt collectif ? » La politique est l'expression concentrée de l'économie. Les intérêts de classe à long terme se reflètent toujours à travers la politique. Ainsi, l'état d'esprit qui consiste à « cultiver la terre pour la révolution », peut-il s'imposer sans travail idéologique et politique, en s'appuyant seulement sur le principe « à chacun son travail » ? Evidemment non. Le président Mao a dit que « *le travail politique est indissociable du travail économique* » (19). Pour développer l'économie collective on doit maintenir la direction politique proléta-

(19) « Notes introductoires pour l'essor du socialisme dans les campagnes chinoises », Oeuvres choisies de Mao Tsé-toung, t. 5 (à paraître).

rienne au poste de commandement. C'est en enseignant fréquemment le marxisme-léninisme et la pensée Mao Tsé-toung, en élevant sans cesse la conscience socialiste des membres des communes et en développant le style communiste qu'on pourra pleinement mobiliser l'initiative socialiste des membres des communes.

« Les stimulants matériels » et « les points-travail au poste de commande » prônés par Liu Shaoqi et Lin Biao faisaient partie de leur programme révisionniste. Ce programme désapprouvait que la politique prolétarienne soit au poste de commande et faisait passer la récompense matérielle et le point-travail comme moteur décisif de la production. Lin Biao ne prêchait-il pas ouvertement que « *les rapports entre les hommes sont principalement des rapports égoïstes* » ? De fait, ils ressassaient les vieux concepts de l'économie bourgeoise. L'économie bourgeoise est effectivement l'économie de l'individualisme. Quelles que soient les écoles, elles font toutes sans exception passer l'intérêt individuel pour le moteur fondamental du développement de la production. Les anciens révisionnistes copiaient la bourgeoisie, propageaient l'économisme ; ils ont vainement tenté de stopper le grand courant de la révolution prolétarienne et d'endiguer le mouvement ouvrier dans les limites tolérables pour la bourgeoisie. Les révisionnistes modernes ont hérité des enseignements de leurs aînés et, dans la nouvelle situation historique, ils colportent l'économisme et vantent les « stimulants matériels » afin de s'opposer à la révolution ininterrompue sous la dictature du prolétariat, et restaurer le capitalisme. Mais leurs efforts sont vains.

Nous devons sans cesse critiquer les « stimulants matériels », le « point-travail au poste de commande », nous devons poursuivre l'éducation marxiste-léniniste et communiste des paysans. A l'étape de la révolution démocratique, le président Mao indiquait déjà : « *Il est hors de doute que le moment est venu pour nous de propager plus*

largement encore l'idéologie communiste et de redoubler d'effort dans l'étude du marxisme-léninisme ; sinon, nous ne pourrons conduire la révolution chinoise à l'étape ultérieure, celle du socialisme, ni mener l'acteulle révolution démocratique à la victoire » (20). *De même qu'à l'étape de la révolution démocratique, nous devions propager plus largement l'idéologie communiste, redoubler d'efforts dans l'étude du marxisme-léninisme, de même à l'étape actuelle du socialisme — l'étape inférieure du communisme — nous devons encore propager largement l'idéologie communiste et redoubler d'efforts dans l'étude du marxisme-léninisme.* Naturellement, cette propagande en faveur du système social et idéologique du communisme diffère du programme d'action socialiste en vigueur. « De chacun selon ses capacités », « à chacun selon son travail » est le principe fondamental de la répartition individuelle des biens de consommation, mais ce n'est pas le seul. Par exemple, un certain nombre de questions relatives au bien-être collectif ne sont pas résolues par le principe « à chacun selon son travail ». Au fur et à mesure que se développe l'économie collective, la part réservée au bien-être collectif augmente progressivement.

Les modalités concrètes de répartition dans les entreprises à l'échelon de la brigade et dans celles à l'échelon de l'équipe sont, en principe, presque identiques. Dans le revenu global des entreprises, on retient d'abord les frais de production et les frais de gestion qui compensent le coût des moyens de production dépensés. Puis on retranche le salaire des ouvriers. La partie restante, après avoir payé l'impôt à l'Etat, constitue le bénéfice de l'entreprise. Ce bénéfice sert pour une part au développement économique de la commune et de la brigade et pour une autre part à la reproduction élargie de l'entreprise.

---

(20) » La Démocratie nouvelle », Oeuvres choisies de Mao Tsé-toung, t. 2, p. 406.

L'économie collective des communes populaires est une économie planifiée.

La grande économie basée sur le système de propriété commune des moyens de production, c'est la grande production socialisée qui exige nécessairement un développement proportionné et planifié. En Chine, l'essentiel de la production agricole est pris en charge par les communes populaires rurales. Le rapport entre l'industrie et l'agriculture est le rapport le plus important du procès de reproduction socialiste. L'économie nationale, dans son ensemble, exige un développement proportionné et planifié de l'économie collective. S'il y a planification industrielle d'une part et « liberté des cultures » de l'autre, des disproportions ne manqueront pas d'apparaître dans la situation générale de l'économie nationale et la reproduction socialiste élargie ne pourra pas se réaliser. Naturellement, il peut y avoir des différences entre l'économie collective des communes et les exigences de la planification de l'économie de l'Etat.

En ce qui concerne la production, la commune populaire « doit se soumettre aux plans uniques de l'Etat, tout en conservant une certaine souplesse et une certaine autonomie, sans porter atteinte à ces plans de l'Etat, ni à la politique et aux lois et décrets de celui-ci » (21).

La planification des communes populaires se répartit en planification à long terme et planification annuelle.

Le plan à long terme est un plan triennal, quinquennal ou décennal. Le président Mao a indiqué : « *L'avantage de ce type de planification, c'est que les impératifs*

(21) « De la juste solution des contradictions... », Textes choisis de Mao Tsé-toung, p. 491.

immédiats ne limitent pas les objectifs à long terme (22). » Dans la production agricole, la période de production est généralement d'un an, mais le temps nécessaire au développement de la sylviculture et de l'élevage, à l'édification de base des terres (par exemple : maîtrise des sécheresses et inondations, des tempêtes de sable, de la salinité des sols), à la mécanisation de l'agriculture, dépasse souvent plusieurs années, parfois même une dizaine d'années. Il faut une planification d'ensemble à long terme pour prévoir la répartition de la force de travail et des capitaux, afin de combiner production annuelle et édification à long terme. La « ligne générale du développement agricole en Chine » constitue la planification d'ensemble à long terme de l'agriculture chinoise. La « ligne générale » a déterminé les conditions permettant de consolider et développer le système de l'économie collective socialiste et fixé les objectifs à atteindre dans la production des céréales et autres produits agricoles : le volume moyen de la production céréalière par mou est passé de 75 kg en 1955 à 200 kg dans les régions situées au nord du fleuve Jaune, du Qinling, du Bailongjiang et de la partie du Fleuve Jaune se trouvant dans la province du Qinghai ; de 104 kg en 1955 à 250 kg entre le Fleuve Jaune et le Fleuve Huai ; de 200 kg en 1955 à 400 kg dans les régions situées au sud du Fleuve Huai, de la région du Qinling et du Bailongjiang ; le volume moyen de la production cotonnière est passe de 17,5 kg (chiffre moyen pour tout le pays) en 1955 à 20, 30, 40 et 50 kg. Pour accélérer la réalisation de la « ligne générale », chaque commune, brigade et équipe de production avait besoin de son propre plan à long terme. Le « plan de développement de l'agriculture de 1974 à 1980 (projet révisé) » fixé par la brigade Xinjing de la

(22) « Notes introductoires à l'essor du socialisme dans les campagnes chinoises », Oeuvres choisies de Mao Tsé-toung, t. 5 (à paraître).

commune de Anting (district Jiading de la municipalité de Shanghai) est un plan de ce type.

Le plan à long terme ne donne qu'une orientation générale de développement, il doit encore se concrétiser dans le plan annuel. Le plan annuel englobe les plans de production agricole, de l'élevage, de la sylviculture, des activités industrielles secondaires et de la pisciculture, ainsi que la plan d'édification de base des champs. Au plan de production doit correspondre un plan financier. La forme monétaire reflète les recettes et les dépenses de la production.

L'Etat doit fixer chaque année les normes du plan de production agricole qu'il transmet aux municipalités et provinces. Celles-ci les font parvenir jusqu'aux communes qui les transmettent aux brigades de production et finalement aux équipes de production. En fonction du plan d'Etat et des conditions locales, la commune, la brigade de production et l'équipe de production fixent leurs normes respectives d'accroissement de la production et s'organisent à cet effet.

Les normes doivent être avancées et applicables de façon réaliste.

« Avancé » signifie qu'en fonction des nécessités du plan d'Etat, il faut briser la conception étroite de l'économie individuelle des petites exploitations, briser les idées conservatrices telles que « l'accroissement est à son maximum », « les forces sont épuisées », etc, et, partant de la supériorité de la grande agriculture socialiste, poursuivre la révolution et développer l'esprit de Yugong déplaçant les montagnes ; ainsi se reflétera la caractéristique de la grande reproduction socialiste élargie. « Applicable de façon réaliste » signifie qu'on doit partir de la réalité, procéder à de sérieuses enquêtes, prendre les mesures qui conviennent localement, garder une marge de sécurité, et

non pas viser à des normes très contraignantes auxquelles on ne pourrait parvenir malgré de considérables efforts.

Pour fixer les normes, il faut organiser correctement le rapport entre ces deux facteurs.

Premièrement, organiser correctement les rapports entre l'agriculture et la sylviculture, l'élevage, les occupations subsidiaires, la pisciculture.

La production agricole est une branche de production générale ; l'agriculture, la sylviculture, l'élevage, les occupations subsidiaires et la pisciculture se complètent et se stimulent mutuellement. L'essor de l'agriculture est la base du développement de la sylviculture, de l'élevage, des occupations subsidiaires et de la pisciculture ; à l'inverse, le développement de ces quatre catégories stimule, par l'accroissement de l'accumulation, le développement des sources d'engrais et la transformation des conditions de production agricole, le développement de la production agricole. Du point de vue d'ensemble de l'économie nationale, la sylviculture, l'élevage, les occupations subsidiaires et la pisciculture constituent des ressources matérielles indispensables au développement industriel. L'agriculture reste l'occupation principale de la plupart des communes populaires. Elles doivent naturellement mettre en avant le développement de l'agriculture pour ne pas donner plus d'importance aux occupations subsidiaires et ne pas inverser ce qui est secondaire et ce qui est principal. Mais, pour mener à bien la production agricole, les communes populaires doivent aussi, en tenant compte des conditions locales des différentes brigades, prendre complètement en charge l'organisation du développement de la sylviculture, de l'élevage, des occupations subsidiaires et de la pisciculture, réaliser l'union de l'agriculture, de la sylviculture, et de l'élevage, l'union de l'agriculture et des occupations subsidiaires, et gérer quelques petites industries. La production agricole étant saisonnière, et la force de travail relativement nombreuse, on peut, en prenant les disposi-

tions opportunes, développer des activités diversifiées qui, non seulement n'influencent pas la production agricole, mais au contraire stimulent à fond la productivité latente du travail, déploient toutes les capacités humaines, naturelles et matérielles et accélèrent considérablement le développement de la production agricole. Naturellement, les communes et brigades qui s'occupent essentiellement de sylviculture, d'élevage et de pisciculture doivent aussi organiser bien à propos les occupations subsidiaires qui s'y rapportent. Certains craignent que le développement des activités diversifiées ne favorise la tendance au capitalisme. C'est une opinion erronée. Si l'on développe les activités diversifiées en tenant compte des exigences du plan d'Etat et de l'économie collective, non seulement cela ne favorisera pas la tendance au capitalisme, mais la préviendra et consolidera la position du socialisme dans les campagnes. Ne penser qu'à gagner de l'argent sans tenir compte des exigences du plan d'Etat et de l'économie collective, jusqu'à saboter « les activités diversifiées » du plan d'Etat, c'est là la tendance au capitalisme que nous devons combattre.

Deuxièmement, organiser correctement les rapports entre les céréales, les cultures industrielles et toutes les autres cultures.

La production agricole doit être « axée sur les céréales ». A part quelques régions où prédominent la culture des légumes et les cultures industrielles, tout le pays doit axer sa production agricole sur les céréales. Les céréales sont indispensables pour mener à bien toutes les autres activités. Tant que le problème des céréales n'est pas résolu, le reste de la production connaît un développement très difficile. Les régions où prédominent la culture des légumes et les cultures industrielles ne doivent pas compter uniquement sur l'Etat pour leur approvisionnement en céréales, mais doivent, partout où les conditions le per-

mettent, se suffire totalement ou partiellement en céréales tout en assurant l'accomplissement des normes de production en légumes et cultures industrielles fixées par l'Etat. A l'heure actuelle, dans les régions de production cotonnière, des districts, des communes, des brigades et des équipes de production ont obtenu d'abondantes récoltes de céréales et de coton, ce qui vérifie la justesse de cette orientation. Mais, « axer la production sur les céréales » ne doit pas amener à négliger « le développement général de l'agriculture », à négliger la production du coton, des plantes oléagineuses, du chavre, de la soie, du thé, du sucre, des légumes, du tabac, des fruits, des plantes médicinales, etc. Ces produits sont non seulement nécessaires aux campagnes, mais aussi à l'industrie et à l'exportation. Une grande partie des matières premières nécessaires à l'industrie légère repose sur l'agriculture. Une grande partie des produits d'exportation provient de l'agriculture. Dans l'économie collective, ce sont pour la plupart des produits marchands dont la vente permet d'accroître l'accumulation, d'accélérer l'augmentation de la production agricole, la réalisation de la mécanisation agricole et l'élévation du niveau de vie des membres des communes.

Les normes du plan constituent une orientation, mais pour réaliser et dépasser ces normes, il faut mettre en place des mesures concrètes en vue d'accroître la production. La mesure d'accroissement de la production la plus importante consiste, en s'adaptant aux conditions locales, à appliquer intégralement la « Charte agricole en huit points » comportant les 8 parties suivantes : sol, engrais, eau, semences, plantation serrée, outillage et entretien (*). La « Charte en huit points » est née des expériences acquises dans la production agricole, son application concrète exige, en partant de la réalité, de faire des enquêtes,

(*) La charte en huit points élaborée par le présidnt Mao d'après les expériences acquises dans l'accroissement de la production agricole en Chine, com-

de saisir à temps le maillon principal qui entraîne tous les autres. Il faut également enrichir et développer sans cesse dans la pratique le contenu de cette charte.

Toutes les normes et les mesures d'accroissement de la production fixées doivent s'appuyer sur les masses, suivre une ligne de masse. La cause socialiste, c'est la cause des masses populaires elles-mêmes ; si elles n'y prennent pas une part active, cette cause ne pourra jamais être menée à bien. Quelle que soit la qualité du travail planifié des communes et brigades, leurs plans doivent partir des masses et retourner aux masses, à travers des discussions répétées en leur sein. Les paysans pauvres et moyens pauvres et la plupart des membres des communes combattent en première ligne dans la bataille de la production, ce sont eux qui ont le plus d'expérience pratique. De nombreux problèmes, qui n'ont pas été résolus par les cadres seuls, le sont dès que les masses s'en emparent. Ils pensent d'abord que ces problèmes ne peuvent pas être résolus, alors qu'ils le sont dès que les masses sont mobilisées. Seul ce type de plan peut jouer pleinement un rôle de mobilisation et d'organisation des masses.

La production planifiée est l'immense supériorité de l'économie collective basée sur le système de propriété collective des moyens de production. Le président Mao a indiqué : « *L'histoire du développement de l'humanité est longue de centaines de milliers d'années. En Chine, les conditions d'un développement planifié d'une économie et d'une culture propres sont maintenant réunies. Dès que ces conditions furent crées, la physionomie de la Chine*

porte les huit parties suivantes : sol (labourage en profondeur, amélioration du sol, étude générale des sols, planification de l'utilisation des terres), engrais (emploi judicieux des matières fertilisantes), eau (construction hydraulique, utilisation rationnelle de l'eau), semences (généralisation des bonnes espèces), plantation serrée (plantation rationnelle), protection des cultures, lutte contre les maladies pathogènes et les insectes nuisibles), entretien (prendre soin des cultures), outillage (perfectionnement des instruments oratoires) *(NdT)*.

changea d'année en année. Tous les cinq ans, on assiste à un immense changement et dans plusieurs quinquennats, on assistera à des changements encore plus spectaculaires (23). » Les campagnes chinoises ont connu ces vingt dernières années ce changement qui les a fait passer d'un état pauvre et arriéré à un état prospère et avancé.

(23) « Notes introductoires pour l'essor du socialisme dans les campagnes chinoises », Oeuvres choisies de Mao Tsé-toung, t. 5 (à paraître).

3 — LA SUPERIORITE DU SYSTEME DES COMMUNES POPULAIRES

Les communes populaires rurales se sont formées sur la base des coopératives de production agricole de type supérieur dont nous avons précédemment analysé les avantages, avantages qui non seulement continuent d'exister dans les communes, mais s'y développent. En même temps, la commune populaire — étape supérieure du développement de l'économie collective rurale — présente de gros avantages sur la coopérative de type supérieur (coopérative agricole de production pleinement socialiste).

Le système de propriété collective des moyens de production des communes populaires a un champ plus vaste que les coopératives de type supérieur ; il a permis d'établir le système de propriété à l'échelon de la commune. Les travaux qui correspondent aux possibilités des brigades sont réalisés par les brigades ; de même, les travaux qui correspondent aux possibilités des communes sont réalisés par ces dernières, ce qui ouvre un domaine d'activité plus vaste pour le développement des forces productives.

Prenons comme exemple la construction d'ouvrages hydrauliques. La construction du célèbre canal Drapeau Rouge dans le district de Linxian (province du Henan) prouve la justesse des principes « s'appuyer sur la force collective des communes populaires, compter sur ses propres forces, transformer la nature ». Le canal principal part de Houbiduan dans le district de Pingchun au Shansi et aboutit au Centre de partage des eaux dans le district de Linxian. Il franchit plus de cinquante falaises escarpées de plus de 200 m. Du début de l'année 1960 à 1964, on a construit le canal principal d'une longueur de 70 km et dérivé les eaux du Zhanghe dans les monts Taihang. En 1966, lorsqu'on termina les trois embranche-

ments d'une longueur de 101,5 km, le canal Drapeau Rouge s'étendait à toutes les régions du district. En 1969, on termina les canaux secondaires d'une longueur dépassant 900 km. Le canal Drapeau Rouge était totalement construit. La population du district de Linxian a lutté pendant dix ans pour aplanir 1 250 crêtes de montagne, percer 180 tunnels, construire 129 réservoirs, extraire 17 millions de m^3 de terre et de pierre. Elle a fini par construire, dans les rochers abrupts des monts Taihang, une « voie lactée artificielle » d'une longueur de 1 500 km, qui a fait passer la superficie des terres irriguées de 10 000 mous au début de la libération à 600 000 mous aujourd'hui. Actuellement, plus de 1 000 km de canalisations petites et grandes sillonnent tout le district de Linxian ; la constellation des stations de drainage et d'irrigation forme un réseau hydraulique permettant de stocker des réserves d'eau, de drainer et d'irriguer les champs ; elle a fondamentalement transformé la physionomie du district de Linxian où des générations entières ont souffert de la sécheresse. Les larges masses chantent le nouvel aspect de ces montagnes :

« Le canal Drapeau Rouge, long et large,
Serpente à travers les monts Taihang.
Le président Mao nous apporte l'eau et le bonheur,
L'homme a transformé la nature et acquis un esprit nouveau (24). »

Au cours de l'édification du canal Drapeau Rouge, certains gros travaux ont été réalisés en s'appuyant sur les forces dispersées ou combinées des communes et des brigades. La participation des communes et des brigades aux investissements de construction du canal principal et des trois embranchements a été de 78 %. Les investissements d'Etat destinés à la construction du complexe supplémen-

(24) Cf. « Le canal Drapeau Rouge », Ed. en langues étrangères de Pékin, 1975.

taire correspondaient à 1,5 % de l'investissement global (25).

Prenons comme autre exemple la mécanisation agricole. Le district de Xinzhou dans la province du Hubei est un district où la mécanisation agricole s'est relativement bien effectuée. A la fin de l'année 1973, ce district possédait en tout 1 321 tracteurs, 2 992 machines mécaniques, 294 machines électriques d'une puissance totale de 85 160 C.V. La mécanisation s'est réalisée pour l'essentiel dans les domaines du drainage et de l'irrigation, du labourage, de la bonification des sols, du battage, des transports et de la transformation des sous-produits agricoles ; des machines ont fait leur apparition pour les semences, le labour moyen, la protection des cultures, les récoltes, le repiquage du riz, le nivelage et l'aménagement des sols (26). La mécanisation agricole a progressé en s'appuyant essentiellement sur la force de l'économie collective des communes populaires. Au début, a commencé sur la base puissante de l'économie collective, la mécanisation à l'échelon des brigades et à celui des équipes de production. La plupart des machines achetées étaient de petite ou moyenne dimension ; seules quelques communes et brigades ont pu acquérir des machines de grande taille. Mais une partie des régions escarpées qui manquaient d'eau et où l'on devait, en période de sécheresse, faire plusieurs km ou plusieurs dizaines de km pour s'approvisionner en eau, avaient besoin de machines de grande taille. Une partie des communes et brigades ont augmenté la superficie des terres fournissant plusieurs récoltes par an, ont forcé le rythme des saisons ; elles ont alors eu un besoin urgent de tracteurs. Les brigades et les équipes de production ne pouvaient s'appuyer sur leurs seules forces

(25) « Quotidien du Peuple » du 7-9-1970.

(26) « La mécanisation agricole à Xinzhou » (« Xinzhou nongye jijihua » ; nongye chubanshe ban, p. 2).

pour acheter des machines de grande taille. Leur petite dimension et leurs capitaux limités ne leur permettaient pas de les acquérir ; un petit nombre de brigades relativement aisées s'est procuré des machines de grande taille qui n'ont pas pu donner le maximum de leur rendement du fait des restrictions imposées par les limites des champs. Objectivement, le développement de la supériorité de la commune populaire « vaste et commune » permet à l'échelon de la commune de jouer un rôle plus important. A l'heure actuelle, la commune construit les stations de machines, acquiert et gère de façon unifiée les machines de grande et moyenne taille ainsi que les tracteurs ; la brigade quant à elle, gère essentiellement les machines de moyenne et petite taille ; l'équipe de production met plutôt l'accent sur l'acquisition d'instruments agricoles semi-mécanisés et sur l'amélioration des instruments agricoles existants. Actuellement, le district possède en tout plus de 500 tracteurs de grande et moyenne taille, acquis et gérés pour l'essentiel par les stations de matériel des communes. Le niveau de mécanisation agricole de tout le district s'est considérablement élevé. Naturellement, les communes, les brigades et les équipes de production n'ont pas la même échelle partout en Chine, les unités comptables de base sont différentes, et toutes ne peuvent avoir le même champ d'acquisition et de gestion du matériel agricole. Mais le système de propriété à l'échelon de la commune permet un développement plus efficace de la supériorité de l'économie collective des communes populaires, stimule l'accélération de la mécanisation agricole ; et ceci est semblable pour toutes les communes populaires.

En dehors de la gestion agricole, certaines coopératives de type supérieur géraient des occupations subsidiaires, mais il s'agissait encore pour l'essentiel d'une économie agricole isolée. La commune populaire, de grande envergure, avec une main-d'œuvre importante, en suivant le principe « assurer un développement général axé sur les

céréales », peut, en même temps qu'elle développe vigoureusement la production céréalière, unifier la planification, renforcer la direction, combiner rationnellement l'agriculture, la sylviculture, l'élevage, les occupations subsidiaires et la pisciculture, de façon à ce que les activités diversifiées aient un plus large développement. Par exemple, le district de Zunhua (province de Hebei) se compose de 44 communes qui organisent toutes des activités diversifiées ; plus de 690 brigades et plus de 2 500 équipes de production ont entrepris des activités diversifiées. D'après les statistiques de 1971, 60 % des berges dénudées du district étaient déjà boisées ; les superficies boisées atteignaient 500 000 mous, et les vergers couvraient 125 000 mous ; l'élevage de porcs se montait à 385 000 têtes, chaque famille possédant en moyenne 3,5 têtes ; le gros bétail était passé de 20 000 têtes au début de la libération à 40 000 têtes (27). En 1973, les activités diversifiées de toute la commune populaire Premier Juillet (district de Shanghai, dans la banlieue de la municipalité) comprenait pour l'élevage : les porcs, les moutons, les lapins, les poules, les poissons et les vaches laitières ; pour les cultures : les champignons, les plantes médicinales, les yin'er (champignons rares à vertu thérapeutique), les saules, les roseaux et bambous et les arbres fruitiers ; il faut y ajouter les transports, l'artisanat du tressage ainsi que diverses productions subsidiaires. Cette année, l'élevage de porcs de toute la commune se monte à 20 528 têtes, l'indice fixé (un porc par mou) est dépassé ; la commune élève plus de 60 vaches qui produisent annuellement plus de 105 000 litres de lait ; la quantité de poissons pêchés est 14 fois supérieure à celle de 1965 ; toute la commune cultive au total plus de 250 000 m² de champignons, cette seule culture augmentant les revenus de la collectivité de

(27) « Une nouvelle illustration de 'l'esprit des gueux' (Yan Shanqiao : « Qiong bangzi jingshen hui xin tu » ; nongye chubanshe ban, p. 3 et 53).

250 000 yuans (28). Le développement des activités diversifiées a non seulement fourni des matières à l'industrie, permis d'augmenter le nombre de produits pouvant améliorer la vie de la populaiton urbaine et rurale, mais il a de plus permis l'accumulation des fonds nécessaires à la reproduction agricole élargie, accéléré la marche de la mécanisation agricole et la transformation des conditions de production agricole et, par conséquent, hâté le développement de la production agricole et l'élévation du niveau de vie des membres des communes.

La commune populaire est l'unité de base qui unit mutuellement l'industrie, l'agriculture, le commerce, la culture et l'éducation et les affaires militaires ; elle a créé des conditions sans précédent pour le développement de l'industrie des communes et des brigades. L'industrie des communes, des brigades est une nouvelle réalité socialiste ; son développement, en ce qui concerne la grande économie collective des communes populaires, hâte la réalisation de la mécanisation agricole, réduit les trois grandes différences. Prenons par exemple le district de Wuxi dans la province du Jiangsu. En 1958, ce district a commencé à établir des entreprises relevant des communes et des brigades, mais par la suite, les désordres causés par la ligne révisionniste de Liu Shaoqi ont stoppé le travail. Pendant la Grande révolution culturelle prolétarienne, la population a critiqué la ligne révisionniste de Liu Shoaqi, et élevé sa connaissance du principe général pour le développement de l'économie nationale, relatif à la ligne fondamentale du Parti : « prendre l'agriculture comme base et l'industrie comme facteur dominant » ; l'édification industrielle a alors connu un nouveau départ. En 1974, la valeur globale de la production industrielle du district, des communes et des brigades atteignait plus de 240 millions

(28) « Histoire de la commune Premier Juillet » (cankan « Shangai qi yi renmin gongshe shi » ; Shangai renmin chubanshe ban, p. 182).

de yuans, elle a plus que triplé par rapport à 1965. Leur expérience est la suivante :

1°) le développement des entreprises relevant des communes et des brigades a résolu les problèmes de qualification technique, de fonds et d'équipement pour la mécanisation agricole. Ce district a comme principe de base de gérer lui-même les entreprises, il a établi des relations mutuelles avec les entreprises des communes et des brigades ; en 1974, il pouvait déjà produire de l'acier, de l'acier étiré, de l'ammoniaque synthétique, des tracteurs, des motoculteurs, des moteurs diesels et électriques ainsi que des outils et machines agricoles ; il a fourni des équipements en grande quantité pour la mécanisation agricole. L'accumulation réalisée par les entreprises industrielles des communes et brigades a fourni 98 % des fonds nécessaires à l'achat de tracteurs par tout le district. Ce district a, en même temps, formé un personnel nombreux et qualifié pour la réparation et le montage des machines agricoles ainsi que des électriciens et des tractoristes, afin qu'en cas de petites réparations, l'entretien et la réparation des machines agricoles se fassent à l'échelon de la brigade, à celui de la commune en cas de réparations de moyenne importance et au niveau du district en cas de grosses réparations ; notons que quelquefois, les grosses réparations se font à l'échelon de la commune ;

2°) après la développement des entreprises de commune ou de brigade, la part de la propriété à ces deux échelons s'est accrue, la supériorité de la commune populaire — « vaste et commune » — est apparue plus clairement. En 1974, l'échelon des communes et celui des brigades détenaient 55 % de la totalité du capital fixe des trois échelons ; 77 % des tracteurs du district appartenaient aux communes et brigades. La commune Meicun qui gère relativement bien ses entreprises industrielles et celles des brigades, s'appuie sur sa force économique et sur celle des brigades ; depuis trois ans, elle a construit 61 km de

canaux souterrains ; récemment, elle a creusé 80 km de canaux de drainage qui ont quadrillé plus de 20 000 mous de terre ; elle a réalisé l'aménagement des cours d'eau, des canaux, des routes et des forêts ; la physionomie des villages s'est considérablement transformée. Certaines entreprises, après avoir développé l'économie de la commune et de la brigade, apportent une aide énergique aux brigades retardataires. Ceci revêt une signification importante en ce qui concerne la réduction progressive des différences entre brigades et des différences entre équipes de production ;

3°) les entreprises industrielles des communes et des brigades s'épanouissent partout, elles ont augmenté les revenus des membres des communes, amélioré les conditions de vie culturelle et matérielle, si bien que les différences léguées par l'ancienne société — différences entre ouvriers et paysans, entre villes et campagnes, entre travailleurs intellectuels et travailleurs manuels — diminuent peu à peu. Actuellement, chaque commune possède des usines, des magasins, des écoles, des hôpitaux, des silos de grains, des dépôts d'autobus, des embarcadères, des stations de radio, des centres culturels, des équipes de projection cinématographique. Les brigades ont également des entreprises, des magasins, des écoles et des centres prophylactiques. Cet aspect nouveau des villages socialistes formés d'ouvriers, de paysans, de commerçants, d'étudiants et de soldats saute aux yeux de tous (29).

Le président Mao indiquait déjà en 1955 : « *Le socialisme n'a pas seulement libéré de l'ancienne société les travailleurs et les moyens de production. Il a libéré tout ce qu'il n'était pas possible de faire dans l'ancienne société. Les masses sont douées d'une puissance créatrice illimitée. Elles sont capables de s'organiser et de diriger*

(29) « Essais de paysans, ouvriers et soldats » (cankan « Gong nong bin pinglun » 1975 n° 1, p. 61).

leurs efforts vers tous les domaines et toutes les branches dans lesquels elles peuvent déployer leur énergie ; elles peuvent s'attarder à la tâche de la production, en largeur comme en profondeur, et créer un nombre croissant d'œuvres pour leur bien-être (30). » Sous la direction de la ligne révolutionnaire prolétarienne du président Mao, le système des communes populaires a été mis en place et tout ce dont il a parlé est devenu réalité.

Examinons maintenant un drapeau rouge sur le front de l'agriculture chinoise : la brigade de Dazhai.

La brigade de Dazhai est une brigade de production comptant seulement quelques 80 foyers, située dans les monts Taihang. Avant la libération, Dazhai était semblable aux autres villages chinois ; l'économie des propriétaires fonciers et des paysans riches occupait la place dominante, 60 à 70 % des terres du village étaient entre les mains des propriétaires fonciers. Les paysans pauvres subissaient une exploitation impitoyable, menaient une sombre existence pire que celle des bêtes de trait. Après la libération totale du pays, sous la direction du Parti communiste, ils ont renversé la classe des propriétaires fonciers, entrepris la réforme agraire et réalisé le partage des terres. Tout de suite après la réforme agraire, répondant à l'appel du mot d'ordre « Organisez-vous ! » lancé par le président Mao, ils ont pris le chemin de l'entraide et de la coopération. L'année 1953 a vu l'avènement de la coopérative de production agricole de type élémentaire qui s'est transformée en 1956 en coopérative de production agricole de type supérieur. La commune populaire a été fondée en 1958.

L'établissement du système d'économie collective socialiste a libéré les forces productives. Depuis plus de vingt ans, les paysans pauvres et moyens pauvres de Da-

(30) « Notes introductoires pour l'essor du socialisme dans les campagnes chinoises », Oeuvres choisies de Mao Tsé-toung, t. 5 (à paraître).

zhai et les membres de la commune, sous la direction de la ligne révolutionnaire prolétarienne du président Mao, développent l'esprit de poursuivre la révolution sous la dictature du prolétariat, s'appuient sur la force collective, conquièrent et transforment la nature ; ils ont déjà transformé l'ancien Dazhai, pauvre et arriéré, en un Dazhai nouveau, riche et avancé. Le tableau ci-dessous donne les chiffres de base de l'augmentation de la production céréalière et de l'accroissement des revenus de la brigade de Dazhai entre 1953 et 1971 (31) :

	1953	1958	1964	1969	1971
production céréalière moyenne par mou (tonnes)	0,5	1,086	1,064	1,884	2,192
volume moyen de production par foyer (tonnes)	5,494	10,426	13,756	15,904	18,496
vente moyenne de grains par foyer (tonnes)	1,216	4,75	7,2	6	7,68
revenu global (yuans)	17 672	39 539	73 270	116 947	147 417
revenu net moyen par habitant (yuans)	40,5	67,4	112	155	164
fonds d'accumulation publics (yuans)		3 847	11 918	25 395	33 390

Si l'on compare l'année 1953 à l'année 1971, on remarque que la production moyenne de cérales a augmenté de 3,4 fois, que le volume moyen de production par foyer a augmenté de 2,4 fois, que la vente moyenne de grains par

(31) « L'ascension progressive de Dazhai » (« Dazhai bubu gao » ; nongye chubanshe ban, p. 1).

foyer a augmenté de 5,3 fois, que le revenu global a augmenté de 7,3 fois et que le revenu net par habitant a triplé. Les fonds publics d'accumulation ont été multipliés par 7,7 par rapport à ceux de 1958. En 1974, la production globale de céréales a atteint 15 540 tonnes, elle a presque décuplé par rapport à celle d'avant la libération. Les revenus provenant de la sylviculture, de l'élevage et des occupations subsidiaires ont augmenté de 7,6 fois par rapport à 1955, période de la coopérative de type inférieur.

Le développement de l'économie collective a ouvert la voie de la mécanisation agricole. A l'heure actuelle, environ 80 % de la superficie totale arable de la brigade de Dazhai est cultivée à l'aide de machines ; on a déjà réalisé pour l'essentiel la mécanisation et la semi-mécanisation dans les domaines de la transformation des céréales, de la pulvérisation, du battage et des transports. Au début de l'édification de base des champs, on a utilisé des bulldozers qui ont ouvert de vastes « plaines artificielles ».

Aujourd'hui, en montant sur le mont Houtou, on peut apercevoir, à la place des anciennes pentes ravinées, des champs fertiles créés par les paysans pauvres et moyens pauvres de Dazhai en déplaçant les montagnes et en comblant les ravins de leurs propres mains ; on peut voir le canal qui serpente le long de la montagne comme un dragon d'argent ; on peut voir aussi des bennes suspendues dans les airs circulant sur l'unique voie de transport par téléphérique, on peut porter ses regards sur les récoltes abondantes, les forêts verdoyantes, les troupeaux de bovins et d'ovins, les toutes nouvelles demeures et les maisons creusées dans le loess ; il est impossible de ne pas se rendre compte qu'avec le système des communes populaires et les paysans nouveaux, socialistes, inspirés par la pensée Mao Tsé-toung, toutes sortes de choses extraordinaires peuvent être créées.

Passons maintenant au district de Xiyang dans laquelle se trouve la brigade de Dazhai. Lors de la Grande révolution culturelle prolétarienne, les larges masses ainsi que les

cadres du district de Xiyang ont critiqué la ligne révisionniste et contre-révolutionnaire de Liu Shaoqi, appris consciencieusement auprès de la brigade de Dazhai à persévérer dans la ligne fondamentale du Parti et dans la voie socialiste ; ils ont correctement pris en main la lutte entre deux classes, entre deux voies, entre deux lignes ; de 1967 à 1969, le district a beaucoup appris de Dazhai. A l'heure actuelle, la physionomie du district de Xiyang s'est vraiment transformée !

A Songxihe et Wudaodachuan, on a aplani les montagnes et changé le cours des rivières, on a construit plus de 200 km de barrages au fil des cours d'eau, on a rétréci le lit des rivières jusqu'à 20 % de leur largeur d'origine et transformé plus de 30 000 mous de rives en champs fertiles.

2 700 des 3 000 ravins ont été aménagés, 580 km de barrage ont été érigés en tout et plus de 20 000 mous de terre nouvellement aménagés.

Tout le district a boisé 250 000 mous, revêtant d'un manteau de verdure une partie des montagnes incultes.

Les parcelles et les champs en terrasses qui occupent 80 % des terres cultivées sont pourvus de murs de soutènement, (avec des briques à l'intérieur et des cales à l'extérieur), labourés et travaillés en profondeur ; la plupart des « champs à trois fuites » (fuite de l'eau, des matières fertilisantes et fuite de la terre) sont devenus des « champs de type Dazhai » avec conservation de l'eau, des matières fertilisantes et de la terre.

Dans le district, on a construit 150 réservoirs de petite et moyenne dimension, 210 citernes ; 440 puits donnent de l'eau sur les plus de 1 800 forés ; 330 ouvrages ont été construits pour retenir l'eau et irriguer en hauteur, ainsi que 8 000 constructions hydrauliques de petite dimension. Les superficies irriguées de tout le district sont passées de 8 000 mous en 1966 à plus de 64 000 mous.

De 1967 à 1973, la population de tout le district a consacré 45,9 millions de journées de travail aux constructions

de base dans le domaine de l'hydraulique agricole, et remué 73,3 millions de m^3 de terre et de pierre. Avec le cubage de terre et de pierre déplacé, on pourrait construire une digue d'un mètre de largeur sur un mètre de hauteur qui ferait 1,5 fois le tour du globe terrestre.

Le district entier comprend 20 communes, 411 brigades ; en 1971, les fonds de réserve atteignaient 4,6 millions de yuans, soit 7 fois ceux de 1966, chaque brigade possédant en moyenne plus de 11 000 yuans. L'augmentation des fonds publics d'accumulation a accéléré la réalisation de la mécanisation agricole. En 1973, le district possédait en tout 175 tracteurs. De nombreuses communes ont acquis des bulldozers et du gros matériel de transport, elles ont ouvert des usines de machines agricoles. Sur place, le travail est déjà pour l'essentiel mécanisé ; pour les travaux de labour, la mécanisation est en partie réalisée.

Le changement des conditions de production agricole a créé un terrain favorable au développement de la production agricole et à l'amélioration des conditions d'existence des membres des communes. Le tableau ci-contre indique les statistiques concernant l'élévation du niveau des revenus des membres des communes et l'accroissement de la production agricole dans le district de Siyang entre 1966 et 1973 :

	1966	1967	1969	1971	1973
production céréalière par mou (en tonnes)	0,454	0,662	0,872	1,282	1,296
production céréalière globale (en tonnes)	42 000	62 000	81 500	118 000	119 500
céréales vendues (en tonnes)	3 500	13 000	16 500	40 000	25 000
revenu moyen net par individu (yuan)	47	65	82	97	97
valeur de la journée travail (yuan)	0,51	0,75	0,90	1,02	—

Si l'on compare 1973 à 1966, le volume de la production céréalière a augmenté de 1,8 fois ; le volume global de la production de 1,9 fois ; le montant des céréales vendues a augmenté de 7 fois ; le revenu moyen net par individu a doublé. En sept ans, et en mettant à part 1972, année où de graves calamités naturelles ont fait tomber la production, la production et les revenus des membres des communes ont connu une réelle augmentation.

En même temps que la production agricole s'accroît de façon constante, la sylviculture, l'élevage et les occupations subsidiaires se développent très rapidement, et les entreprises des communes et brigades poussent dans tout le district comme des champignons après la pluie. En 1974, les revenus provenant de la sylviculture, de l'élevage et des occupations subsidiaires atteignaient 11,59 millions de yuans, ils ont augmenté de 1,2 fois par rapport à 1965, et occupent 32 % du revenu global.

La physionomie des villages a connu de grandes transformations. De 1966 à 1973, on a construit 40 000 maisons avec des toits en tuiles ou creusées dans le loess. L'aspect de 30 villages du district est déjà rayonnant, ce-

lui de 200 autres connaît également d'énormes transformations (32).

Examinons maintenant les plateaux du Tibet, région frontalière chinoise.

La région du Tibet a connu, sous l'impulsion de la Grande révolution culturelle prolétarienne, des transformations socialistes dans le domaine de l'agriculture et de l'élevage ; à l'heure actuelle, plus de 93 % du territoire déjà établi des communes populaires. Sous la direction de la ligne révolutionnaire prolétarienne du président Mao, le système des communes populaires montre clairement son immense supériorité. En 1974, plus de 90 % des communes populaires de toute la région ont augmenté leur production ; les 320 000 kes (un ke = approximativement un mou) de blé d'hiver, qui est pratiquement l'unique production, atteignent plus de 200 kg par ke ; le volume global de la production céréalière a augmenté de plus de 15 % par rapport à 1973, année d'abondante récolte ; par rapport à 1958, soit avant la réforme démocratique, il a augmenté de près d'une fois et demie (33). C'est un changement historique, qui a créé des bases matérielles sûres pour consolider et développer le système socialiste, renforcer la dictature du prolétariat, défendre les frontières du sud-ouest de la Chine, accélérer la marche de l'édification et de la révolution socialiste au Tibet.

De tels exemples pourraient être donnés sans fin.

Du point de vue historique, un nouveau système économique ne montre clairement sa supériorité que sur une période d'utilisation assez longue.

Depuis leur fondation jusqu'à maintenant, donc en une période de dix ans et quelques, le système des com-

---

(32) « Le district de Xiyang apprend auprès de Dazhai » (canzhao Li Quandeng : « Xiyang xue Dazhai » ; nongye chubanshe ban, pp. 10-18).

« L'ascension progressive de Dazhai » (« Dazhai bubu gao » ; nongye chubanshe ban, p. 48).

(33) « Quotidien du Peuple » du 15-11-1974.

munes populaires rurales en Chine a clairement montré leur immense supériorité, il prouve entièrement que l'apparition de ce système est le produit inévitable du développement économique et politique du socialisme en Chine, qu'il correspond aux exigences de lois économiques objectives. Les attaques odieuses des impérialistes et sociaux-impérialistes contre le système des communes populaires rurales en Chine sont déjà totalement anéanties. La prospérité de l'agriculture chinoise contraste nettement avec les innombrables crises agricoles que traversent les pays impérialistes et sociaux-impérialistes.

CONCLUSION

L'économie rurale collective socialiste chinoise s'est développée et agrandie à travers une lutte entre deux classes, deux voies, deux lignes. Cette lutte ne s'éteindra pas avant longtemps et durera pendant toute la période du socialisme. Le centre de la lutte tourne encore autour de la question : persévérer dans la voie socialiste ou restaurer le capitalisme ?

Le président Mao a indiqué dans une importante directive sur le problème de la théorie : « *Pourquoi Lénine soulignait-il la nécessité d'exercer la dictature sur la bourgeoisie ? Ce problème doit être bien compris. Si on n'en a pas une parfaite compréhension, on risque de tomber dans le révisionnisme. Ceci doit être porté à la connaissance du pays tout entier.* »

« *La Chine est un pays socialiste. Avant la libération, c'était à peu près comme le capitalisme. A l'heure actuelle, on pratique toujours le système des salaires à huit échelons, le principe dit "à chacun selon son travail", l'échange par l'intermédiaire de la monnaie, et tout cela ne diffère guère de l'ancienne société ; la différence, c'est que le système de propriété a changé.* »

« *Notre pays pratique à l'heure actuelle le système marchand, et le système des salaires est inégal, il y a les salaires à huit échelons, etc. Tout cela, on ne peut que le restreindre sous la dictature du prolétariat. C'est pourquoi si des gens comme Lin Biao accèdent au pouvoir, il leur est très facile d'instaurer le régime capitaliste. Nous devons donc lire davantage les œuvres marxistes-léninistes.* »

Lénine a dit : « *La petite production engendre le capitalisme constamment, chaque jour, à chaque heure, d'une manière spontanée, et dans de vastes proportions. De mê-*

me ils apparaissent chez une partie de la classe ouvrière, une partie des communistes (1). »

Cette directive du président Mao nous éclaire sur la lutte entre deux classes, deux voies, deux lignes dans la période historique du socialisme et nous fournit une arme idéologique acérée pour remporter la victoire dans cette lutte.

En Chine, la révolution socialiste dans le système de propriété des moyens de production est achevée pour l'essentiel, mais la lutte de classe n'en reste pas moins aiguë et complexe. Non seulement la classe exploiteuse renversée essaie de restaurer son pouvoir mais, par l'influence de la petite production sur les petits producteurs et surtout sur les paysans aisés, de graves tendances spontanées au capitalisme continuent d'exister. Dans les campagnes, il existe encore de nombreuses séquelles de l'économie individuelle, on y pratique le système marchand, l'échange par la monnaie, la répartition selon le travail, etc., et dans la société, y compris parmi les cadres et les communistes, il peut apparaître de nouveaux éléments bourgeois. Cette nouvelle bourgeoisie est identique à la classe exploiteuse renversée par sa base sociale reposant sur la ligne révisionniste.

La production de biens de consommation et l'échange monétaire dans l'économie collective reposent sur le système de propriété commune des moyens de production et sur le principe socialiste « de chacun selon ses capacités, à chacun selon son travail ». Mais si l'on examine cette marchandise et cette monnaie et les lois qui leur sont subordonnées, si l'on examine ce droit égal de répartition du travail qui « reste toujours, dans son principe... le droit bourgeois », on s'aperçoit que tout cela ne diffère guère de l'ancienne société. En effet, si le pouvoir de direction n'est pas entre les mains des marxistes et des pay-

(1) « Quotidien du Peuple » du 22-2-1975.

sans pauvres et moyens pauvres, non seulement le droit bourgeois ne sera pas limité, mais il aura toute liberté de s'étendre ; les tendances spontanées au capitalisme réapparaîtront librement et risqueront d'influencer et d'altérer l'économie collective et de lui faire quitter son orientation socialiste.

A l'heure actuelle, seul un petit nombre d'unités rurales n'appliquent pas le plan d'Etat, cultivent librement leurs terres, faussent les chiffres de vente des produits subsidiaires destinés à l'Etat et pratiquent le marché noir. Dans la répartition, elles ne mettent pas la politique au poste de commande et ne tiennent pas compte des intérêts de l'Etat, de la collectivité et de l'individu ; elles mettent le point-travail au poste de commande, proposent de « tout partager, tout consommer », pratiquent un système d'activités subsidiaires et artisanales individuelles qui n'est guère différent du système marchand, commercial et de répartition du droit bourgeois. Cet état de choses, s'il n'est pas limité, risque de se développer et de provoquer une nouvelle bipolarisation dans l'économie collective. Si une minorité de gens s'emparent des richesses de la collectivité et accumulent ainsi une grosse quantité d'argent, ils deviendront de nouveaux éléments bourgeois et des exploiteurs qui feront retomber l'immense majorité des paysans dans leur ancienne situation d'exploités et d'esclaves. L'économie collective socialiste ne serait alors qu'une organisation capitaliste de la collectivité où une minorité de nouveaux éléments bourgeois accapareraient les fruits de la production.

Pour consolider la dictature du prolétariat et prévenir la restauration du capitalisme, de longues et fréquentes luttes seront encore nécessaires, et les campagnes chinoises devront s'engager jusqu'au bout dans la voie socialiste.

Comme Dazhai, il faut appliquer consciencieusement la ligne fondamentale du Parti, mettre en avant la politi-

que et l'idéologie prolétarienne, éduquer les paysans dans l'idéologie marxiste-léniniste et la pensée Mao Tsé-toung, *« inculquer sans répit l'idéologie socialiste aux masses paysannes et critiquer la propension au capitalisme* (2) », élever leur conscience socialiste, et former dans la lutte des paysans socialistes de type nouveau.

Comme Dazhai, il faut s'appuyer sans réserves sur les paysans pauvres et moyens pauvres, mettre en avant la prépondérance de ces derniers, unir 95 % des cadres et 95 % des masses, briser sans relâche les mouvements de restauration de l'ancienne classe renversée et des nouveaux éléments bourgeois, étendre la dictature du prolétariat à tous les organismes de base.

Comme Dazhai, il faut, dans la période de développement de l'économie collective, appliquer sans défaillance la ligne révolutionnaire prolétarienne du président Mao, prévenir et s'opposer à la ligne révisionniste. Cela implique de se conformer au plan d'Etat et de s'opposer à la liberté des cultures ; de mettre la politique au poste de commande et de s'opposer aux « points-travail au poste de commande » ; d'« assurer un développement général axé sur les céréales » et de s'opposer à la prépondérance des activités auxiliaires axées sur le profit ; de tenir compte des intérêts de l'Etat, de la collectivité et de l'individu, de s'opposer au principe « tout partager, tout consommer » ; de vendre tous les produits subsidiaires à l'Etat et de s'opposer au marché noir, pour que l'économie collective s'engage jusqu'au bout dans la voie socialiste.

Comme Dazhai, il faut attacher une grande importance au domaine de l'idéologie, critiquer sans relâche le révisionnisme et le capitalisme, amener les cadres et les masses à rompre complètement avec les vieilles idées traditionnelles, exercer la dictature du prolétariat dans tous

(2) « Notes introductoires pour l'essor du socialisme dans les campagnes chinoises », Oeuvres choisies de Mao Tsé-toung, t. 5 (à paraître).

les domaines de la super-structure, notamment dans celui de la culture.

Comme Dazhai, il faut renforcer la participation des cadres au travail collectif, limiter le droit bourgeois, soutenir avec enthousiasme les nouvelles réalités socialistes, pratiquer sans arrêt la critique et l'autocritique, renforcer la base révolutionnaire de la classe dirigeante.

Enfin, comme Dazhai, il faut appliquer fermement la ligne générale du Parti : « déployer tous ses efforts ; aller toujours de l'avant ; quantité, rapidité, qualité et économie », faire rayonner le principe de compter sur ses propres forces et de lutter avec endurance, faire confiance aux masses et s'appuyer sur elles et, en renforçant l'esprit et l'initiative révolutionnaire, lutter contre le ciel et la terre, transformer la nature, développer une grande agriculture socialiste et édifier une nouvelle campagne socialiste.

L'orientation de Dazhai, c'est l'orientation socialiste de l'agriculture de la Chine entière.

La Chine connaît à l'heure actuelle une période de développement historique très importante. D'ici 1980, la Chine doit mettre sur pied un système industriel et un système d'économie nationale indépendants et relativement complets ; d'ici la fin du siècle, elle doit réaliser la modernisation complète de l'agriculture, de l'industrie, de la défense nationale, de la science et de la technique de façon à porter son économie nationale aux premiers rangs du monde. La clé permettant la réalisation de ce grandiose objectif, c'est l'édification d'une base agricole stable. La Conférence nationale pour s'inspirer de Dazhai dans l'agriculture, qui a bénéficié de la chaude sollicitude du président Mao et du Comité central du Parti, s'est tenue récemment. La Conférence a lancé un appel à mobiliser tout le Parti, développer en grand l'agriculture et mener le combat pour généraliser les districts de type Dazhai. Elle a également décidé que la mécanisation de l'agriculture devait être réalisée, pour l'essentiel, en 1980. C'est

un plan stratégique d'une profonde portée. En 1980, plus d'un tiers des districts du pays seront de type Dazhai, la mécanisation sera réalisée pour l'essentiel dans l'ensemble du pays, renforçant ainsi la dictature du prolétariat et le système socialiste en Chine. L'économie collective des campagnes sera développée en grand, la production agricole aura atteint un niveau assez élevé, la position du socialisme dans les campagnes se sera renforcée et la physionomie des campagnes aura connu de profonds bouleversements. Le développement de l'agriculture crée en effet les conditions favorables à la mise sur pied d'un système industriel et d'un système d'économie nationale indépendants et relativement complets qui doivent permettre à la Chine de faire face aux plus graves dangers. « *Notre cause apportera aux gens un bonheur qu'ils n'auront jamais connu* (3). »

Dans sa marche en avant, le socialisme devra encore mener de nombreuses luttes pour triompher. Mais la tendance générale de l'histoire, qu'aucune force ne pourra désormais transformer, c'est bien le remplacement du système capitaliste par le système socialiste. Le président Mao écrivait en 1954 : « *Jamais on a vu les masses populaires avec un esprit aussi vif, aussi combattif, aussi fier, aussi ardent. Les anciennes classes exploiteuses sont noyées dans l'océan des travailleurs, et rien ne pourra les en sortir. Elles y resteront jusqu'à leur élimination complète, quoiqu'il arrive. Une partie de la superstructure est encore idéologiquement pourrie, mais disparaît elle aussi jour après jour. Il faudra encore un long moment pour que ces classes disparaissent à jamais. Le processus de désagrégation a commencé, et il est irréversible. Sauf sur certains points particuliers, la Chine peuplée de 600 millions d'hommes est manifestement pauvre et blanche. On peut penser qu'il s'agit là d'un handicap. Au contraire, c'est*

(3) « Chine nouvelle » (« Xin hua yuebao » 1964 n° 10, p. 3).

un avantage. La pauvreté pousse au changement, à l'action, à la révolution. Et sur une page blanche et vierge, on peut écrire les plus beaux caractères et peindre les plus beaux tableaux (4). »

Guidés par le marxisme, le léninisme et la pensée Mao Tsé-toung, et sous la direction de la ligne révolutionnaire prolétarienne du président Mao, en menant fermement la révolution ininterrompue sous la dictature du prolétariat, nous poursuivrons jusqu'au bout la révolution socialiste à la campagne sur les plans politique, idéologique et économique, nous surmontrons toutes les difficultés, nous écraserons toutes les tentatives de restauration des ennemis de classe et sur les 9,6 millions de km² de la Chine, nous édifierons de nouvelles et magnifiques campagnes.

Ecrit entre 1969 et 1972 par le village de Beigaojin de la banlieue de Shijiazhuang (Hebei).

Revu et corrigé à Pékin entre 1973 et 1975.

(4) « Drapeau rouge » (« Hong qi zazhi » 1958 n° 1, p. 3).

TABLE

AVANT-PROPOS 13

I. LA LUTTE ENTRE SOCIALISME ET CAPITALISME A LA CAMPAGNE
1. L'économie individuelle des paysans est sans issue 22
2. Deux initiatives, deux voies 41
3. La ligne de classe du Parti à la campagne 71

II. LA TRANSFORMATION SOCIALISTE DE L'AGRICULTURE PAR ETAPES
1. Les étapes historiques de la coopération agricole en Chine 92
2. Les germes de socialisme dans les équipes d'entraide 98
3. Les coopératives de production agricole de type semi-socialiste 113
4. Les coopératives de production agricole de type socialiste 138

III. LA COMMUNE POPULAIRE, C'EST BIEN
1. La commune populaire, produit inévitable du développement économique et politique du socialisme en Chine 156
2. Le système économique de base des communes populaires 168
3. La supériorité du système des communes populaires 198

CONCLUSION 215

ACHEVÉ D'IMPRIMER PAR
L'IMPRIMERIE CH. CORLET
14110 CONDÉ-SUR-NOIREAU

N° d'Imprimeur : 1628
Dépôt légal : 3e trimestre 1977

E 100
EDITIONS DU CENTENAIRE
24, rue Philippe-de-Girard, 75010 Paris